interrogations

rivista internazionale di ricerche anarchiche — revue internationale de recherche anarchiste — revista internacional de investigación anarquista — international review of anarchist research

Sept. 1975 Set.

4

INTERROGATIONS

revue internationale de recherche anarchiste
trimestrielle

le numéro) (x)		10 francs français
el número)		1 000 lire
single copy)		80 cents UK
una copia)		2 dollars U.S.

Abonnement 1 an) (xx)		fois le prix
Suscripción 1 año)	4	veces el precio
Subscription 1 year)		times the price
Abbonamento annuale)		volte il prezzo

Par avion)
By airmail) + 50 %

Administration et versements)
Administración y pagos)
Amministrazione e pagamenti)
Management and payments)

Georges Yvernel,
32, passage du Désir,
75010 Paris
Compte chèque postal
Paris 72 4369

Rédaction)
Redacción)
Editing)
Redazione)

Louis Mercier Vega
3, rue de Valenciennes
75010 Paris

) ou l'équivalent en monnaie nationale.
(x)) o su équivalencia en moneda nacional.
(xx)) or the equivalent in the country currency.
) o l'equivalente in moneta nazionale.

INTERROGATIONS

Septembre / September
Septiembre / Settembre
1975

N° 4

Dans ses tout prochains numéros / En sus muy proximos números / In the very next issues / Nei prossimi numeri

INTERROGATIONS

publiera / publicara / will publish / pubblicherà

Nicolas Faucier : **La classe ouvrière des chantiers navals de Saint-Nazaire**

René Fugler : **Minorités ethniques et nationalismes**

Carlos de Fonseca : **Les jeux des pouvoirs au Portugal**

Pierre Clastres : **Fonction, autorité et pouvoir dans les sociétés dites primitives**

Will Watson : **Hemingway and Dos Passos in Spain**

David Thoreau Wieck : **The Negativity of anarchism**

Pedro A. Barcia : **Radiografia del sindicalismo argentino**

« Letter » from Japan

« Carta » de Perú

Collaborateurs, administrateurs et rédacteurs sont bénévoles
Colaboraciones, administración y rédacción son voluntarios
Contributions, managing and editing are voluntary
Collaborazione, amministrazione e redazione sono volontarie

DOPO UN ANNO

Con questo numero 4 concludiamo il primo anno di vita della rivista. Un incontro tra promotori, collaboratori ed amici si terrà a Ginevra, prossimamente, per valutare i risultati di questa prima tornata e preparare il lavoro futuro. Terremo presenti i suggerimenti dei lettori nella misura in cui... ci arriveranno.

I primi abbonamenti, che partivano con il numero 1, sono giunti a scadenza e devono essere rinnovati, senza che l'amministratore li debba sollecitare singolarmente. (Non organizzeremo concorsi, nè offriremo premi, nè faremo balenare prospettive mirabolanti.) Abbonarsi e procurare altri abbonamenti è il modo con cui i lettori possono darci una mano. Ne abbiamo bisogno. Per ora manterremo inalterato il prezzo a copia e l'abbonamento, anche se a quel prezzo abbiamo sin qui offerto un numero eccezionale di pagine. E' però probabile che prossimamente si sia costretti a dei «ritocchi».

Segnaliamo, infine, che le sottoscrizioni non sono proibite!

ABBONATEVI! RIABBONATEVI! PROCURATE NUOVI ABBONAMENTI!

ATFER ONE YEAR

With this n° 4 issue, we close our first year of publication. Managers, contributors and friends will soon meet in Geneva to estimate the results of this first gallop and prepare the continuation. The readers' suggestions will be taken into account, in so far as they will send them to us.

The first subscriptions, starting from the n° 1 issue, come to an end. The subscribers must renew them, without being asked. (We won't arrange any competition, we won't offer gifts, we won't hold out bright prospects to you either.)

The readers can help us by subscribing and searching for others subscribers. We need it.

At the moment we keep the price of the copy and of the subscription though we have provided an exceptional number of pages but we will probably have to round it off shortly.

Let us finally point out that it is not at all forbidden to support the magazine financially.

SUBSCRIBE - RENEW YOUR SUBSCRIPTION - MAKE PEOPLE SUBSCRIBE TO OUR MAGAZINE

APRES UN AN

Avec ce numéro 4, nous bouclons notre première année de parution. Une rencontre entre animateurs, collaborateurs et amis se tiendra prochainement à Genève pour évaluer les résultats de ce premier galop, et préparer la suite. Les suggestions des lecteurs seront prises en compte, dans la mesure où ils nous les feront parvenir.

Les premiers abonnements, partant du numéro 1, arrivent à expiration. Il est indispensable que les abonnés les renouvellent, et cela sans que l'administrateur ait à les solliciter. (Nous n'organiserons pas de concours, ni offrirons des primes, ni ferons miroiter aucune perspective mirobolante.)

Le coup de main des lecteurs, c'est leur abonnement, et la recherche d'autres abonnés. Nous en avons besoin. Pour l'instant, nous maintenons le prix de l'exemplaire et celui de l'abonnement, malgré que nous ayons fourni un nombre de pages exceptionnel, mais il est probable que nous aurons à les arrondir prochainement.

Signalons enfin que le soutien financier à la revue n'est nullement interdit.

ABONNEZ-VOUS. REABONNEZ-VOUS. FAITES-NOUS DES ABONNES.

DESPUES DE UN AÑO

Con este número finaliza nuestro primer año de publicación. Próximamente tendrá lugar en Ginebra un encuentro entre animadores, colaboradores y amigos, al objeto de evaluar los resultados de este primer recorrido y preparar la continuación. En la medida en que los lectores nos envíen sus sugestiones, no dejaremos de tenerlas en cuenta.

Las primeras suscripciones, iniciadas con el número 1, vencen ahora. Es indispensable que los suscriptores las renueven, sin que el administrador de la revista tenga que solicitarlo. (No organizaremos concursos, ni ofreceremos premios, ni deslumbraremos con promesas.)

La ayuda de los lectores consiste en su suscripción y en la búsqueda de otros suscriptores. Nos son necesarios. Por el momento, mantenemos el precio del ejemplar, así como el de la suscripción, no obstante haber ofrecido un número de páginas excepcional; pero, es probable que tengamos que aumentarlos próximamente.

Señalemos, por último, que no está prohibido el sostener económicamente a la revista.

SUSCRIBASE - RENUEVE SU SUSCRIPCION - HAGANOS SUSCRIPTORES ENTRE SUS AMIGOS.

Les transnationales (*)

Albert Meister

La dilution de l'impérialisme américain

En tant qu'Européens, nous sommes surtout sensibles à l'intégration des économies européennes et du Marché commun dans l'ensemble occidental et notre perception du changement est souvent viciée à cause d'une réaction épidermique à l'« américanisation » croissante de notre vie quotidienne. Il faut toutefois montrer que l'intégration dans le nouvel ensemble économique peut être tout aussi pénible pour les Etats-Unis eux-mêmes. De fait, le point de vue que j'essaierai de développer ici est que la force de pénétration et de domination capitalistes qui a été longtemps l'apanage de l'impérialisme américain s'est transférée au système transnational. Grâce aux firmes multi-nationales, l'impérialisme est le fait de tout le système et comme les pays européens participent de plus en plus à ces firmes sur un pied d'égalité avec les Américains, on ne peut plus guère dire qu'il y a impérialisme américain en Europe — mais aussi, et pour les mêmes raisons, il n'y a plus d'idée et de volonté européennes susceptibles de s'opposer à ces tendances ! De même, j'essaierai de montrer qu'à l'égard des sous-développés, l'impérialisme trans-national est tout autant britannique que scandinave et même est-européen que nord-américain — même si ce dernier est davantage présent et continue de remplir la fonction bien utile de bouc émissaire.

Cette dilution de l'impérialisme américain dans le système trans-national intervient précisément au moment où l'Europe a rattrapé les Etats-Unis, tant au point de vue des niveaux de consommation, que de la productivité et de la puissance des entreprises. La crise monétaire internationale reflète les conditions nouvelles du dialogue entre Etats-Unis et pays Européens, au moment où ceux-ci parviennent à un seuil de puissance qui

---

(*) Les deux textes qui suivent font partie de l'étude que l'auteur publiera incessamment aux Presses Universitaires de France (P.U.F.), dans la collection Economie en Liberté, sous le titre **Grâce à l'Inflation — Essai sur les fonctions socio-politiques de l'inflation.**

les incite à modifier les termes des accords antérieurs. Et cette même crise signifie pour les Etats-Unis qu'ils sont désormais intégrés dans un ensemble plus vaste, non plus seulement composé de pays où ils continueront certes de jouer le rôle de premier plan mais dans lequel ils ne seront plus le seul leader. En d'autres termes, la crise monétaire actuelle doit être considérée en fonction des modifications dans l'équilibre des relations internationales et de la croissance des firmes multinationales qui — et c'est la caractéristique du système transnational — sont de plus en plus parties prenantes dans la définition de cet équilibre.

Une brève incidente historique sur la façon dont s'était réglée la précédente crise monétaire devrait permettre d'éclairer ce point. Le système monétaire issu des accords de Bretton-Woods de 1944, à la veille de la paix, reflétait l'intérêt des Etats-Unis pour un redémarrage rapide du commerce international avec le minimum de restrictions. Le dollar s'impose tout naturellement comme monnaie de réserve et, grâce à leur situation de créancier de tous les autres pays, ils peuvent imposer une discipline monétaire afin de maintenir des parités fixes et la convertibilité. Ce système permet la reprise du commerce international et l'on peut dire qu'il fonctionne bien tant que les pays restent dépendants et débiteurs des Etats-Unis, c'est-à-dire jusque dans le début des années 1960. Depuis cette époque les déficits de la balance américaine des paiements s'accumulent et les anciens débiteurs devenus créanciers renâclent devant la perspective de devoir couvrir des déficits de plus en plus importants ; on sait déjà qu'à terme il faudra changer un système qui ne tient plus compte des nouveaux rapports de puissance.

Plutôt que d'examiner le problème du double excès d'émissions monétaires (en dollars par les Etats-Unis pour faire face à leur déficit et en monnaies européennes par les créanciers pour racheter ces surplus de dollars) à la lumière du regain de popularité qu'en a reçu la vénérable théorie quantitative de la monnaie, il semble préférable de s'interroger sur quelques-unes des tâches assumées par les Etats-Unis et dont, avec le temps, ils ont fait partager la charge par les autres pays :

— ils ont assumé la protection européenne et ont pu s'opposer au grignotage communiste aux marches du monde occidental, prenant le relais de puissances secondaires (cas de la France en Indochine, par exemple) ;
— ils ont supporté le poids principal des institutions internationales créées pour légitimer et prolonger le partage

du monde résultant de la deuxième guerre mondiale, assumé une grande part des charges de l'assistance aux pays sous-développés et pris en charge des opérations de police (notamment en Amérique Latine) visant la protection des intérêts de l'ensemble du monde occidental ;

— ils ont pu développer la recherche scientifique là où elle était le plus facilement organisable et efficace, c'est-à-dire chez eux, tous les autres pays en devenant tributaires ;

— enfin, à partir de la reconstitution du potentiel économique européen, les grandes compagnies américaines ont pu investir massivement et favoriser la concentration capitaliste et le rapprochement des grands partenaires sociaux (Etats, grandes entreprises, organisations professionnelles). Comme on le sait, avec le temps, de tels investissements ont d'ailleurs été de plus en plus financés par l'activité locale des sociétés déjà installées puis par le marché des eurodollars créé par le déficit commercial américain.

Le financement du déficit américain par les autres pays occidentaux correspond à leur quote-part aux frais de ces opérations et services. Certes, si l'on s'en tient à une optique purement nationale, ces quote-parts peuvent être considérées comme des excès d'émissions monétaires sans contrepartie visible, tangible pour les pays ; mais il faut se dégager de cet esprit de clocher et envisager la réalité des prestations américaines à l'échelle de l'Ensemble occidental. Si l'on songe, en outre, que les Etats-Unis ont assumé seuls l'impopularité — certes toute relative et bien tardive — de certaines de ces tâches, comme la guerre du Vietnam, la répartition des coûts n'a somme toute pas été trop pesante pour les pays bénéficiaires. Bien sûr, des protestations s'élèvent, comme chaque fois qu'il faut payer. Elles sont un peu plus fortes dans un pays comme la France, qui tente de prolonger son passé de grande puissance dans des programmes de défense et de prestige coûteux (et eux aussi sources d'inflation) et qui, de ce fait, se trouve moins solide pour affronter le poids inflationniste supplémentaire de sa contribution internationale. Plus réalistes, d'autres pays, comme l'Allemagne, la Suisse ou la Suède acceptent sans contester le leadership américain en matière de recherche et, tout en pensant qu'il devrait être possible de mater les Vietnamiens et les autres rebelles à un prix moins élevé, admettent sans broncher la nécessité de la protection de leurs intérêts commerciaux et

du « monde libre ». D'une façon générale, tous les pays concernés reconnaissent la valeur des services rendus mais, bien que respectant l'usage qui veut que l'esprit d'initiative soit récompensé, ils se bornent à rechigner devant l'ampleur de la commission prélevée par l'entrepreneur de ces services — comme cela a été le cas en 1973 quand les pays à monnaies fortes refusèrent d'épauler le dollar et laissèrent flotter leur monnaie, la réévaluant de fait.

Notons aussi que la fin de la guerre du Vietnam ne signifie pas que les charges de la sécurité commune seront diminuées. S'accrochant à leur rôle de leader de l'Occident, les Etats-Unis ont plus d'une fois réaffirmé (1) leurs intérêts et responsabilités planétaires — par opposition aux intérêts seulement régionaux des pays européens — et l'on ne s'est pas fait faute de remarquer que les pays à monnaie forte sont aussi ceux qui, grâce à la protection américaine, peuvent consacrer une plus faible partie de leur budget à la défense (2). La menace des divisions soviétiques sur l'Europe centrale est périodiquement brandie et de nouveaux foyers d'insurrection dans le Tiers-Monde sont toujours possibles : le chantage à la sécurité a donc bien des chances de continuer d'être un atout majeur dans le jeu américain. Il lui est d'autant plus nécessaire pour conserver une position de leadership dans le système trans-national que les entreprises multinationales tendent potentiellement à se dégager de leurs origines nationales et que la crise monétaire a démontré la fin du type de dépendance économique hérité de la guerre. Forts de leur récente puissance économique, les pays européens et le Japon entendent devenir des partenaires à part entière. Toutefois, et c'est ce qui complique singulièrement l'analyse, le jeu politique entre pays, ouvert, dramatisé et qui distrait l'attention, masque le jeu silencieux, souterrain, et à long terme unificateur des prises de participation et des interconnexions des grandes firmes.

Comme tous les autres pays lorsqu'ils se sont trouvés en position de force (il est vrai qu'il y a longtemps que ce n'est plus arrivé aux pays européens et c'est pourquoi nous l'avons un peu oublié), les Etats-Unis ne se sont jamais fait faute de rompre

---

(1) Et encore récemment au printemps 1974, devant les velléités des Neuf de mettre sur pied une politique énergétique commune, Nixon les à mis en demeure de ne pas se liguer contre Washington et menacé d'un retrait des forces américaines.

(2) Déclaration de Robert Triffin devant une commission du Congrès des Etats-Unis, citée par Ph. Simonnot, Le Monde du 21 juin 1973.

leurs engagements quand ils y avaient intérêt. Les critères de la *Realpolitik* ont seuls joué quand, en août 1971, Nixon annonce la renonciation à la convertibilité et une surtaxe de 10 % sur les importations — deux décisions en complète contradiction avec les accords internationaux, mais deux décisions rationnelles et cohérentes du point de vue de l'intérêt national. En d'autres termes, la discipline instaurée par les accords de Bretton-Woods ne correspond plus aux intérêts américains du début des années 1970 (3) : le monde occidental que les Etats-Unis entendaient unifier autour d'eux à la fin de la guerre est finalement bâti, mais ils y ont perdu leur position avantageuse en cours de construction, et ils doivent donc faire sauter le carcan qu'ils avaient inventé à leur profit. Pour notre propos, les décisions d'août 1971 signifient que les énormes balances-dollars accumulées au cours des ans sont considérées par les Etats-Unis comme la contre-partie des autres pays aux tâches indiquées plus haut, en dernière analyse aux frais de construction de l'Ensemble occidental. A cet égard, on semble avoir trop peu souligné que les balances déficitaires américaines constituaient une inflation déguisée et, puisque correspondant à des frais engagés pour l'Ensemble, prise en charge par tous les bénéficiaires. Encore une fois, il faut désormais renoncer à una optique « parochiale » qui considérerait que le taux réel d'inflation nord-américain devrait comprendre non seulement une inflation rampante, au reste faible, mais aussi cette inflation déguisée et épongée par la solidarité des autres pays ; au contraire nous envisagerons ici cette inflation comme effet du système trans-national en construction et donc non imputable à une économie particulière.

Deux conséquences doivent être dégagées, sur le plan commercial d'abord, sur celui des investissements ensuite. S'agissant du commerce, les dévaluations successives (environ 50 % en quatre ans par rapport au DM) favorisent les produits américains et l'on s'aperçoit que, s'ils ont perdu la totale suprématie financière, les Etats-Unis n'en apparaissent que plus forts sur le plan commercial. Ayant constamment gardé l'initiative et ayant réussi à acculer leurs partenaires à une politique passive de soutien de leur monnaie, les Etats-Unis sortent vainqueurs de l'opération et même si le Mark apparait comme la nouvelle monnaie dominante ils n'en affirment pas moins leur puissance

(3) Cf. Paul Fabra, Le Monde du 18 janvier 1972.

commerciale (4). Le débiteur a gagné la partie sur le plan commercial : le concordat qu'il a forcé ses créanciers à lui consentir rétablit sa trésorerie en même temps qu'il affaiblit les autres dans leur patrimoine. Et bien sûr, ce sont les créanciers les moins solides qui en pâtissent le plus (notamment la Grande-Bretagne).

En incidente, il faut attirer l'attention sur le mercantilisme brutal qui est toujours à la base des relations internationales et qui, puisque chacun veut vendre davantage et est tenté de se protéger pour acheter moins, s'oppose fondamentalement à toute tentative sereine et concertée pour résoudre la question monétaire, reflet des rapports de puissance. En effet le fondement de la crise n'est pas à chercher dans la monnaie, mais bien dans l'inégalité des puissances. Et, en dépit des plans généreux pour la recherche d'un nouvel étalon monétaire, les évènements récents nous montrent qu'une monnaie de référence ne se définit pas par la concertation : tout comme l'étalon dollar défini en 1944 s'était naturellement (c'est-à-dire par la puissance comme dans la nature) imposé aux économies affaiblies par la guerre. Il n'y avait et il n'y a pas à choisir ; pas plus qu'on ne peut revenir au passé et à la sécurité des métaux précieux.

Mais si, dans l'immédiat, le dynamisme commercial des Etats-Unis sort vivifié de la crise grâce au coup de fouet donné aux exportations, et si la dévaluation elle-même n'a pas été sensible dans le pays (5), les conséquences à long terme risquent d'être différentes sur le plan des investissements. La dévaluation du dollar favorise en effet l'investissement aux Etats-Unis et cela d'autant plus que certaines monnaies ont par ailleurs été réévaluées (DM, Yen, Franc suisse). Au lieu d'exporter plus difficilement, les firmes européennes et japonaises trouvent intérêt à investir dans le marché américain et, par là-même, à se munir contre un retour au protectionnisme. Les quelque quatre-vingt milliard de dollars flottants trouveront ainsi à se résorber et un nouvel équilibre monétaire peut être envisagé.

En fait, les investissements étrangers directs aux Etats-

(4) Cf. Ph. Simonnot, **Le Monde** du 17 juillet 1973.

(5) Le commerce extérieur ne représentant environ que 5 % du PNB, la hausse des prix des importations n'a qu'une très faible incidence sur le niveau général des prix. Par ailleurs, du fait de la taille du marché, les perturbations internationales se trouvent amorties. Notons en outre que la crise pétrolière affecte bien moins les produits américains que ceux des autres pays industriels ; grâce aux prix plus élevés du pétrole, les Etats-Unis peuvent également reconquérir leur autarcie en matière énergétique, les gisements négligés et de nouvelles sources devenant désormais rentables.

Unis se sont accrus constamment durant ces dernières années et, déjà en 1970, on les estimait à 13,2 milliards de dollars (6).

Certes, en comparaison, l'investissement américain direct en Europe reste bien supérieur, avec plus de 21 milliards en 1970 (7) ; encore qu'on ait noté que ces dernières années les investissements européens aux USA s'accroissaient plus rapidement que les investissements américains à l'étranger.

Les investissements directs ne représentent cependant qu'une part (30 %) des investissements totaux. Si l'on tient compte des investissements en portefeuille, le total des investissements européens en Amérique est à peu près égal au total des investissements américains en Europe. Certes, les investissements en titres ne confèrent pas nécessairement pouvoir, sauf pour ce qui est des gros porteurs. L'égalité dans les montants totaux est donc trompeuse et, avec les mêmes sommes, les Américains contrôlent davantage.

Cependant, même sur le plan du contrôle des firmes, les choses sont en train de se modifier. Alors qu'il y a vingt ans 75 % des filiales américaines à l'étranger étaient propriété exclusive des maisons mères, cette proportion a diminué aujourd'hui à 40 %. Par ailleurs, déjà plus de 700 entreprises américaines de transformation, surtout dans les industries chimiques et pharmaceutiques, sont détenues par des sociétés étrangères (8). En indiquant cette tendance, je ne prétends pas suggérer un certain partage du pouvoir économique entre pays ou sociétés ou ressortissants américains et européens, et cela d'autant plus que l'argument défendu ici est que le contrôle sur les firmes est en train d'échapper aux uns comme aux autres (9). Ce sont en effet les firmes multi-nationales qui opèrent ces prises de contrôle. Grâce à leur implantation sur plusieurs marchés nationaux, elles avaient pu se protéger contre la dévaluation du dollar, et même au besoin spéculer contre lui. Leurs trésoreries, comme leurs bilans consolidés ne sont guère affectés par la

---

(6) Levinson, p. 76-77. Selon les statistiques officielles américaines, les capitaux européens investis directement dans l'économie américaine se montaient à 13,7 milliards de dollars (y compris 3,3 milliards d'investissements canadiens). D'après Jay Mc Culley, **Le Monde** du 21 juin 1973.

(7) Levinson, p. 71. Quant au total de l'investissement américain à l'étranger, il est estimé à près de 90 milliards de dollars (pétrole compris).

(8) **Ibid.**, p. 116 et 76.

(9) Par ailleurs, il ne s'agit que d'une tendance en train de s'amorcer et qui ne met pas encore en danger le contrôle réalisé par les capitaux d'Outre-Atlantique sur plus de 35 % de la production globale des pays occidentaux non-américains (chiffre cité par Jacqueline Grapin, **Le Monde** du 27 juillet 1973).

crise monétaire et elles en sortent avec une situation favorable pour de nouvelles prises de participations ou des créations de nouvelles firmes en association de capitaux.

A long terme, le résultat des tendances indiquées est un accroissement des liens et des interdépendances dans le sein de l'Ensemble occidental (10).

Comme les prises de participation les plus importantes supposent la plupart du temps l'autorisation des gouvernements ou des complaisances de la part des pouvoirs publics, les administrations nationales en viennent peu à peu à constituer des acteurs habituels dans les négociations de ces interdépendances. Comme en le verra plus loin, du fait de la disparition de la distinction public-privé, les hommes des entreprises ou les hommes des administrations, les PDG et les ministres ou les hauts fonctionnaires deviennent interchangeables. Ce sont ces liens entre firmes multi-nationales et administrations nationales (et parfois partenaires sociaux ou organisations), cette trame invisible d'accords, d'intégrations et d'exclusions, que j'appelle le système transnational.

En précipitant le courant d'investissements vers les Etats-Unis, la crise monétaire a constitué un puissant facteur d'unification de l'Ensemble occidental. C'est pourquoi il est de plus en plus difficile en Europe de parler d'impérialisme américain — mais, en même temps, dans la mesure où l'ensemble occidental se renforce, l'impérialisme à l'égard de ceux qui en sont les exclus devient bien plus pesant, car il est l'impérialisme de tout un système, bien plus anonyme et bien plus rationnel que les impérialismes nationaux dont il émane. Il faudra y revenir, après avoir évoqué quelques unes des conséquences de l'émergence du transnational dans les économies européennes et socialistes.

La percée transnationale dans les économies socialistes

Si l'essence des firmes multi-nationales est de se dégager des liens de nationalité, on pourrait de même supposer qu'elles font facilement abstraction des différences idéologiques et qu'il ne leur en coûte donc pas de s'allier avec des

(10) Selon Levinson, on peut penser qu'en 1985 deux à trois cents sociétés contrôleront environ 80 % des moyens de production du monde occidental (*op. cité*, p. 30).

entreprises socialistes. Ce serait cependant une grave erreur de raisonner ainsi, car le point principal est qu'il n'y a pas ou plus d'entreprises organisées selon des principes socialistes. Il est donc facile pour les firmes occidentales de s'unir avec elles car elles sont organisées selon les mêmes principes de management, et la Harvard Business School et ses émules sont actuellement aussi populaires dans les pays socialistes (Chine exceptée) qu'elles l'étaient voici une vingtaine d'années en France.

Je ne chercherai pas à établir ici quels pourraient être des principes socialistes de gestion des entreprises, et me bornerai à constater les ressemblances des entreprises des pays socialistes avec leurs soeurs de l'Occident : pas de différences dans les organigrammes, même contraintes quotidiennes dans la production, les rythmes et les relations de travail et les systèmes de rémunération, même souci de rentabilité des capitaux, même stratification sociale entre employés et ouvriers et entre cadres et exécutants. Sur tous ces points, même l'entreprise autogérée de type yougoslave ne montre pas de différences significatives et ce malgré les structures de participation (11).

Certes, les entreprises des pays socialistes sont plus dépendantes des systèmes d'allocations des ressources et de planification. Mais ces derniers se sont progressivement assouplis et les entreprises, ou, mieux dit, les directions des entreprises, ont une plus grande liberté de mouvement. D'où la popularité des idées d'organisation « scientifique » du travail. Les échecs mêmes d'une planification trop rigide au moment où ces économies doivent répondre à une demande plus forte et plus diversifiée de biens de consommation, ont favorisé la volonté de collaboration avec les entreprises occidentales et leurs modes de gestion plus souples et plus efficaces. Comme les sociétés socialistes sont par ailleurs en pleine crise idéologique et prennent conscience de leur caractère de sociétés de classes, il n'existe plus aucun empêchement à la collaboration avec les firmes occidentales (12). D'un côté comme de l'autre, les valeurs sont les mêmes : l'argent, le succès, la puissance. En outre, les managers occidentaux ne sont pas sans apprécier l'autorité dont

(11) L'existence de ces structures ne préjuge pas, en effet, des fonctionnements concrets. Sur ce point voir **Où va l'augestion yougoslave ?** Paris, Anthropos, 1970, 386 p.

(12) Quant au résultat de cette collaboration, il est permis de douter que : « La coopération avec les entreprises capitalistes dans des sociétés mixtes peut aider à l'édification du socialisme en Roumanie » (ou ailleurs). Déclaration de M. Nicolas Ceaucescu, Président de la République Roumaine, **Le Monde** des 5-6 mai 1974.

disposent leurs partenaires socialistes, qui n'ont pas à se préoccuper des réactions des partis ou des oppositions et même du syndicalisme. Les accords avec eux sont plus faciles à négocier, puisque la politique ne s'en mêle pas... et ce n'est pas par hasard que les grandes firmes s'entendent si bien avec les pouvoirs forts, et, comme en le verra à propos des pays neufs, avec les dictatures : la puissance se reconnait dans la puissance, le pouvoir joue le pouvoir. On doit, en effet, rappeler que la fructueuse coexistence pacifique coïncide en Union Soviétique avec un regain de répression contre les déviants de toutes sortes et l'affirmation sans vergogne de la bureaucratie néo-stalinienne. Les témoignages de bonne entente se multiplient : les Etats-Unis bénéficient de la bénédiction de Moscou lorsqu'ils font taire les vélléités d'un jeu européen concerté et relativement indépendant d'eux, de même que quand ils laissent (ou font) écraser le socialisme chilien, dont le caractère démocratique constituait assurément une hérésie majeure aux yeux des deux partenaires ; attachée au statu quo, l'Union Sovietique encourage Castro à se réconcilier avec Washington et ne fait pas mystère de ses préférences pour une victoire de Giscard lors des présidentielles de 1974 ; enfin, il n'est pas exclu que les Occidentaux n'aient demandé aux Russes de calmer les appétits des pays pétroliers au moment de la crise de 1973.

Réalisés sur les bases de la pratique occidentale, les accords de participation entre firmes multi-nationales et firmes ou organismes financiers de l'Est se sont multipliés durant ces dernières années, et des sociétés se sont constituées pour créer des entreprises afin d'exploiter le « know how » occidental ou bénéficier des coûts plus faibles de la main d'oeuvre d'Europe orientale... désormais les meubles dits danois nous viennent de Pologne, les appareils ménagers autrichiens de Tchécoslovaquie, les équipements sanitaires italiens de Hongrie, certaines pièces de nos voitures Renault de Roumanie et de Yougoslavie, etc... (13) ; pour être en règle avec les lois interdisant le profit capitaliste et son transfert à l'étranger, des systèmes ingénieux ont été mis sur pied (sous-évaluation de la valeur à l'exportation, par exemple) ; à la suite de la Chase Manhattan Bank, plusieurs autres banques ouvrent des filiales dans les pays de l'Est ; quant aux banques soviétiques en pays occidentaux, elles jouissent d'une excellente réputation chez leurs consoeurs ;

(13) On lira avec intérêt les pages que Levinson consacre à ces développements, de même que l'article de Michel Bosquet dans **Le Nouvel Observateur** du 15 octobre 1973.

l'Union soviétique possède une usine de montage de voitures en Belgique, des raffineries de pétrole à Anvers et au Brésil, une participation dans une société française ; la Pologne et la Hongrie possèdent des entreprises minières au Canada ; l'Autriche devient le siège de nombreuses sociétés occidentales désireuses de commercer avec les pays de l'Est voisins ; la Comecon Investment Bank, organisme d'Etat créé par les pays membres, se propose de lancer des emprunts sur les marchés internationaux ; les entreprises autogérées yougoslaves ont déjà signé une centaine d'accords de participation avec des firmes étrangères, des accomodements ayant été trouvés pour permettre l'entrée des représentants des investisseurs dans les entreprises d'autogestion ; un des plus grands producteurs d'armements américains, General Dynamics, signe même un accord technique qui pourra se traduire par la fabrication de ses produits en Union Soviétique et leur exportation (14) ; enfin, l'International Institute of Applied Systems Analysis créé à Vienne est présidé par un gendre de Kossyguine et dirigé par un professeur de management de Harvard, comprend des représentants des pays occidentaux et de l'Est et se propose la diffusion des techniques de gestion occidentales (15) ; etc...

Pour les entreprises multi-nationales, l'URSS représente un marché considérable qui pourra fournir en contrepartie les matières premières et l'énergie dont les économies occidentales et le Japon auront de plus en plus besoin. Pour l'URSS, la coopération internationale est non seulement nécessaire pour son développement industriel et pour répondre à la demande de biens de consommation, mais aussi pour aider l'insuffisant développement agricole. Le comportement soviétique tout au long de la crise monétaire et son soin de ne faire aucun geste qui aurait pu nuire à la devise américaine montrent son désir de coopération ; en contrepartie, il est vrai qu'elle a déjà averti que la réforme monétaire internationale devrait être discutée avec elle — comme l'écrit Jacques Mornand, « cette réforme devra être acceptable pour l'URSS et constituer une structure d'accueil satisfaisante pour elle, le jour où elle jugera opportun d'y devenir l'une des parties prenantes » (16).

Cette porte ouverte, ainsi que les quelques exemples donnés plus haut, montrent les progrès de la compénétration des

(14) Cité par Ch. Levinson dans **Le Monde** du 8 janvier 1974.

(15) Cité par Irving Louis Horowitz « Capitalism, Communism and Multi-nationalism », **Society** 1974, 2, p. 32-43.

(16) **Nouvel Observateur** du 27 août 1973.

deux systèmes. Bien qu'elle privilégie nettement l'interlocuteur américain sur le plan politique, la diplomatie soviétique pratique sa politique d'ouverture économique à l'égard de tous les pays. Elle a d'ailleurs parfaitement compris la logique transnationale et s'adresse aussi bien aux pays qu'aux firmes, et à tous deux elle fait des offres de coopération « mutuelle fructueuse ». Et c'est également en fonction de cette logique que les pays socialistes ne se soucient pas de s'allier avec des firmes qui ont simultanément des intérêts en Israël et en Egypte, en Espagne et en Hongrie, que la Pologne et l'Autriche ont réalisé naguère des investissements communs dans la Grèce des colonels, etc... Seuls, les idéologues attardés et chagrins y trouvent encore quelque chose à redire et s'insurgent à l'occasion... ainsi quand la Pologne, en 1970, livre du charbon pour aider le gouvernement espagnol à réduire la grève des mineurs des Asturies.

Dans le long terme, car la coopération n'en est qu'à ses débuts, les firmes « trans-idéologiques » (17) apparaissent donc comme des instruments de rapprochement Est-Ouest, et de fusion des deux impérialismes dans le système transnational ; c'est ce que nous verrons ci-dessous à propos des pays fournisseurs et sous-développés. A plus court terme cependant, et pour réaliser un tel programme, la demande de capitaux pour l'investissement va se maintenir à son maximum, avec les conséquences inflationnistes correspondant aux sur-prix infligés aux consommateurs occidentaux ; ou par des mesures de sous-consommation au détriment des consommateurs des pays planifiés (18).

---

(17) Selon l'expression de l'un de leurs avocats, Samuel Pisar, dans **Le Monde** du 1er septembre 1973.

(18) Le surprix, ou épargne indirecte, prélevé pour la croissance des investissements est en fait aussi une sous-consommation, le consommateur devant payer les produits plus chers qu'ils ne vaudraient sans l'incorporation d'un fort « cash flow ». Théoriquement les systèmes planifiés ont davantage de possibilités de constituer l'épargne car ils peuvent décider de ne pas fabriquer certains biens considérés comme superflus. ou limiter les revenus individuels. A noter toutefois que de telles mesures, caractéristiques de la croissance des économies socialistes, sont bien plus difficiles à prendre aujourd'hui : la différenciation des revenus n'a plus de sens si les gens bien payés n'ont pas la possibilité d'acquérir des biens de consommation (voitures par exemple) et il n'est plus possible de limiter cette différenciation car, en raison de l'affaiblissement des stimulants idéologiques, elle constitue l'unique incitation à l'effort. Le rapprochement avec l'Occident et la pénétration de ses modes de consommation vont encore accentuer la demande de biens de consommation et de services ; biens et services qu'il faudra bien offrir car la demande émane précisément des couches de la population qui détiennent les revenus les plus élevés et qui sont les garants de la productivité des entreprises. Ne pas accroître la gamme des biens offerts ou diminuer leurs pouvoirs d'achat signifierait une chute de la

Resumen

Mientras la opinión pública se enfrenta en todas partes a los imperialismos —más particularmente al norteamericano—, el desarrollo de las sociedades pluri, supra y transnacionales provoca una profunda transformación de los sistemas económicos tradicionalmente asociados a los Estados nacionales.

De hecho, el conjunto occidental, después de haber aceptado la hegemonía de los Estados Unidos, de haberles confiado su defensa próxima y lejana, y de haberles pagado un precio considerado ahora como excesivo —la inflación—, depende cada día menos de un solo polo. El juego de los lazos y de las interdependencias que establecen las sociedades industriales y financieras «sin patria ni fronteras» —en cuyo seno se hallan amalgamados capitales japoneses, europeos, norteamericanos, etc.—, hace que el conjunto occidental dependa más de un imperialismo anónimo, internacional, sin raíces en parte alguna, que de centros nacionales.

Sin ningún lazo con los Estados, las firmas multinacionales no se embarazan de ideologías, de manera que las reglas de la racionalidad y de la organización se aplican con facilidad a las empresas de los países llamados socialistas. Incluso aparece entre los directores occidentales y socialistas una estructura jerárquica idéntica en los modos de gestión. Desde hace unos años se han multiplicado los acuerdos de participación entre firmas multinacionales y organismos financieros o empresas del Este. Por una parte, capitales y técnicas occidentales; por otra, bajos precios —y disciplina— de la mano de obra de la Europa oriental.

Los dos sistemas se compenetran. Como consecuencia, la posición actual de la Unión Soviética, que favorece la política de «apertura económica» en todas las direcciones. Y como perspectiva posible, la colaboración provisional de los dos grandes imperialismos en un sistema transnacional, es decir, la valoración —la explotación—, si no común al menos concertada, del Tercer Mundo... exterior e interior.

---

productivité des entreprises (dont ils sont les cadres), ce que les régimes ne peuvent se permettre du fait des impératifs de croissance. De même, ils ne peuvent plus développer la consommation limitée aux seuls groupes les plus utiles au pouvoir (magasins d'Etat réservés aux seuls dignitaires, fonctionnaires et cadres ; et avantages liés aux fonctions occupées), car la relative démocratisation et, surtout, l'influence des mass média ont étendu la demande de biens et de services nouveaux à l'ensemble des populations. L'incorporation d'une épargne indirecte dans les prix apparait donc la seule possibilité pour dégager le **cash flow** nécessaire à la croissance, et l'on peut donc prévoir à moyen terme l'apparition d'une inflation de croissance identique, même si plus limitée, à celle de l'Occident. L'exemple de la libéralisation économique yougoslave, de l'affaiblissement du caractère impératif des plans nationaux et, conjointement, l'affaiblissement de l'emprise idéologique (et donc le recours de plus en plus nécessaire aux stimulants matériels) doivent être tenus à l'esprit pour l'analyse de ces questions.

Summary

Public opinion is currently alerted against any manifestation of imperialism, especially when it comes from the U.S.A.; however, the development of multi-, supra- and transnational corporations creates deep changes within the economic systems traditionally linked with the national states. The West accepted and entrusted North-American leadership with the defence of its immediate and remote frontiers, and paid a price now estimated to be too costly — inflation —, yet, in fact, it depends less and less on a single polarisation. Links and interdependencies established by industrial and financial societies, not limited by frontiers or to native lands, amalgamating Japanese, European and North-American capital among others, act in such a way that the Western world depends more and more on an anonymous, international, unanchored imperialism than upon national centers.

When they are detached from the states, multinational corporations don't burden themselves with ideologies, so that norms of rationality and organization are easily transferred to the enterprises of the so-called socialist countries. Various styles in management but similar hierarchical patterns seem to be emerging among Western and Socialist managers. For many years now, agreements between multinational corporations and Eastern financial organizations or firms have increased in number. Western capital and technology, added to the low prices — and discipline, of Eastern European labor are bringing both systems to amalgamation. As a result, the U.S.S.R. is at present in favor of an all-directional policy of «economic opening-up». One may envisage that in some possible future time, the two great imperialisms will temporarily cooperate in a concerted or even common exploitation, within the transnational system, of the Third World. — outside and inside.

Riassunto

Mentre la pubblica opinione è indirizzata contro gli imperialismi, ed in modo particolare contro quello degli Stati Uniti, lo sviluppo delle società multi, sopra, trans-nazionali, provoca una profonda trasformazione dei sistemi economici tradizionalmente legati agli Stati nazionali.

Infatti, il blocco occidentale, dopo aver accettato la leader-ship *nord-americana, delegandole la sua difesa attuale e futura e pagandole un prezzo, aggi giudicato eccessivo (l'inflazione), dipende sempre meno da un solo polo. Il gioco dei legami e delle interdipendenze che si stabiliscono tra le società industriali e finanziarie «senza patria nè frontiere» — al cui interno si trovano amalgamati capitali giapponesi, nord-americani, europei, ecc. — fa sì che i Paesi occidentali dipendano maggiormente da un'imperialismo anonimo, internazionale, disancorato, piuttosto che da centri nazionali.*

Svincolate dai legami con lo Stato, le aziende multinazionali s'interessano poco alle ideologie, e del resto le regole di razionaliz-

zazione e di organizzazione si possono facilmente applicare alle imprese dei Paesi detti socialisti. Una stessa struttura gerarchica nel modo di gestione si palesa tra «managers» occidentali e socialisti. Dopo alcuni anni gli accordi di partecipazione tra le aziende multinazionali e gli organismi finanziari o le emprese dell'Est si sono moltiplicati. Da una parte i capitali e le tecniche occidentali, dall'altra il basso prezzo — e la disciplina — della manodopera dell'Europa orientale.

I due sistemi si saldano bene insieme. Conseguenza: l'attuale posizione dell'Unione Sovietica, che favorisce la politica di «apertura economica» in tutte le direzioni. Prospettiva possibile: la collaborazione provvisoria dei due grandi imperialismi nel sistema transnazionale per la valorizzazione (lo sfruttamento), se non comune quanto meno concertato, del Terzo Mondo... esterno ed interno.

Una estimación referida al año de 1974 sugiere que unos $ 11.000 millones, o sea el 18,5 por ciento del excedente en cuenta corriente de $ 60.000 millones en ese año de los países exportadores de petróleo fueron invertidos directamente en los Estados Unidos en forma diversa, tales como valores gubernamentales y privados, bienes raíces y certificados de depósito. Se cree que alrededor de $ 7.500 millones, o sea el 12,5 por ciento del total antes mencionado, se invirtió en el Reino Unido. Por lo menos $ 21.000 millones, o alrededor del 35 por ciento del excedente se dirigió al mercado de Eurodólares principalmente como depósitos bancarios. Unos $ 5.500 millones o alrededor del 9 por ciento, fueron préstamos concedidos por países de la OPEP a instituciones estatales o semi-oficiales de otros países industriales. Alrededor de $ 2.500 millones, o el 4 por ciento, fueron prestados a países en desarrollo, y cerca de $ 3.500 millones, o el 6 por ciento del total, a organismos financieros internacionales. El saldo, o sea unos $ 9.000 millones, está constituido por cuentas de inversión administradas por terceros, préstamos sectoriales privados y adquisiones de valores de sociedades anónimas en Europa y Japón.

América latina en la economía mundial.
Banco Interamericano de Desarrollo,
Marzo 1975

A view from America (*)

Sylvia Kashdan

Everyone is aware that the 1960s began another period of profound crisis and radical upheavals all over the capitalist world — and not excluding the so-called socialist countries such as Czechoslovakia and Poland nor the so-called underdeveloped countries such as Mexico. The basis of this crisis is the same, although the response has varied in accordance with local conditions. Its roots lie in the inability of commodity society, which has become global in its influence, to permanently or even temporarily (except superficially) satisfy *human* needs. This inability is manifested on all levels for all to witness: from the «national political sphere» to the domain of the economy and not excluding the very personal daily lives of all individuals enmeshed in the social order. Its recognition is unavoidable at moments of crisis, although it continues to be a fact of life when everything seems to be functioning smoothly.

Here in the United States the New Deal governmental cooperation with labor unions during the 1930s led many leftist intellectuals to believe that the capitalist class of the U.S. had finally found a way to deliver the goods and satisfy the population without socialism; in the 1940s they agreed with the necessity of the population's putting off satisfaction until after the War's victory and «liberation;» in the 1950s most accepted

(*) Part of the continuing discussion on the contemporary crisis.

*** Le thème initial de l'analyse proposée est le suivant : considérant que Mai 1968, en France, a signifié un refus total de la société par une fraction importante de la jeunesse, en majorité étudiante, comment entendre le phénomène de récupération — partiel ou général — de ce mouvement par les partis, les syndicats, les institutions, l'ensemble sociétaire ? Quelles sont les limites du récupérable ? Quelles sont les limites des mouvements spontanés ? Le cas français est-il semblable à ceux des Etats-Unis, du Japon, de l'Allemagne ?**

the stereotype of the «average American» as affluent, of educational and technological development as the keys to the future, of the «new class» of highly educated humane technocrats and administrators (often themselves) as the only hope for the humanization of society. The assertion was made to the effect that the basic structure and character of American society had been transformed through its absorption of liberal reforms, and that this meant the end of the tradicional role of the proletariat as an agent for revolutionary change — and that in any case most workers had become too pacified and satisfied, and couldn't be counted on to carry it off if their lives depended on it, which they didn't.

The vantage point of the new crisis (which was not supposed to be able to happen) has revealed the affluent society and its bulwarks as a myth. Although there have been superficial changes in its operation, the primary basis of capitalist society remains the marketplace. The critical understanding gained in the Nineteenth Century is still meaningful and relevant today, although it is not the last word. The primary character and *modus operandi* remain the same, and the reforms have not really satisfied the vital needs and desires expressed in past revolts, but have only postponed them to a later time and place (and in a sense more clearly defined what constitutes these vital human needs and their satisfaction by demonstrating what they are not). The truth is that the minimalist perspective of the ideologues and administrators of reform have never comprehended the full scope of dissatisfaction, alienation and hopes of any of us. Reforms, while creating new priviledged bureaucratic strata (convinced of the sufficiency of the reforms because of their new-found functions) have never truly come near alleviating that which caused the problems in the first place. This is the lesson being learned by the «progressive» employers, who provide their workers with comparatively good pay, working conditions, therapy groups, health care and vacations, and allow unionization and even a little self-management, but still find themselves with a restive workforce. In those cases where the much-vaunted reforms have temporarily effected pacification, it has been through despair and cynicism rather than by satisfaction.

We in the United States are partaking of the worldwide crisis and experiencing upheavals, although as yet for the most part not of as far-reaching a scope as elsewhere. American students have rebelled against their universities through de-

monstrations and occupations; workers have rebelled, and continue to rebel, against their jobs and their unions through sabotage, wildcat strikes and other unauthorized actions; the black proletariat has rebelled against its conditions of existence in the slums as well as on the job; sex roles and the «holy family» have been attacked both within these struggles and separately. The goings on in Europe and the rest of the world have provided inspiration and food for thought. It is nevertheless true that these fragments have not yet coalessed into an active generalized revulsion and revolt against all hierarchies and suppressions — as was the case, for example, in France in 1968. Since each new confrontation both builds on the heritage of the past and contains uniquely inventive elements appropriate to the given moment and location, I don't expect that we here will experience just what transpired in France — and that is, in the last analysis, for the best, since the revolt there has failed, for the time being at least. But given the vitality which has emerged in the struggles within the U.S. (apart from their ideological reductions), I think that there very well may be greater things to come.

Here in America we are acutely aware of the process of recuperation since it has been a highly visible aspect of our social life for at least the past forty years. Some have attempted to explain it by charging that the proletariat has become «bourgeoisified». We are all shaped by the bourgeois social order. Everyone is effected. No one escapes its repression and distortion of human desire and character completely; nor is there any specially priviledged access to revolutionary wisdom (as has been claimed) for any specific oppression group because of its degree of experienced oppression (blacks, women, students, intellectuals, etc.). But this, far from meaning that in shaping us in its own image capitalist society has created the keys to its eternal life, contains both elements of its survival and of its destruction. The stability which it creates only continues as long as distorted human development remains «functional»; when that begins to break down under greater distortion (and it always does) we cannot avoid experiencing our own dehumanization and alienation, and it becomes a necessity to fight in order to live. The death knell of the present order will surely be sounded for better or for worse; nothing is forever. The potential and possibilities for a better life do exist. Ultimately, it is a question of concrete revolutionary action.

Although the university protests did not really go beyond the confines of the university; and the wildcats, etc., have not, for the most part, gone beyond the confines of the workplace; and the ghetto and prison uprisings have been isolated from the rest — each provided moments of insight into potential for life. Those of us who experienced a few of those moments have had the opportunity of coming face to face, on a concrete level, with our own desires, and the possibility of recognizing the relationship between their realization and individually motivated collective action. We glimpsed, if only momentarily, the joy of real radical participation, the disillusion of isolation, the excitement of self-activity, and the exhilaration of real collective activity. We experienced in our own way (albeit on a minor scale) the advances and defeats which have been experienced in an all-encompassing, intense manner by the revolutionary proletariat in its moments of struggle over the past seventy years. Each occupation, strike, street fight, etc., in its own way, challenged existing authority, brought about the spontaneous development of organs of self-management and self-directed activity, and in some cases tended toward the overcoming of previous ethnic, racial, sexual and other divisions and the development of real solidarity. (In this respect the Attica prison uprising and the Lordstown, Ohio, auto workers' strike, among others, are noteworthy.) Every confrontation, in its revealing of naked power, has tended to dispel the illusion of isolation and the created illusion of solidarity. In victories and in defeats, it becomes possible to recognize the global meaning of deception and self-deception, the lies of the status quo and the lies of the traditional opposition.

Although we wanted to have nothing to do with the arguments of the past, since we considered them irrelevant, we saw and are still seeing in our midst (in all of the struggles and confrontations) the reemergence of the old anarchist-communist debate. This is because the issues are real, although neither side has been able to demonstrate a full understanding of the underlying aspirations, much less a full judgment as to what is to be done.

The preconditions for revolution, as defined by the various ideological sects — in terms of former failed revolutions — never exist. The ideologists, like the proverbial generals, always prepare for the last war. No wonder they are always taken by surprise. According to the «professional» leftists,

the proletariat (defined as workers directly involved in production, blue collar industrial workers) has never become capable of revolution, at least not at the right moment (an easy explanation for failed revolutions and a reasoned excuse for seeking out other vanguards). They have been either too intimidated or too satisfied to act, too stupid or too blasé to adopt the correct revolutionary position. Even when adopting a broader conception of the proletariat (including service sector workers, all those who are nothing and know it, etc.) most have tended to see the problem of false consciousness or lack of revolutionary consciousness in terms of a sell-out and the achievement of true consciousness in terms of militant adherance to the revolutionary product. They have presupposed that the products which capitalism is capable of producing can satisfy those who are subjected to the most profound and global alienation and dissatisfactions. History again and again belies them. They mistake survival for satisfaction and are thereby the greatest believers in the capitalist myth (shared by the rulers of the so-called socialist countries) that people can be pacified and even satisfied by the given status quo, if it is only reformed sufficiently so that it will work smoothly and «equitably» in its own terms; in more simplistic terms, if people cannot be satisfied by bread alone, the addition of roses, candles and cake with icing will do the trick.

The perspective just described is of the most use in understanding what the ideologues themselves are prepared to settle for — perhaps with a little power thrown in. Two fine examples are afforded by the Yippie (Youth International Party, also a play on the word Hippy) «revolutionary cultural vanguardists» Jerry Rubin and Abbie Hoffman. From a cultural guerrilla Rubin has turned to proclaiming the virtues of the ballot box; while Hoffman proclaims the joys of being an underground fugitive, sought by the police authorities, and declares that he will remain underground in this mode of life even if the state should pardon him. Their minimalist perspective has only been shifted, not changed. Constituency, audience and power in general remain their true concerns. The conglomeration of «counterinstitutions» (communes, alternate media, various cooperative enterprises and life-styles, etc.) known as «counterculture» — while at times, in themselves, more bearable and even pleasant modes of survival — do not in themselves provide a training ground for, or an alternative to, revolutionary activity.

The tactics and strategy of the various sects have been wrong and haven't helped to achieve the goals for which their members yearn; neither have the assorted and sordid betrayals of the Communists and others helped any, although these have been far from the decisive factors in revolutionary failures. The sects and their strategy and tactics are, unfortunately, an integral part of the developmental process (as we all are) of the proletariat (in the broadest sense), rather than separate, external agents which can determine its fate. Their influence has been symptomatic of, rather than the cause of, the defeats of revolutionary movements. Parcelized struggles end up by being moulded by the laws of the old social order, just as that order itself consolidates through parcelization. Fragmentary elements, such as the particular relations of the university, the family, the workplace, etc., cannot be attacked singly and in an abstract manner. (On one level they never really are.) Unless the attack is launched on the whole, the parts cannot be destroyed; they are adapted and reintegrated.

The dormant and defunct student left in the U.S. never went beyond the superficial slogans «anti-imperialism», «anti-sexism», «anti-racism», «participatory democracy», etc. The inadequacy, and even at times irrelevance, of these narrow slogans was demonstrated again and again. For example, the occupation of Columbia University, in April of 1968, occurred «officially» to protest the sins of the university, especially racism both internally and with respect to the residents of the surrounding neighborhood of Harlem. A few hours after the occupation of the first building spontaneously began, the Black Student Association ordered all non-blacks out of the building because of the indecision of S.D.S. (Students for a Democratic Society, the most influential leftist student group on the campus) as to whether or not to participate in a declared occupation. For reasons having more to do with our deep frustrations and the desire to act, as well as the brief experience of collective activity, than with the formal issues, a crowd of those of us who had been expelled promptly stormed, occupied and barricaded the university president's office. Although the S.D.S. steering committee initially voted against the occupation and «activist leaders» such as Mark Rudd advised people to leave to avoid arrest, the occupation continued. Assemblies were set up in every building (the occupation quickly spread to five buildings and its life covered the

entire campus). In these assemblies matters pertaining to every phase of the occupation were openly discussed and dealt with. Strictly-mandated delegates were elected to meet with their counterparts from other buildings to coordinate the action. After a few days almost seven thousand «non-political» students and many non-students became involved in some way. After almost a week, the Black Student Association negociated a settlement with the authorities through which they were allowed to peacefully leave their building, free from police or other harrassment. But many others stayed and resisted the authorities, despite the elimination of the formal reason, which had been to back up the blacks in their demands. We stayed because what we had experienced during those days had become more significant than the original issues to us, although most of us were not able at that time to clearly articulate this. Although certain particulars were gained, the nature of the university was not radically altered. Just as, if not more, disappointing, the coordonating committee and the assemblies were eventually subverted by the «new left» politicians.

I am not trying to idealize these moments; nostalgia for the past only indicates death in the present (certainly a quality of the new left and the student movement here). I do think it important to recognize the positive along with the negative aspects in order to be able to gain a real understanding of the entire process. We each, in our personal and social lives, have experienced let-downs, feelings of isolation and despair after the defeats suffered within parcelized, isolated struggles. For some the weight became so great that survival no longer seemed worthwhile. No other alternative being immediately available, a number of participants in the Columbia University occupation, to give just one example, committed suicide shortly thereafter (I know personally of at least twenty). Others have turned to the suicide of terrorism. They «sacrifice» themselves in order to create the revolution. The rest of us found little choice but to re-enter the old world. Yesterday's students have become today's workers, prisoners, etc., and vice-versa, and have thereby in themselves experienced the merging of previously separate struggles.

Self-determined activity can only develop within the context of creative collective activity and vice-versa. The potential for this can only be fully realized through the surpassing of parcelized activity. The dissatisfactions and lacks keep

popping up; that is why the proletarianized have been restive (to say the least) even during the mythically tranquil 1950s which saw wildcats, civil rights demonstrations, gang fights, etc. In the crisis of the 1960s and '70s, this restiveness has again coalessed into revolt. Revolution today in America is not inevitable, but it is certainly possible at any moment.

Résumé

L'incapacité de la société de consommation à satisfaire les besoins de l'homme se révèle partout dans le monde et dans tous les domaines de la vie sociale. Aux Etats-Unis, ceux qui se présentent comme étant l'opposition — la gauche — se sont en fait ralliés à l'illusion d'une auto-transformation, d'une auto-humanisation du capitalisme, et réaffirment fréquemment cette croyance.

Des crises récentes et répétées ont reposé la question — en pensée et en action — de savoir quels sont les fondements réels de la domination capitaliste et ceux de la révolte contre toute domination. Alors que les révoltes limitées qui ont éclaté au cours des décennies 60 et 70 ne sont pas soudées en un soulèvement général capable de s'opposer à toutes les hiérarchies (comme en France en 1968), chaque nouvel affrontement a conduit les participants (étudiants, Noirs, femmes, etc.) a une amorce d'autodétermination et à concevoir la généralisation de toutes les autres amorces que notre classe a connues au cours du siècle présent.

Il existe des motifs d'optimisme pour ce qui est des capacités d'auto-émancipation aux Etats-Unis, mais elles sont négligées par ceux qui croient dans les possibilités du statu quo *d'offrir ses propres solutions. Pour eux, le prolétariat « est vendu ». Ils sous-estiment l'appauvrissement de l'individu qui accompagne l'abondance des biens, les déviations de caractère et de comportement que la société de consommation engendre en conditionnant travailleurs et consommateurs. Rien n'est éternel, mais l'ordre présent ne s'écroulera pas sous les coups de ceux qui croient en sa permanence.*

Au cours des luttes récentes, nous avons été nombreux aux Etats-Unis a vivre le refus de l'autorité, concrètement bien que fugitivement, l'autodétermination individuelle et collective. Nous acceptons de moins en moins — et finalement rien — de ce que le passé nous offre.

Resumen

En todo el mundo y en todos los aspectos de la vida social se pone de manifiesto la incapacidad de la sociedad de consumo para satisfacer las necesidades del hombre. En los Estados Unidos, los que se presentan como la oposición —la izquierda— han abrazado de hecho la ilusión de una autotransformación, de una autohumanización del capitalismo, reafirmando con frecuencia esta creencia.

Las recientes y repetidas crisis han planteado de nuevo la cuestión —tanto en el pensamiento como en la acción— de saber cuáles

son los fundamentos reales de la dominación capitalista y los de la revuelta contra toda dominación. Mientras las revueltas limitadas que se produjeron durante los años sesenta y setenta no se han unificado en un levantamiento general capaz de oponerse a todas las jerarquías —como ocurrió en Francia, en 1968—, cada nuevo enfrentamiento conduce a los participantes —estudiantes, negros, mujeres, etc.— a un inicio de autodeterminación y a concebir la generalización de todos los otros inicios que nuestra clase ha conocido durante el siglo actual.

Existen motivos de optimismo por lo que se refiere a las capacidades de autoemancipación en los Estados Unidos, pero son despreciadas por aquellos que creen en las posibilidades del statu quo *de ofrecer sus propias soluciones. Para ellos, el proletariado «está vendido». Subestiman el empobrecimiento del individuo que acompaña a la abundancia de bienes, las desviaciones de carácter y de comportamiento que la sociedad de consumo engendra, condicionando a trabajadores y consumidores. Nada es eterno, pero el orden presente no se hundirá a causa de los golpes de los que creen en su permanencia.*

Durante las luchas recientes, en los Estados Unidos fuimos muchos los que hemos vivido —de manera concreta aunque fugitiva— la negativa a la autoridad, la autodeterminación individual y colectiva. Aceptamos cada día menos lo que este pasado nos ofrece, hasta que lo negaremos totalmente.

Riassunto

L'incapacità della società «consumistica» di soddisfare e bisogni dell'uomo si palesa in tutto il mondo e in tutti gli ambiti della vita sociale. Negli Stati Uniti, coloro che si presentano come l'opposizione (la sinistra) condividono di fatto l'illusione d'una auto-trasformazione, d'una auto-umanizzazione del capitalismo e continuamente riaffermano questa loro convinzione.

Crisi recenti e ripetute hanno riproposto — nel pensiero e nell' azione — la questione delle basi reali della dominazione capitalistica e per converso della rivolta contro ogni dominazione. Anche se le rivolte limitate degli anni '60 e '70 non sono sfociate in una sollevazione generale capace d'opporsi a tutte le gerarchie (come in Francia nel '68), ogni nuovo scontro ha condotto i protagonisti (studenti, negri, donne, ecc.) ad un «innesco» di autodeterminazione ed a concepire la generalizzazione di tutti gli altri «inneschi» che la nostra classe ha conosciuto nel corso del ventesimo secolo.

Vi sono motivi di ottimismo, per quanto riguarda le capacità d'autoemancipazione negli Stati Uniti, ma queste capacità vengono trascurate da chi crede che lo statu quo *possa trovare da sè le soluzioni. Per costoro il proletariato «è venduto». Essi sottovalutano l'impoverimento dell'individuo che va di pari passo con l'abbondanza dei beni, le deviazioni caratteriali e comportamentali che la società consumistica genera condizionando produttori e consumatori. Niente*

è eterno, ma l'ordine presente non crollerà certo sotto i colpi di coloro che credono nella sua perpetuità.

Nel corso delle lotte più recenti, siamo stati molti, negli Stati Uniti, a vivere il rifiuto dell'autorità concretamente, ma fuggitivamente, a vivere l'autodeterminazione individuale e collettiva. Sempre meno siamo disposti a tollerare ciò che ci offre il passato. Un giorno non lo tollereremo più del tutto.

Mai 1968 devait donner une dimension extraordinaire à cette idéologie avant-gardiste : le mouvement étudiant avait précédé le mouvement ouvrier, lui avait ouvert la voie ; de plus, le saut était à la fois qualitatif et quantitatif et pouvait donner l'allusion que tout ce qui sortait de mai 1968 avait non seulement des possibilités immenses par le nombre mais exprimait aussi des choses totalement nouvelles quant à la « révolution »... La conclusion, pour beaucoup des étudiants, était qu'il fallait aller aux ouvriers pour leur expliquer l'expérience, le soutien, la théorie : l'avant-garde, d'une manière ou d'une autre, devait se structurer... Dans une telle perspective, ceux qui avaient le plus de chances de succès étaient ceux qui se plaçaient dans la perspective même du capitalisme le plus moderne, un capitalisme d'Etat éliminant les tares les plus évidentes du capital en France... D'où le succès des groupes léninistes, trotskystes ou maoïstes...

Henri SIMON

I.C.O., un point de vue

España 1975

Ramón Puig

ESTABLECER un análisis serio, es decir, que se salga del simple comentario basado casi siempre en rumores y ayuno de hechos concretos, no es empresa fácil cuando se trata de España. No hay que olvidar que la vida social española, a causa de la inexistencia de la libertad de expresión, es como un inmenso iceberg, en el que la mayor parte aparece oculta y sólo es visible la superficie menor. Por tal motivo, en ausencia de una información fidedigna, ha abundado siempre el rumor en grado sumo, merced al cual la noticia intrascendente, agrandada al pasar de boca en boca y de oído en oído, termina siempre por ser considerada como algo importantísimo y fundamental. Desgraciadamente, el rumor fue durante años —continúa siéndolo aún —el principal alimento de la oposición al franquismo, la cual, atada de pies y manos a causa de una feroz represión, se empeñó en suplir su importancia con la creencia ciega en los rumores de toda clase, en particular los referentes a la enfermedad o enfermedades del general Franco, al que de esta manera se le viene «ayudando a morir» desde hace una veintena de años. Porque cabe añadir que la mayor parte de esos opositores siempre consideraron que la desaparición física del octogenario Caudillo supondría *ipso facto* el derrumbamiento inmediato del régimen actual. De esta manera, confiaban en que la providencia y los años hicieran lo que su impotencia política era incapaz de hacer.

La nueva sociedad española

POR NUESTRA PARTE preferimos huir deliberadamente del «se dice» o del «parece ser», para afanarnos en poner de relieve los verdaderos rasgos de la actual sociedad española, determinados por los profundos cambios que ha sufrido el país merced a la industrialización que acelerada y caóticamente se llevó a cabo desde los años sesenta. En 1967, estableció este atinado diagnóstico el sociólogo Pérez Díaz: «La sociedad industrial comienza ahora y sólo ahora a conformar real y moralmente

al conjunto del país, incluyendo al área rural. La guerra civil y las peculiares condiciones internacionales e internas de los años cuarenta han podido retrasar el proceso de industrialización del país, que se inició ya en la segunda mitad del siglo XIX con notable retraso respecto a otros países europeos. Pero al cabo se ha impuesto, y su imposición define ya y conforma los rasgos centrales de la sociedad española cada vez con más fuerza» (1).

En efecto, las nuevas estructuras económicas determinan un tipo de sociedad que, con Franco o sin Franco, funciona y funcionará de manera determinante; tanto es así que reduce los problemas estrictamente políticos a sus justas dimensiones, muy limitadas dicho sea de paso. Esto quiere decir, además, que todo se plantea hoy de manera muy diferente a 1936, año en el que para algunos se paró, poco más o menos, el reloj de la historia española. Por eso, cuantos aspiran de veras a transformar por completo las estructuras económicas y políticas de España tendrán, pura y simplemente, quiéranlo o no los nostálgicos del pasado, que partir de cero. Y es que todos los esquemas, todos los programas y hasta diría que todas las ideologías ya no sirven en la hora actual o tendrán, en el mejor de los casos, que servir de otro modo. Resulta de veras anacrónico y pueril continuar refiriéndose, ante los problemas del día, a los pensadores sociales del siglo último o a los estrategas de la revolución rusa. Es esto algo tan evidente que no merece mayores explicaciones.

El cambio fundamental acaecido en España y que ha determinado la nueva sociedad, puede medirse a través de varios índices: la demografía, la urbanización, el consumo privado, la producción de ciertas materias específicas de una sociedad desarrollada, la progresiva desaparición del latifundista, la mecanización del campo, la disminución del número de obreros agrícolas, el aumento de la masa de trabajadores industriales, etcétera. Ya sabemos que las estadísticas oficiales carecen a veces de fiabilidad, pero de todas las maneras son de más utilidad, para obtener una radiografía del cuerpo social español, que la literatura política al uso, que por lo general expresa simples estados de alma individuales o bien los consabidos sofismas de los grupos y grupitos políticos, empeñados en con-

---

(1) Víctor Pérez Díaz: «Emigración y cambio en la sociedad rural», artículo publicado en 1967 y recogido luego en su libro **Pueblos y clases sociales en el campo español** (Ed. Siglo XX, Madrid, 1974, págs. 56-57).

vencernos que son los depositarios de la única verdad. Mas, por fortuna, no faltan ahora en España economistas y sociólogos que se preocupan de examinar seriamente, sin complacencias, los diferentes aspectos de la presente realidad española. A ellos nos remitiremos las más de las ocasiones.

A esos nostálgicos del pasado a que hemos aludido, empeñados en ver a la España de 1975 con las antiparras de 1936, así como a los «ideólogos» dispuestos a aclarar todo mediante citas de Lenin o Trotski, les recordaremos un simple dato: en los últimos cuarenta años, la población aumentó en once millones de habitantes. La progresión fue la siguiente: 1936, 24'5 milones; 1950, 28 millones; 1065, 32 millones; 1975, 35'5 millones (previsión). Asimismo creció la población activa, que con respecto a la total pasó del 27 por ciento en 1950 al 37'4 por ciento en 1970. Esto significa que la mayoría de la población española no participó en la guerra civil, por lo que ha dejado de ser para ella una fecha de referencia. Otro rasgo a resaltar —del que nos ocuparemos luego con mayor extensión— es el decrecimiento de la población activa agrícola, índice elocuente de la transformación de la economía y de la sociedad españolas en estos años pasados: del 50'5 por ciento en 1940 pasó al 39'7 por ciento en 1960 y al 29'1 por ciento en 1970, calculándose que en la actualidad la población activa del campo debe estar alrededor de un 22-25 por ciento. Paralelamente, claro está, creció la población activa industrial, así como la dedicada a servicios. Por tanto, hecho capital, España ha dejado de ser un país agrario.

El desarrollo industrial

En la industrialización del país, el proteccionismo desempeñó un importante papel, sobre todo si se tiene en cuenta que desde el final mismo de la guerra civil, en 1939, el Estado se ocupó directamente de esa tarea al convertirse en la más poderosa empresa económica española, gracias a la creación del INI (Instituto Nacional de Industria), entidad que agrupa a una sesentena de empresas industriales, algunas de gran talla como ENSIDESA (Empresa Nacional Siderúrgica S.A.). El INI se fundó por la ley del 25 de septiembre de 1941, con la finalidad de «propulsar y financiar en servicio de la nación la creación y resurgimiento de nuestras industrias, en especial de las que se proponen como fin principal la resolución de los problemas

impuestos por las exigencias de la defensa del país o que se dirijan al desarrollo de nuestra autarquía económica». A decir verdad, después de las destrucciones sufridas por la industria y el empobrecimiento general de la economía como consecuencia de casi tres años de guerra civil, así como a causa del aislamiento en que se halló España durante la segunda guerra mundial, únicamente la intervención directa del Estado en la economía del país podía superar la difícil situación, supliendo así la carencia de la burguesía.

Ahora bien, es indudable que esta intervención del Estado sirvió directamente los intereses de la burguesía industrial, incapaz en aquellos momentos de iniciar por sí misma el proceso de industrialización, que en un principio se proponía sólo, como hemos visto en la declaración de principios del INI, desarrollar los recursos económicos disponibles hasta obtener un elevado grado de autarquía, es decir, una amplia autosuficiencia económica frente al exterior. (Sin duda esos afanes autárquicos se debían tanto al aislamiento en que se encontraba España debido a la guerra mundial, como a la ideología fascista imperante entonces merced a la influencia de Falange.) Por tanto, repetimos, no obstante la intervención directa del Estado franquista, lo cierto es que la reconstrucción económica, primero, y el desarrollo de la industria, después, se llevaron a cabo bajo el creciente predominio del principal beneficiario, la gran burguesía industrial y financiera. En ambas ocasiones, particularmente en la segunda —la industrialización—, se fue reduciendo de forma paulatina el peso de los grandes terratenientes y de la aristocracia feudal que no estaban vinculados al capital financiero, estamentos sociales que como todo el mundo sabe desempeñaron un importante papel antes de 1936, tanto en tiempos de la Monarquía como de la República.

En esta tarea de industrialización del país —posible por la ayuda del Estado y por el aherrojamiento de la clase obrera—, la burguesía tradicional se fundió con la aristocracia terrateniente y con el capitalismo financiero. Facilitó este cambio el hecho de que a partir sobre todo de los años cincuenta, las fortunas andaluzas fueron abandonando el campo y se desplazaron hacia la industria y las finanzas, donde veían la posibilidad de obtener mayores beneficios. De esta forma varió la composición del bloque dominante en un sentido netamente capitalista. En este nuevo bloque, el capital financiero terminó por ser la principal fuerza económica, como luego veremos, convirtiéndose por tanto en el núcleo fundamental del poder económico, después de haber utilizado al Estado —sobre todo

en los primeros años de la posguerra —para provocar las transformaciones necesarias que facilitarían luego su hegemonía. Sin embargo, hasta 1950, no obstante los esfuerzos estatales, el crecimiento fue lento, lentísimo, ya que no pudo disponer que de sus propios y escasos recursos; la economía no salía de su estancamiento a causa de la escasez de energía y de materias primas básicas, como el cemento, el acero, los metales no férreos, etc., manteniéndose la renta *per cápita* por debajo incluso del nivel de 1936.

Pero, de todas formas, se habían sentado las bases para el *boom* que habría de producirse años más tarde, con los consiguientes cambios estructurales. Lo favoreció el enorme desarrollo económico que conoció el Occidente europeo a partir de 1950, que no dejó de reflejarse en España con el habitual retraso; la coyuntura internacional en general permitió que el régimen franquista saliera de su anterior aislamiento. En 1951 recibió los primeros créditos norteamericanos, sin duda todavía poco elevados pero que significaban un cambio de los Estados Unidos respecto a España. Y en septiembre de 1953 se suscribieron por parte de ambos países unos acuerdos merced a los cuales, a cambio del establecimiento en territorio español de unas bases aéreas y navales, el gobierno de Washington facilitaría al de Madrid ayuda militar, económica y técnica. La ayuda económica de los Estados Unidos a España hasta mediados de 1963 —prácticamente su final— alcanzó, entre donaciones y préstamos, la suma de 1.148 millones de dólares, a los que cabe añadir 36 millones más correspondientes a asistencia técnica y fletes. Comparado con lo recibido por otros países europeos —Alemania Occidental, Italia, Francia, etc.—, lo otorgado a España no fue muy elevado, pero permitió al régimen salvar sus necesidades más elementales. Por ejemplo, pudo suprimir la cartilla de racionamiento.

Se llevó a cabo en aquellos años una ofensiva del capitalismo español y extranjero contra la autarquía y el papel preponderante del Estado, caros a los falangistas. Uno de los que más se esforzó en esta lucha en favor de la «libertad» económica, es decir, en liberar al capitalismo de toda traba y control estatal, fue el señor Calvo Serer, miembro eminente del Opus Dei y en la hora actual miembro no menos eminente de la llamada Junta Democrática que preside Santiago Carrillo, secretario general del Partido Comunista de España. Más peso tuvo sin duda la intervención del embajador norteamericano de entonces, John Lodge, que en un discurso pronunciado en la Feria de Barcelona, en junio de 1956, pidió medidas de libera-

lización económica que permitiesen la entrada de capitales extranjeros, sobre todo norteamericanos. En efecto, con la entrada en el gobierno de los dos primeros ministros del Opus Dei, en febrero de 1957, se acabó definitivamente con la autarquía y se adoptaron las primeras medidas tendientes a lo que poco después se denominaría el Plan de Estabilización. Coincidió esto con la entrada del régimen franquista en tres organismos internacionales: la OECE (Organización Europea de Cooperación Económica), el Fondo Monetario Internacional y el Banco Internacional de Reconstrucción y Fomento. El plan en cuestión vio la luz en los días 20 y 21 de julio de 1959, después de haber sido aprobado por la OECE y el Fondo Monetario Internacional, organismos que le facilitaron apoyo financiero: 546 millones de dólares.

(Abramos un paréntesis para recordar que en este cambio fundamental de política económica, que acaba con todo vestigio del autarquismo, el Opus Dei desempeñó un relevante papel. El Opus Dei supo combinar muy hábilmente su defensa de la tradición —el catolicismo cimiento de la sociedad española—, que hasta entonces se había expresado en el terreno intelectual y universitario, donde acaparó las principales cátedras, con su decisión de participar más directamente en los órganos de poder a través de un cambio total de la política seguida en el terreno económico por el régimen franquista desde su nacimiento, política que había fracasado rotundamente. España, pues, da un giro capital con el gobierno formado en febrero de 1957, ya que en el mismo los ministros del Opus Dei dirigen la acción económica, proponiéndose liberalizar el comercio exterior, favorecer la iniciativa privada, incitar el libre juego de las fuerzas económicas y, en suma, adoptar el modelo de los países capitalistas desarrollados.

Cabe decir que el Opus Dei se había preocupado de crear sus equipos de tecnócratas, atrayéndose además mediante toda clase de sinecuras a los jóvenes más brillantes que salían de las universidades. Los que no se dejaron seducir encontraron, sin embargo, lugar adecuado en las oficinas técnicas de los grandes bancos o en las cátedras universitarias, en espera de poder a su vez ofrecer sus servicios a un régimen menos caracterizado. Valdrá la pena estudiar un día atentamente esta aparición de la tecnocracia en la España del desarrollo y la importancia de su función, tanto en el pasado reciente como en la actualidad e incluso en el futuro inmediato. A pesar de lo que digan, la ideología no pesa mucho entre los tecnócratas; cualquier régimen, de derecha o de izquierda, reaccionario o

revolucionario, hallará siempre el equipo tecnócrata necesario para aplicar su política económica.)

Al Plan de Estabilización sucedieron en los años siguientes los Planes de Desarrollo trienales, iniciándose el primero en 1964. Pero como denunció el economista Tamames, «la falta de control sobre la ejecución y la ausencia de una verdadera política de coyuntura, tuvieron como consecuencia la ruptura de uno de los supuestos básicos del plan, esto es, la estabilidad de precios. Los índices de precios y de coste de la vida se movieron al alza fuera de todas las previsiones, sin que se pusieran en acción a su debido tiempo los medios necesarios para evitar esa tendencia alcista, que naturalmente convirtió en inoperante todos los cálculos sobre inversiones, consumo, etc., del programa inicial» (2). El desarrollo, pues, se llevó a cabo de una manera caótica, lo cual no dejó de favorecer al capitalismo nacional e internacional, que invirtieron allí donde más convenía a sus intereses, sin tener en cuenta las necesidades del país. Se produjo asimismo un creciente déficit de la balanza exterior de pagos, cubierto con creces gracias a los ingresos por turismo, que en 1972 alcanzaron los 2.610 millones de dólares, y a las remesas del millón de emigrantes establecidos en diversos países europeos, que en el mismo año sumaron 971 millones de dólares.

Como puede verse, ha sido la prosperidad occidental —turismo y admisión de obreros españoles— la que facilitó enormemente el despegue económico de España. «Las cifras relativas a los ingresos españoles en concepto de turismo ponen de manifiesto una vez más el singular papel que en el desarrollo del país está jugando el turismo. Se ha dicho que tal desarrollo hubiera sido imposible sin los veinte mil millones de dólares producidos por el turismo en los veinte años. No les falta razón a quienes así se manifiestan. El turismo es nuestra primera industria de exportación y trascendental el papel desempeñado por él, no sólo para el equilibrio, sino el superávit de nuestra balanza de pagos, siempre escorada negativamente por el capítulo comercial» (3). Todo esto es innegable. Existe empero la otra cara de la medalla: un aumento de la importación de productos de primera necesidad, la elevación vertiginosa de los

(2) Ramón Tamames: **La República. La Era de Franco.** Alianza Editorial-Alfaguara, Madrid, 1973, pág. 472.

(3) **Información.** Cámara de Comercio, Industria y Navegación de Bilbao, núm. 1.264, septiembre de 1973, pág. 9.

precios, la especulación desenfrenada del suelo, la lamentable degradación urbanística a lo largo de las costas, etc. La inflación y la permanente elevación del coste de vida las pagan día a día los trabajadores. Las numerosas huelgas que tienen por escenario casi todas las provincias españolas, no obstante estar prohibidas —lo que acarrea despidos y encarcelamientos—, muestran que la situación resulta insoportable para los obreros, puesto que al mismo tiempo el capitalismo acumula elevados beneficios.

El campo español

AL FINALIZAR la guerra civil, una de las primeras medidas adoptadas por el franquismo fue anular no sólo las transformaciones sociales que se habían efectuado en el campo de la llamada zona roja —colectivizaciones, etc.—, sino asimismo los tímidos intentos de reforma agraria llevados a cabo por la República. El propósito del nuevo régimen era asegurar la conservación de las viejas estructuras de la propiedad agraria, como pago al decidido sostén que había recibido durante la contienda por parte de los grandes terratenientes e incluso de los pequeños propietarios, principalmente andaluces y castellanos, entre los cuales encontró Falange su más importante clientela política. Sin embargo, por una especie de curiosa ironía de la historia, esas viejas estructuras que se quisieron salvar fueron desapareciendo a lo largo del proceso de industrialización iniciado por el propio régimen franquista. Los fieles sostenedores de Franco durante la guerra civil pasaron inexorablemente a ser sus víctimas propiciatorias.

La tradicional sociedad agraria descansaba sobre una abundante y baratísima mano de obra; contaba con un mercado reducido pero seguro, dado el bajo nivel de una demanda por lo general estable y un alto nivel proteccionista que evitaba la competencia exterior. Por tanto, el propietario se limitaba a una economía de simple subsistencia, mínimamente capitalizada, en la que no sentía necesidad ni de reducir los costos ni de buscar nuevos mercados. España era un país agrícola, pero con una agricultura atrasada, anclada en el pasado, que no había sufrido transformaciones desde hacía casi cien años, desde los lejanos tiempos de la desamortización. Existía una fuerte concentración de grandes fincas —latifundios— en Extremadura, Andalucía, la Mancha y Salamanca, donde incluso

pervivían una serie de vestigios feudales, un elevado grado de analfabetismo, un coeficiente muy grande de absentismo de los propietarios y un vasto proletariado agrícola. En el resto de España dominaba una gran fragmentación de las explotaciones pequeñas o medias —minifundios—, con mayor difusión de la propiedad y menor proporción de asalariados. En 1930, de los 23'7 millones de habitantes que tenía España, más del 50 por ciento vivían —mal vivían— de la agricultura (4).

El proceso de industrialización al que nos hemos referido hizo tambalear este arcaico mundo agrario español. Unicamente en los ocho años comprendidos entre 1958 y 1966, la industria y los servicios públicos crearon un millón y medio de puestos de trabajo. En ese año 1958, la población del campo perdió 230.582 personas activas, de las cuales 215.123 eran asalariados, es decir, campesinos sin tierra; en 1964, perdió 257.700 personas activas, de las cuales los asalariados agrícolas eran 64.000. ¿Qué nos dicen estas cifras? Que en 1964 habían comenzado también a abandonar el campo los pequeños propietarios, los aparceros y los arrendatarios. Sólo en diez años, entre 1955 y 1965, es decir, en el primer período de la industrialización, el número de asalariados agrícolas pasó de dos millones a un millón; se acababa, pues, en el campo la mano de obra abundante y barata. Si hasta 1940 más del 50 por ciento de la población activa española vivía del campo, en la actualidad no llega al 25 por ciento. Como hemos dicho y vale la pena repetir, España ha dejado de ser un país agrícola. Y la sociedad tradicional campesina está en vías de desaparición.

La emigración del campesino hacia las ciudades industriales españolas o hacia el extranjero obligó al propietario, ante una mano de obra cada día más escasa, a ofrecer salarios más elevados —el índice pasó entre 1957 y 1963 de 100 a 225'3; siguió subiendo de 100 a 152'3 entre 1964 y 1968— y sobre todo a mecanizarse —el parque de tractores, que era de 71.000 en 1961, pasó a 191.400 en 1967—, para así poder hacer frente a la nueva situación. Ahora bien, la mecanización supone a su vez un cambio de técnicas de producción, sobre todo entre los minifundistas. El agricultor se enfrenta con un conjunto de problemas y necesidades nuevas, cuya solución le obliga a revisar la dimensión de su propiedad, su forma de cultivos, sus relaciones con el mercado, etc. La mecanización plantea asimismo un problema de financiación, que le empuja a recurrir a las instituciones de crédito e incluso a la cooperación con otros

(4) Véase la citada obra de Tamames, págs. 64-65.

agricultores vecinos. El tractor y otras máquinas agrícolas exigen un mínimo de superficie para que la explotación sea rentable; el propietario pequeño o mediano tiene que adquirir más tierras o arrendarlas o poner las suyas en común con las de otros propietarios. La cooperación en el campo se ha convertido para muchos en una necesidad.

Comentó el sociólogo Pérez Díaz: «No es sólo, pues, y esto es mucho, que la mecanización urgida por la emigración impulse la concentración de la propiedad y la empresa agraria, y la integración objetiva entre la economía agraria e industrial. Es que altera la relación y la posición respectiva de las diferentes clases sociales, precipitando en todas ellas la aparición de rasgos modernos, industriales y específicamente empresariales en una parte minoritaria, pero dinámica y creciente de los agricultores» (5). Se acabaron, pues, de forma definitiva, ciertas formas de migración rural internas hasta hace pocos años de carácter tradicional, como el espectáculo lamentable de las cuadrillas de segadores que se desplazaban del norte —gallegos, leoneses, zamoranos— y del sur —andaluces— hacia las tierras de trigo de la meseta durante los meses de verano. Además, la propia emigración ha abierto canales de comunicación, antes inexistentes, entre la ciudad y el campo; los campesinos viven o quieren vivir a la hora de la ciudad, incitados por la difusión de los medios de comunicación de masas, en especial recientemente de la televisión. En 1961, sólo el 0'5 por ciento de las familias residentes en municipios rurales disponía de la televisión; en 1969 la proporción ascendió al 34 por ciento.

En esta situación, ¿son los campesinos pobres la fuerza revolucionaria conocida antes de la guerra civil, particularmente durante los años treinta? El problema agrario alcanzó entonces un carácter explosivo que hoy ya no tiene, puesto que, por un lado, están en trance de desaparecer para siempre las estructuras arcaicas que existían en el campo, y, por otro, se ha establecido con la industrialización una salida a la enorme reserva de campesinos sin trabajo o pésimamente retribuidos. Además, decenas de miles de explotaciones minifundistas han desaparecido, cediendo el paso a explotaciones de tipo capitalista; el viejo latifundismo se ha visto desplazado por la modernización capitalista. Naturalmente, los problemas en el campo no han desaparecido, pero en la actualidad son de otra naturaleza y nada o muy poco tienen que ver con los que cono-

(5) Obra citada, págs. 45-46.

ció antaño. Por tanto, los campesinos, en el contexto actual de capitalización y concentración que condena la pequeña propiedad, al menos de secano, se desinteresan de todo reparto individual de la tierra.

El obrero que no ha sucumbido a la idea de emigrar y se quedó en el campo, se siente cada día menos vinculado a la idea revolucionaria del reparto de la tierra, avivada en los años que siguieron a la revolución rusa. Prefiere las ventajas de la condición de asalariado: jornada de trabajo legal, salario fijo y principio de cotización de seguros sociales. A medida que avanza la mecanización se le ofrecen mayores posibilidades de convertirse en tractorista o mecánico, es decir, de aproximar su condición a la del obrero industrial. Pudiera ser que su conciencia de clase resulte inferior a la de sus padres, que lucharon por la revolución agraria. Hoy por hoy, los campesinos no son ya la fuerza revolucionaria que fue en los años anteriores a la guerra civil. Esto no quiere decir que con el tiempo, consolidada su situación de asalariado, no renazca su conciencia de clase y se incorpore decididamente a la lucha social. Pero, repetimos, esta lucha presentará aspectos totalmente diferentes a la de sus antepasados y no se semejarán en nada a las agitaciones agrarias que historió Díaz del Moral (6).

El poder de la Banca

YA HEMOS INDICADO, al referirnos a la industrialización del país, que el principal beneficiario ha sido el capital financiero, constituido en el grupo social más importante y poder mantenedor, según denunció el economista Tamames, de toda la estructura del sistema social vigente en la actualidad de España. Grupo social de mayor importancia y sin embargo muy poco numeroso, cifrable en unas mil personas, que se encuentran en todos los consejos de administración de bancos y empresas de índole privada. Ni que decir tiene que esta oligarquía financiera no sólo dirige la vida económica española, según una forma de desarrollo que les interesa directamente, sino que ejerce una notable influencia sobre la superestructura política, con la que está íntimamente interpenetrada.

La Banca, a través de los mecanismos de financiación y merced al crédito recibido del Banco de España, pudo penetrar

(6) Juan Díaz del Moral: **Historia de las agitaciones campesinas andaluzas.** Alianza Editorial, Madrid, 1967.

poco a poco y llegar a dominar la mayoría de las grandes empresas privadas. Por tanto, merced a ella el capitalismo financiero ha establecido su poder inmenso. Los bancos, por lo general actuando en consorcio, han creado sociedades y se han repartido los consejos de administración, política que continúan todavía con mayor intensidad. Como domina todo el sistema crediticio, la Banca se aprovecha para llevar a cabo una conducta discriminatoria en la concesión de créditos, favoreciendo descaradamente a las empresas que pertenecen a uno o varios grupos bancarios. En todas las industrias básicas españolas —cemento, electricidad, siderurgia, azucareras, etc.— puede comprobarse la existencia de un grupo bancario dominante. Asimismo la Banca es el agente que facilita la inversión en el país de capital extranjero, que a partir de 1959 ha venido creciendo de tal forma que, según los años, representa nada menos que entre el 6 y el 10 por ciento del total de la formación bruta de capital, con la particularidad que ese capital extranjero se ha invertido en una serie de industrias de capital importancia, como productos farmacéuticos, alimentación, material de transporte, etc.

«En España, pues, el núcleo fundamental del poder económico reside en la Banca privada, que cuenta con una fuerte penetración en el sistema económico nacional», escribe Tamames, el cual agrega: «Dentro de la Banca mixta, la concentración económica es muy elevada, como sintéticamente lo demuestra el hecho de que los siete mayores bancos —de un total de 112— disponen de casi el 70 por ciento de los recursos ajenos depositados por los ahorradores, conceden casi el 60 por ciento del total de créditos del sistema bancario, y disponen de una cartera de valores privados que representa el 89 por ciento del total del sistema y que cubre casi el 10 por ciento del capital desembolsado por el conjunto de las sociedades anónimas. La concesión de medios financieros a corto y a largo plazo a las empresas, que en general tienen muy escasas fuentes de financiación interna —autofinanciación—, la gran amplitud de su cartera de valores, el servicio de guarda de valores que pone en manos de la banca los títulos de una gran mayoría de los accionistas, todo ello confiere al grupo dominante de la Banca privada un fuerte poder sobre los restantes sectores de la economía española» (7).

La fuerte concentración financiera se manifiesta mediante la absorción por parte de los bancos más importantes de las

(7) Obra citada, pág. 377.

entidades bancarias de menor importancia. Por ejemplo, de 1948 a 1972, no obstante haberse creado veinticinco nuevos bancos, el número total de ellos ha descendido en once, lo cual quiere decir que han desaparecido en dicho período treinta y seis instituciones bancarias. Ahora bien, la desaparición no fue motivada por quiebra o cierre, sino a consecuencia de un proceso de concentración de entidades. Por otra parte, el número de tomas de participación en el capital de bancos medianos y pequeños por parte de bancos de mayor importancia se ha incrementado en estos últimos años. En la actualidad, aproximadamente veinte entidades bancarias se encuentran vinculadas, de uno u otro modo, a otro banco de mayor volumen, y tarde o temprano desaparecerán por absorción, prosiguiendo así un proceso iniciado hace ya unos cuantos años (8). En buena lógica capitalista, los grandes devoran a los pequeños. Ni que decir tiene que de la fuerte concentración existente en el sistema financiero español, se derivan serias consecuencias políticas y económicas. Mientras perdure este poder de la Banca, resultará vano todo cambio que no alcance las estructuras sociales.

Las Fuerzas Armadas

DESDE el final mismo de la guerra civil no ha dejado de especularse respecto a la actitud de tal o cual general, poco dispuesto a aceptar el caudillaje de Franco. Sin duda tales actitudes existieron, motivadas por móviles diferentes; la mayor parte de ellos, sobre todo los viejos generales, deseaban el restablecimiento de la Monarquía, aspiración que formularon en septiembre de 1943 en un documento que presentaron a Franco; otros se sentían frustrados en sus pretensiones pretorianas, alimentadas con sus victorias durante la guerra civil, a causa de la omnipotencia de que disfrutaba el Caudillo. Pero todos ellos coincidían en sostener a un régimen que, al fin y al cabo, habían ayudado decididamente a crear y a mantener. Ninguno de ellos se decidió jamás a pasar de las palabras a los actos; por lo demás, Franco supo acallar su descontento, atribuyéndoles mayores sinecuras o bien enviándolos, pura y sim-

(8) Véase el artículo «Ayer y hoy en la banca», en **Revista de Información Económica Mundial**, enero-marzo de 1973, editada por el Banco de Bilbao.

plemente a la reserva, pues sabía que un general sin mando se convierte en pura ficción.

Todo el Ejército se adaptó a la larga *pax armata* del régimen franquista, del que fue a lo largo de los años el mejor velador, disfrutando de una influencia sin par en el mismo. Baste saber, por ejemplo, que del total de los ministros que formaron los diferentes gobiernos un tercio correspondió a los militares. Por otra parte, el Ejército controla totalmente las fuerzas de seguridad —policía armada y guardia civil—, a las que suministra su oficialidad; alimenta asimismo una buena parte de los cuadros de la Administración pública a nivel de gobernadores y de directores generales; desempeña también importantes funciones en las empresas públicas —especialmente dentro del INI— y forma parte de no pocos consejos de administración de empresas privadas; finalmente, el propio Franco es la emanación misma del Ejército. En estas condiciones, no puede sorprender que el Ejército en particular y las fuerzas de orden público en general hayan ofrecido siempre un absoluto monolitismo en cuanto su adhesión y pertenencia al régimen franquista. Este régimen fue creado por los militares y ha logrado prolongar su existencia gracias a ellos.

Con anterioridad al siglo XIX, el Ejército no tenía un verdadero carácter político, limitándose a obedecer ciegamente a la Monarquía, sin intervenciones en el interior del país. Esta característica cambió por completo durante la mayor parte del siglo XIX, pues fue empleado casi exclusivamente en ahogar disturbios y mantener el llamado orden público en el país. De esta manera acabó por ser un Ejército politizado, especialista en asonadas, pronunciamientos y golpes de Estado, aunque dividido al principio en liberales y conservadores. Pero en el curso de los años acabó por ser una institución enemiga de todo cambio, partidaria del orden conservador, que ha preferido siempre la injusticia al desorden. Se identificó a la Monarquía, de la que supo extraer los mayores beneficios, comportándose como un verdadero grupo de presión. Así se fue burocratizando, ofreciendo siempre una plétora de oficialidad que jamás correspondió a las necesidades reales, inmensamente superior incluso a la de otros Ejércitos europeos. No estará de más, para ilustrar lo que acabamos de decir, ofrecer unas cuantas cifras, por sí de sobra elocuentes.

En 1909, el Ejército español contaba con 11.700 oficiales y 80.000 soldados, lo que suponía un oficial por cada siete soldados; en 1927, el número de oficiales ascendió a 23.124; en 1970, sumando los jefes y oficiales con mando en los Ejércitos de

Tierra, Aire y Armada, se llega a 36.062. Por otra parte, existen en la actualidad 824 generales, si bien la mayor parte no tiene mando porque nada tiene que mandar. Como las fuerzas militares fueron en 1970 de 289.000 hombres, veremos que sumados los 824 generales a los 36.062 jefes y oficiales, corresponde uno de éstos por cada ocho soldados, al mismo tiempo que cada 350 soldados disponen de un general. Para completar el cuadro, señalaremos que además de los efectivos militares a que acabamos de referirnos, hay que añadir unos 8.200 funcionarios del Cuerpo de policía, 20.000 de la Policía Armada y alrededor de 60.000 guardias civiles. Este conjunto de cerca de 90.000 hombres —un tercio de lo que representa el Ejército— es el encargado permanentemente del mantenimiento del orden público, es decir, de ahogar por todos los medios la oposición al régimen. El Ejército constituye sin duda una segunda línea de defensa del franquismo, si bien ahora sólo es empleado en forma de Tribunales militares.

¿Qué piensa hoy día el Ejército? ¿Ha cambiado de mentalidad y de actitud, como nos aseguran los Carrillo y compañía? Lo cierto es que se nos presenta como una espesa y opaca realidad, del que apenas se sabe nada del punto de vista social y político. Jamás esfinge alguna ha sido tan interrogada como la esfinge militar española; interrogada no sólo por algunos grupos que buscan dentro del mismo régimen una salida política con mayor futuro, sino igualmente por otros que pertenecen a la oposición al sistema. Algunos, ante lo acontecido en Portugal, se hacen ilusiones y ponen sus esperanzas en tal o cual general —al que *a priori* se le considera «liberal», naturalmente— para que al frente del Ejército derroque el régimen actual. Precisamente lo acontecido en Portugal tiene que frenar a no importa qué general «liberal», si en realidad existe. No vemos, francamente, porqué el Ejército va a derrumbar un régimen que es emanación suya y dentro del cual se mueve como el pez en el agua.

La Organizacion Sindical

En cuanto finalizó la guerra civil, mediante una ley del 26 de enero de 1940, se creó formalmente la Organización Sindical, a base de los llamados sindicatos verticales que integraban en su seno —nada menos que para suprimir la lucha de clases— a empresarios, técnicos y trabajadores. Estos que-

daron obligatoriamente encuadrados en los sindicatos bajo la jerarquía de Falange, o sea, supeditados de manera total al gobierno. La orientación totalitaria de este «sindicalismo» es evidente. Por ello, en 1971 se llevaron a cabo unas cuantas reformas, puramente formales, que pretendían ofrecer una imagen más democrática; pero, de todas las maneras, no dejaban de ser unos sindicatos estatificados. La clase obrera negó desde un principio toda representatividad a la Organización Sindical, contando con ella lo menos posible, hasta oponerse incluso a su burocracia en cuanto se sintió con fuerzas para declarar huelgas. De esta manera, los trabajadores han impedido que los sindicatos verticales les metiera de lleno en el engranaje del sistema político franquista.

Huelga el decir que la clase obrera jamás estuvo representada en la Organización Sindical, dirigida por una burocracia facilitada por el régimen y perteneciente a otras clases sociales. Fuertemente centralizada, está dirigida por un reducido número de personas que no son elegibles, sino que se ven nombradas por los correspondientes organismos gubernamentales, de modo y manera que esa pequeña camarilla es la que domina los resortes decisorios a nivel nacional, provincial e incluso local. Los únicos que son designados por votación de los trabajadores son los llamados enlaces sindicales, cuya única misión consiste en trasmitir a los patronos las reivindicaciones de los obreros, sin que su actuación salga de los marcos de la empresa en que trabajan. Mas, por si fuera poco, los dirigentes de la Organización Sindical, para impedir intromisiones ajenas, han impuesto con fuerza de ley las condiciones siguientes: «1) Serán inhabilitados quienes se manifiesten en oposición al acatamiento del orden institucional y sindical; 2) se tipificarán como infracciones electorales los actos que supongan propaganda contra los principios básicos en los que se inspira la Organización Sindical.»

Como ya hemos dicho, la huelga quedó terminantemente prohibida, puesto que se había decretado que la lucha de clases no existía. Años después, al comprobar que a pesar de todo la huelga existía aunque no se hablara de ella, la denominaron púdicamente conflicto laboral. Pero las huelgas continuaron produciéndose, alcanzando en estos últimos tiempos una magnitud que el régimen no podía sospechar. Entonces comenzó la burocracia sindical a hacer la promesa de que al fin se reconocería el derecho a la huelga, que continuaba prohibida. El gobierno ha acabado por decretar ese prometido reconocimien-

to, pero con tales cortapisas que en realidad no habrá huelga legal posible. En efecto, sólo podrán los trabajadores declararse en huelga en las circunstancias siguientes: «Que no rebase el ámbito de la empresa; que se realice sin la presencia de los obreros en los lugares de trabajo; que no se trate de personal dependiente de establecimientos militares; que la empresa afectada no tenga a su cargo la prestación de servicios públicos; que el conflicto se refiera exclusivamente a las condiciones de trabajo; que no se trate de la interpretación o aplicación de una norma en vigor; que el planteamiento de la huelga habrá de ser formalizado por escrito, con firma, fecha y nombres, apellidos, domicilio y condición de los trabajadores afectados.» Aún más: antes de declararse la huelga, se reunirá una comisión de los sindicatos para lograr una conciliación entre obreros y patronos; si no se logra, intervendrá la Delegación de Trabajo, y si ésta fracasa, pasará el caso a la Magistratura de Trabajo...

Existe otro aspecto de la Organización Sindical que despierta desaforados apetitos: el económico. En efecto, cabe considerar el enorme potencial económico acumulado por los sindicatos verticales. Por desgracia, no disponemos de datos recientes, pero se tendrá una idea del capital de que dispone la Organización Sindical si se tiene en cuenta que hace diez años, en 1965, las finanzas de los sindicatos eran las siguientes: un patrimonio de más de 5.000 millones de pesetas; inmuebles propios por valor de más de 3.000 millones en valor de coste —lo que supone más del doble en la actualidad—; participación en las mutualidades y montepíos laborales dependientes del Ministerio del Trabajo, etc. Estos organismos, que controlan sumas fabulosas de dinero, se han dedicado a realizar fuertes inversiones en empresas industriales. Los datos de 1962 declaran que esas inversiones ascendían a 120.000 millones, repartidas entre la treintena de las empresas más importantes del país. ¿A cuánto subirán actualmente, trece años más tarde? Se nos antoja que todo esto puede ofrecer una idea, aunque sea sumaria, del capital de que dispone la Organización Sindical.

La única organización de la oposición que ha jugado el juego del sindicalismo vertical, preconizando desde hace ya bastantes años el trabajo en el interior del mismo, ha sido el Partido Comunista. Tal vez consideró que esta distorsión de la moral revolucionaria bien valía la pena, si gracias a su decisión obtenían algunos puestos en la base de la Organización Sindi-

cal, en espera de que en condiciones más propicias los logren en la cúspide, es decir, en la propia dirección sindical. En su estrategia figura el heredar, si es posible, la organización actual de los sindicatos, su dirección y, desde luego, su importante capital. Dos obstáculos en su camino: el descrédito real de la Organización Sindical ante los trabajadores, poco propensos además a aceptar una unicidad impuesta desde arriba, y la barrera que la burocracia franquista de los sindicatos verticales ha levantado, de manera que ningún adversario o concurrente la puede salvar.

La situacion economica y politica actual

Nos hemos referido, aunque no con la extensión debida, a los principales estamentos del régimen franquista: la burguesía industrial, la Banca, el Ejército y la Organización Sindical. Hubiera sido necesario referirse asimismo a otros, también de importancia, sobre todo a la Iglesia y a las clases medias; la Iglesia, que fue un sostén decidido de la sublevación militar —a la que calificó de Cruzada— y luego del régimen instaurado por los vencedores —con el que estableció un beneficioso Concordato—, comenzó durante estos últimos años a establecer ciertas distancias y a mostrarse más independiente, empujada al alta jerarquía eclesiástica por el bajo clero, sobre todo por los jóvenes sacerdotes; las clases medias, por su parte, merecerían atención por el hecho importante de que se han desarrollado no poco durante estos últimos años, paralelamente a la industrialización, al acrecentarse el número de oficiales militares, de miembros de las profesiones liberales, de funcionarios, de técnicos y de comerciantes. Por desgracia, no nos es posible hacerlo sin correr el riesgo de convertir esta crónica en una especie de mamotreto.

Hablemos de la situación económica actual, que nada tiene que ver con la que el país conoció durante los años sesenta y primeros de los setenta. La crisis que atraviesa el mundo industrializado repercutió en España, con una significación particular a causa de la fragilidad de algunas de sus estructuras. Hasta septiembre de 1974, continuó la actividad económica, no obstante la crisis iniciada ya en otros países; pero a partir de

entonces la recesión económica se produjo brutalmente, acentuándose desde entonces, hasta tal punto que en la mayor parte de los sectores la producción ha disminuido en una proporción que varía, según los casos, entre un 10 y un 40 por ciento, al propio tiempo que se acumulan los *stocks* de mercancías. Sin embargo, este súbito frenazo de la expansión no se acompañó ni de un restablecimiento de la balanza de pagos, ni de una disminución de la subida de los precios; el coste de vida sufrió en 1974 una subida del 17'9 por ciento según las estadísticas oficiales, pero que muchos calculan en un 20 por ciento; por lo que concierne a la balanza de pagos con el exterior, en ese mismo año 1974 las reservas de divisas descendieron en unos 950 millones de dólares a causa del déficit, aumentado por la subida de los crudos petrolíferos, y durante el primer trimestre de 1975, la pérdida fue nada menos que de 596 millones.

Esto quiere decir que se exporta menos, que se importa más, que la industria y el campo producen menos, que la inflación se acrecienta más, que la situación, en fin, se degrada de día en día. Oficialmente, España tenía el 4 de marzo último 285.202 obreros en paro forzoso, a los que habrá que sumar los 200.000 trabajadores que en estos meses volverán del extranjero por perder sus puestos en Alemania, Suiza, Bélgica, etc.; también cabe añadir el paro parcial y la reducción que han sufrido no pocos obreros en sus horarios de trabajo. Hasta recientemente, los conflictos huelguísticos que se producían eran fruto de ciertas tensiones producidas por el tránsito de la sociedad estamental agrícola a la sociedad industrial; en otras ocasiones respondían a un legítimo anhelo de mejorar la situación económica de los trabajadores. Ahora se trata de no sufrir los efectos de la inflación y de la subida del coste de vida, es decir, de no ver mermados sus ingresos. En consecuencia, no obstante estar la huelga legalmente proscrita, el movimiento huelguístico se amplifica extraordinariamente, lo cual es una prueba de la combatividad recobrada de la clase obrera. De las 124.598 jornadas de trabajo perdidas en 1963, se ha pasado a un millón en 1973, con un aumento parejo en el número de trabajadores implicados (9). En 1974, el número de huelgas fue de 2.196 y el de huelguistas ascendió a 700.000, con 14 millones de horas de trabajo perdidas.

---

(9) Véase la **Revista Española de la Opinión Pública**. Madrid, octubre-diciembre de 1974, pág. 100.

¿Trátase de una crisis de crecimiento, de una crisis general o bien de una crisis circunstancial debido a la depresión mundial? Probablemente haya de todo un poco, acentuada la crisis por la forma desordenada como se efectuó el desarrollo económico, en el más puro estilo capitalista, es decir, buscando a ultranza el beneficio sin tener en cuenta otras consideraciones. Además, se confió demasiado en los ingresos proporcionados por el turismo,, que se trataron de ampliar aún más invirtiendo alegremente en autopistas y construcción de hoteles y viviendas a todo lo largo de la costa mediterránea; pues bien, en los cinco primeros meses del año en curso se ha comprobado una disminución del 9'1 por ciento en el número de turistas (8.117.914 de enero a mayo de 1974 y 7.382.506 en los mismos meses de 1975). El otro ingreso importante procedía de las remesas de los trabajadores emigrados en los países occidentales europeos, los cuales han cerrado la entrada de los inmigrantes y envían a sus países de origen a los extranjeros en paro forzoso, lo cual significa que dichas remesas han disminuido y disminuirán todavía más.

La situación política, por otra parte, no presenta mejores perspectivas, como si el régimen franquista se replegara temeroso sobre sí mismo. No cabe duda de que existe un enorme foso entre las estructuras económicas y sociales, fruto del desarrollo, y las superestructuras políticas montadas por el franquismo, cada día más anacrónicas. La burguesía industrial y el capital financiero necesitan un aperturismo político —limitado, eso sí, a ciertas formas formales de democracia que no pongan en peligro su predominio económico— que les permita entrar en el Mercado Común; temen igualmente que la desaparición de Franco, que ya tiene ochenta y tres años, provoque trastornos inesperados, aunque esté designado para sucederle el príncipe borbón Juan Carlos. Pero el franquismo, que tal vez comprenda todo eso, es incapaz de llevar a cabo el menor cambio real sin condenarse *ipso facto* a desaparecer. Por eso tergiversa, promete, efectúa reformas que no reforman nada y cuando parece que va a dar un paso hacia adelante se apresura a retroceder. Incluso los que se habían hecho la ilusión de poder modificar el régimen desde el interior del mismo han perdido toda esperanza. Una vez más se pone de manifiesto una verdad ratificada por la historia: ninguna dictadura se suicida alegremente.

¿Y la clase trabajadora? Recordemos que el proletariado industrial ha aumentado numéricamente más del doble con

respecto a 1936. Las antiguas generaciones fueron aplastadas y sus organizaciones declaradas ilegales; pero han surgido nuevas generaciones, que han reanudado la lucha en condiciones nuevas. Es cierto que por el momento, como sucede inexorablemente en todo período de clandestinidad, el sector más avanzado de la clase obrera aparece dividido en grado sumo: la CNT en dos sectores, la UGT en otros dos, el Partido Socialista en dos o tres, el movimiento comunista en cuatro o cinco partidos, sin contar las «asambleas» y otras organizaciones nuevas, que en principio se proponen reunir a distintos grupos pero que las más de las veces sólo logran provocar nuevas escisiones. Independientemente de lo que pueda haber —lo hay— de ficticio en esta profusión de tendencias, lo indudable es que la clase obrera se busca a sí misma, en medio de mil dificultades. Estamos seguros de que el día que desaparezca la clandestinidad y se pueda discutir a la luz del día, se borrarán no pocas diferencias y se reducirá ese mosaico a sus límites naturales.

Desde luego, nos atrevemos a afirmar que aquellos que creen que cuando Franco desaparezca y Juan Carlos sea proclamado rey cambiarán fundamentalmente las cosas, son en el mejor de los casos unos ilusos. Cuando Franco se eclipse, quedarán en pie el Ejército, la Banca, la burguesía industrial y la gran propiedad agraria, los cuatro puntales del actual régimen, que contarán además con la ayuda de una tecnocracia cada día más importante y experimentada. La coronación de Juan Carlos no acarreará en modo alguno un cambio del actual tipo de sociedad. Por eso el Partido Comunista, que desde la terminación de la guerra civil sabe que no será jamás una gran fuerza social, es decir, una organización hegemónica de la clase obrera, se afana en ganar adeptos o simpatizantes entre los que dirigen la economía, los militares, los tecnócratas, en una palabra, entre lo que con eufemismo denomina la «derecha civilizada», para así lograr ser en un momento dado una fuerza política, que jugará el juego de un nuevo régimen «liberal». No hay duda alguna de que los centros de poder del Estado le interesan mucho más que las fuerzas revolucionarias. A los demás sectores obreros les corresponde oponerse a esta desviación posible, que de realizarse cerraría una vez más el camino a la clase trabajadora.

30 de junio de 1975.

Résumé

L'auteur se propose de présenter une rapide radiographie de l'actuelle société espagnole. Cette société, fruit de l'industrialisation qu'a connue l'Espagne pendant ces quinze dernières années, n'a plus guère de ressemblance avec celle qui existait en juillet 1936, quand éclata la guerre civile.

Le pays a changé fondamentalment, passant d'un état essentiellement agricole à des caractéristiques industrielles, avec toutes les conséquences que cela comporte. Les zones rurales se sont vidées de leurs bataillons de paysans sans terre et sans travail ; le nombre de petites propriétés a diminué et la mécanisation s'est imposée. Parallèlement l'industrie s'est développée et le secteur des ouvriers a doublé ses effectifs. Ces travailleurs industriels représentent aujourd'hui une force potentielle énorme, qui déjà se manifeste par des revendications et des mouvements grévistes.

Le rôle prépondérant que joue le capital financier est étudié. Un rôle de véritable maître de l'économie du pays, car le système de crédits et d'investissements règne dans les principales entreprises industrielles. Il est également question de l'importance des Forces Armées, grâce auxquelles le régime franquiste s'est imposé et s'est consolidé.

Grande partie du travail est consacrée à l'Organisation Syndicale, montée par le franquisme suivant le style totalitaire, mais qui n'a jamais trouvé d'écho favorable dans la classe ouvrière. Les mouvements de grève qui ont été déclanchés étaient moins dirigés contre le patronat ou l'Etat que contre les syndicats verticaux eux-mêmes, organisations officielles destinées à empêcher ou à freiner toute revendication ouvrière.

L'étude se termine par un coup d'œil sur la situation économique et politique actuelle, marquée par una crise évidente dont le dénouement est encore incertain. En tout cas, aucune illusion n'est permise pour ce qui concerne le remplacement de Franco par la prince Juan Carlos, non plus que pour les manœuvres communistes, en vue de soumettre la classe ouvrière á ce qui est appelé « la droite civilisée ».

Riassunto

L'autore si propone di presentare una veloce radiografia della società spagnola attuale. Questa società, frutto dell'industrializzazione degli ultimi quindice anni, non rassomiglia affatto a quella che esisteva nel 1936, allo scoppio della guerra civile.

La Spagna ha subito dei mutamenti fondamentali, passando da una economia essenzialmente agricola ad una a carattere industriale prevalente, con tutte le conseguenze che questo comporta. Le zone rurali si sono svuotate delle masse di contadini senza terra e senza lavoro; il numero dei piccoli proprietari è diminuito e la meccanizzazione s'è imposta. Parallelamente l'industria s'è sviluppata e gli operai sono raddoppiati di numero. Questi lavoratori industriali rappresentano oggi una forza potenziale enorme che già si manifesta con rivendicazioni e scioperi.

Il ruolo preponderante che gioca il capitale finanziario è un ruolo di vero padrone dell'economia nazionale, attraverso crediti ed investimenti nelle principali imprese industriali.

Tutt'altro che trascurabile, inoltre, è l'importanza delle Forze Armate, grazie alle quali il regime franchista s'è imposto e consolidato.

Gran parte del presente studio si occupa dell'Organizzazione Sindacale, creata dal franchismo secondo lo stile dei regimi totalitari, ma che non è mai stata accettata dalla classe operaia. Gli scioperi che si sono succeduti erano diretti più che contro il padronato o lo Stato, proprio contro i sindacati verticali,, organizzazioni ufficiali destinate ad impedire o frenare le rivendicazioni operaie.

Lo studio conclude con un colpo d'occhio sulla situazione economica e politica attuale, segnata da una crisi evidente la cui soluzione è ancora incerta.

Comunque, non si possono nutrire illusioni a proposito della successione del principe Juan Carlos a Franco, nè a proposito delle manovre comuniste, che tentano di subordinare la classe operaia alla cosiddetta «destra civile» (moderata).

Summary

The author means to show us a quick X-ray photograph of the present Spanish society. This society is the result of the industrialization of those last fifteen years and has no longer any likeness with the one which existed in July 1936 when the Civil War broke out.

The country has fundamentally changed, from a mainly agricultural State to industrial characteristics, with all the consequences that it involves. Crowds of country people without land and work have left the country-side, the number of small estates has grown less and mechanization has asserted itself. At the same time industry has developed and the number of workers has doubled. Today those industrial workers are a very big potential power which already appears through claims and strikes.

The leading part played by the money-market is analysed. It is the true master of the country economy, for the system of credit and investments prevails in the main industrial firms. Mention is also made of the Army thanks to which Franco's government has asserted itself and grown firm.

Great part of the work is devoted to the trade-union set up by Franco's government in the totalitarian style but which has never found a favourable echo in the working class. The strikes which were launched were less directed against the body of employers or the State than against the vertical trade-unions themselves which are official bodies intended to prevent or check the workers' claims.

The study ends by a view on the present economical and political situation which is marked by an obvious crisis whose solution still is doubtful. Anyway it is vain to cherish illusions concerning the replacement of Franco by Prince Juan Carlos as well as concerning the communist manœuvres which are an attempt to subject the working class to what is called «the civilized right wing».

Il movimento cooperativo: dall'utopia ai nuovi padroni

Roberto Ambrosoli

La nascita del movimento cooperativo viene convenzionalmente fatta risalire al dicembre 1844, data di fondazione della ormai quasi mitica cooperativa degli operai di Rochdale (Lancashire) in Inghilterra. In realtà, forme rudimentali di collaborazione mutualistica si erano avute anche prima, se pur con esiti generalmente negativi e comunque di scarsa portata, fin dagli albori della formazione del proletariato industriale. Erano fenomeni spontanei, che non si prefiggevano scopi veramente politici, ma rispondevano alla necessità, da parte dei membri delle classi sfruttate, di procacciarsi condizioni di esistenza meno bestiali di quelle offerte dalle società del tempo. Non a caso, infatti, erano spesso (come Rochdale, del resto) cooperative di consumo o di approvvigionamento. Ben presto, però, proprio per queste sue origini genuinamente proletarie, la cooperazione venne ad assumere un significato più ampio, inserendosi profondamente nel contesto delle lotte sociali e scoprendo in sè une «potenzialità emancipatrice» che sembrava capace di farle oltrepassare il limite angusto di puro e semplice strumento di sopravvivenza. In altri termini, con i primi esperimenti mutualistici degni di nota (e coronati da successo), si sviluppò una corrente di pensiero che vedeva nella cooperazione *in sè* un germe di trasformazione sociale, un mezzo per instaurare tra gli uomini rapporti di uguaglianza e di solidarietà, capaci di portare, per il semplice fatto della loro generalizzazione, al superamento progressivo della società basata sullo sfruttamento, senza la necessità di passare attraverso l'*exploit* rivoluzionario.

Il carattere di capostipite attribuito alla cooperativa di Rochdale va inteso soprattutto in questo senso: più che gli iniziatori della cooperazione, i «probi pionieri» del 1844 furono gli iniziatori dell'*ideologia* della cooperazione. Negli anni immediatamente successivi, infatti, a Rochdale venne elaborata tutta una serie di «principi» (i principi di Rochdale, appunto)

che, nelle intenzioni dei loro estensori, dovevano caratterizzare il cooperativismo e garantirne il successo riformatori (1). In armonia con essi, l'associazionismo mutualistico iniziò il proprio processo di diffusione praticamente in tutto il mondo.

Bisogna riconoscere, purtuttavia, che tale diffusione non avvenne solo sulla scorta della teoria cooperativista pura e semplice, ma ad essa contribuirono anche altre dottrine che, assai presto, si «innestarono» sul fenomeno cooperativo colorando di intendimenti e finalità nuove, e diverse fra loro, le cooperative che andavano sorgendo e, contemporaneamente, dando notevole impulso a questo loro sorgere. E' noto l'interesse che anarchici e socialisti, prima, comunisti e «cristiani» poi, provarono e provano tuttora per la cooperazione. Al contrario dei cooperativisti «puri», costoro si accostarono ad essa come ad un *mezzo,* considerato da ciascuno, con motivazioni e da punti di vista differenti, utile al raggiungimento dei propri fini specifici (2). Già nel 1892, Filippo Turati scriveva: «Due tendenze, la cooperazione e il socialismo, che paiono a volte distinguersi ed osteggiarsi, a volte correre parallele e fondersi in una. Tanto che vi sono conservatori che caldeggiano la cooperazione presentandola come antidoto alla lotta di classe, e vi sono socialisti che la consigliano e l'aiutano considerandola necessaria e desirabile preparazione all'avvento del socialismo».

Proprio in questa adattabilità degli ideali cooperativi a sistemi ideologici estremamente diversi e spesso antitetici, va ricercato il primo sintomo della loro debolezza, la dimostrazione che, *di per sè,* non erano sufficienti a garantire quel risultato emancipatore da molti sperato. Oggi, dopo più di un secolo di esperimenti mutualistici, è possibile affermare che la convinzione fondamentale dei cooperativisti si è rivelata fallimentare: la pratica della mutualità si è diffusa, ma, invece di modificare «a sua immagine» la società circostante, da essa è stata contaminata, diventandone parte integrante. Per essere più precisi, diremo che quella stessa evoluzione verso forme di potere tecnoburocratico, riscontrabile oggi, a diversi stadi, sia nei paesi industrialmente avanzati che nel terzo mondo, si sta verificando all'interno del movimento cooperativo. L'osservanza dei principi di Rochdale, cioè, non solo si è dimostrata condi-

(1) Per maggiori notizie sulla cooperativa di Rochdale, vedasi Alberto Basevi, **Storia dei probi pionieri di Rochdale,** Roma, 1952.

(2) Citiamo alla rinfusa, a tale proposito, oltre allo stesso Marx, Robert Owen, Beatrice Webb, in Inghilterra, Fourier e Proudhon in Francia, Luzzatti e Bissolati in Italia.

zione non sufficiente a modificare la natura dello sfruttamento, ma non è bastata nemmeno ad impedire che, dentro le cooperative, si formasse una classe di dirigenti non proprietari che usa la mutualità come mezzo di formazione e mantenimento dei propri privilegi.

La mutualità e i suoi limiti

IL MOTIVO principale di questo «tralignamento» del movimento cooperativo, questa sua disponibilità a fornire risultati concreti di fatto opposti ai suoi ideali originari, va ricercata, a nostro avviso, nell' eccessiva fiducia riposta dai cooperativisti nei vantaggi del mutualismo.

Per spiegare con chiarezza tale concetto e inquadrare convenientemente il problema, sarà bene prendere l'avvio leggermente più a monte di esso.

Convenzionalmente l'attività cooperativa è classificata in «settori» ciascuno dei quali rappresenta un particolare campo in cui si esplica la cooperazione: consumo, agricoltura, edilizia, produzione e lavoro, trasporti, pesca, credito. Una tale classificazione, però, se deve essere accettata in quanto ad essa fanno riferimento le principali fonti dei dati necessari a chi voglia analizzare il fenomeno, ha il difetto di non fornire al profano nessuna indicazione precisa circa l'attività specifica svolta dalle cooperative di ciascun settore. A scopo esplicativo, quindi, diremo che l'attività mutualistica, quale che sia il settore di appartenenza, è fondamentalmente di due tipi: o di consumo o di produzione (3), cioè, in una economia mercantile, come quella capitalistica del secolo scorso e come quella tardo-capitalistica dei nostri giorni e dei Paesi «occidentali», di *acquisto* o di *vendita*. Una cooperativa, è una società in cui un certo numero di persone si riunisce per acquistare o per vendere *in comune* qualcosa (beni o servizi), o per entrambi gli scopi. Per fare qualche esempio, si può notare che non esiste differenza sostanziale tra le cooperative di consumatori e quelle, classificate come agricole, di approvvigionamento. In entrambi i casi, i soci, siano essi cittadini o campagnoli, si riuniscono per *acquistare* insieme delle merci, beni di consumo i primi, mezzi di produ-

---

(3) A questo stesso concetto della cooperazione sembra far riferimento un disegno di legge sulla riforma della legislazione cooperativa (art. 1) presentato quest'anno in Italia.

zione i secondi. Una cooperativa di facchini, invece, vende in comune *il lavoro* dei soci, invece di ricorrere alla vendita individuale cioè al lavoro salariato. Spesso, precedentemente alla vendita, esiste la *produzione* in comune delle merci, come nel caso delle cantine sociali, che trasformano in vino l'uva conferita dai partecipanti, o le cooperative edilizie che costruiscono edifici. Lo scopo ultimo, comunque, è sempre la commercializzazione del frutto della produzione, e la sua esecuzione associata non è altro che un mezzo per rendere razionale la commercializzazione associata.

La ragione di queste attività svolte in comune risiede nella convinzione che, in tal modo, esse possano risultare più convenienti per i partecipanti. Quelle di esse considerabili come «acquisti» possono usufruire di un minor prezzo perchè fatte su vasta scala, mentre, quelle che rientrano nel campo delle «vendite» possono godere di una maggior forza contrattuale e una maggior capacità di influenzare il mercato, e quindi, in ultima analisi, di una maggior remunerazione. Ritornando sugli esempi fatti poc'anzi, si può dire che i consumatori o gli agricoltori che si associano per comperare generi di consumo o mezzi di produzione, possono, appunto perchè associati, rifornirsi tramite i grossisti e i produttori stessi, evitando gli aggravi di prezzo connessi con la catena di intermediari. I viticultori che producono e vendono il proprio vino in comune, invece, potranno affrontare meglio la concorrenza dei grandi enopoli realizzando un maggior guadagno di quello che otterrebbero vendendo, singolarmente e in piccole partite, il prodotto. Il facchino può godere di maggior forza contrattuale, unito con altri, perche può appaltare direttamente i lavori (ad esempio, il carico e lo scarico di tutta una stazione ferroviaria) ed evitare così di perdere una parte della propria retribuzione sotto forma di profito dell'eventuale società appaltatrice. E così via.

Il vantaggio della pratica mutualistica, quindi, consiste nelle condizioni di maggior favore in cui gli associati vengono a svolgere la propria attività; non nella modificazione della natura di essa. Quel che più conta, il significato sociale delle singole attività, la posizione che hanno nella gerarchia delle funzioni propria delle società divise in classi, non viene minimamente alterata. In altri termini, la *divisione gerarchica del lavoro sociale,* cioè l'origine prima dello sfruttamento, non risulta compromessa dalla pratica della mutualità, vanificando nei fatti le speranze emancipatrici dei cooperativisti. Anche dove la cooperazione elimina la divisione «verticale» del lavoro *all'interno* dell' associazione, lo sfruttamento continua ad eser-

citarsi per un meccanismo esterno, in quanto, se l'attività svolta in comune è *socialmente* subordinata, continua per questo ad essere remunerata ai livelli inferiori della scala dei redditi, se pur leggermente più elevati di quelli ottenibili senza cooperazione. Viceversa, se tale attività è privilegiata, all'interno dell'ordine sociale in cui si svolge, l'esercizio della mutualità non fa che sancire tale privilegio, dando ad esso l'opportunità di consolidarsi in forme di maggiore efficienza.

Proprio per questa sua strutturale «neutralità», la cooperazione ha potuto espandersi internazionalmente, inserendosi senza frizione nelle strutture sociali di cui avrebbe dovuto, invece, provocare la trasformazione egualitaria. Le conseguenze organizzative e sociologiche di tale espansione, cioè l'evoluzione in senso tecnoburocratico delle cooperative moderne, sono l'aspetto che, in questa sede, più ci interessa mettere in evidenza, e costituiranno l'argomento dei paragrafi seguenti. Che poi la sorte della mutualità non possa essere che questa, che non sia possibile cioè organizzare la cooperazione in modo da evitarle sia l'irrilevanza emancipatrice, sia la formazione, al suo interno, di un nuovo sfruttamento, non è cosa da potersi affermare od escludere *a priori* (4). Comunque, è un discorso che esula dai limiti di questa nostra trattazione.

Rilevanza internazionale della cooperazione

PER AVERE un'idea immediata dell'estensione attuale del fenomeno cooperativo, basterà riportare i dati del *Bureau International du travail* (5), riguardanti le società iscritta all'ACI (Alleanza Cooperativa Internazionale) e quindi non necessariamente *tutte* le società esistenti al mondo. Nel 1970, le cooperative affiliate erano ben 630.000, con un numero di soci pari a 305 milioni e un giro d'affari complessivo di 120.000 miliardi di lire italiane. Sono cifre di tutto rispetto, alla cui formazione contribuiscono praticamente tutti i paesi della terra, terzo mondo compreso, senza distinzione di condizioni di sviluppo. La cooperazione è infatti diffusa negli Stati Uniti (45 milioni

(4) Vedasi quanto afferma sulle dimensioni delle cooperative e sulla possibilità di mantenerse la «democrazia» al loro interno Henrik F. Infield, Dalla Utopia alle riforme (ed. Comunità, 1956).

(5) Repertorio Internazionale delle Organizzazioni Cooperative, Bureau International du Travail, 1970.

di soci) nel Giappone (17 milioni di soci) in Gran Bretagna (12 milioni di soci), ma anche in India (60 milioni) in Turchia (3 milioni) in Indonesia (9 milioni), in Nigeria (170 mila) in Kenia (500 mila) in Tanzania (830 mila), eccetera (6). L'argomento del presente studio riguarda elettivamente i paesi tardo-capitalisti ad economia industrialmente avanzata, nei quali la cooperazione è diventata ormai un elemento integrante del sistema e presenta una connotazione tecnoburocratica più marcata. Ma, non si può tralasciare di ricordare quanto essa sia importante anche in paesi dove ha assunto un significato non necessariamente coincidente con quello su esposto o, comunque, non abbastanza noto da essere ritenuto tale *a priori*. E' il caso dell'est «socialista», dove le cooperative sono diffusissime, specialmente nel settore agricolo, ma, inserite nel quadro della programmazione statale coattiva, o di Israele dove si sposano alle esigenze della colonizzazione, anche militare (7). Qui, il riconoscimento dell' esercizio della mutualità è problematico, tanto da far dubitare della reale natura cooperativistica di tali strutture. In tutto il mondo, comunque, la cooperazione ha dimostrato notevole elasticità nell'adattarsi ai diversi tipi di economia e alle loro esigenze. Nei paesi prevalentemente agricoli è sviluppata soprattuto la cooperazione di approvvigionamento e di credito, utile strumento per far fronte alle difficoltà connesse con la mancanza di adeguati mezzi tecnici (concimi, antiparassitari, macchine, ecc.) e finanziari, tipiche dei paesi arretrati.

Dove invece lo sviluppo industriale è avanzato, troviamo diffuse le associazioni di consumo, come correttivo di una distribuzione delle merci basata principalmente sulla vendita al dettaglio polverizzata. Il commercio integrato (cioè l'unione delle cooperative di consumo con grandi centri di acquisto) copre ormai in Germania il 36,7 % dell'intero giro di affari al minuto, e il 42,2 % in Svezia. Percentuali simili, o di poco inferiori, si riscontrano negli altri paesi dell'Europa nord-occidentale (dati del 1972) (8). Anche le cooperative edilizie, formate cioè da imprenditori edili, sono numerose: assolvono assai bene al compito di superare la concorrenza, trasforman-

---

(6) BIT, 1970.

(7) Cfr. Henrik F. Infield, loc. cit., per i **kibuz** israeliani, e Amedeo Bertolo, **Caratteri e vicende del kolkhoz** (Politica Agraria, marzo 1972) per la cooperazione in URSS.

(8) **Distribuzione Moderna,** settembre 1972.

dola in collaborazione, in un settore spesso saturo e dotato di «spazi» assai ristretti per l'iniziativa individuale. In Italia, queste «mutue di sfruttatori» erano 28.578 nel 1972 (9). La diffusione delle cooperative agricole non è solo appannaggio dei paesi arretrati. Anche in quelli industriali o comunque progrediti (come la Germania o la Danimarca) sono presenti in misura rilevante, dove prendono prevalentemente l'aspetto di associazioni di vendita (in senso lato), volte allo scopo di adeguare alla domanda l'offerta dei prodotti agricoli.

L'evoluzione tecnoburocratica delle cooperative

Questa dilatazione dell'incidenza che la cooperazione presenta sull'economia internazionale, si è verificata attraverso una parallela dilatazione delle singole cooperative, che sono venute razionalizzando la propria importanza attraverso l'aumento del numero dei soci e del proprio raggio d'azione. Infatti, si confrontiamo i dati del *Bureau International du Travail*, che prima abbiamo riportato, con quelli omologhi del 1965, troviamo che, a quell'epoca, le cooperative affiliate all'ACI erano 551.000, con un numero totale di soci pari a 197 milioni circa ed un giro complessivo d'affari di 60.000 miliardi di lire. Ciò significa che, in cinque anni, si è passati da un numero medio di soci per ogni cooperativa da circa 360 a quasi 500, mentre il volume d'affari è esattamente raddoppiato. In realtà, i dati del 1965 sono desunti da una fonte diversa da quelli del 1970 (10) e pertanto il confronto perde un poco della sua significatività. La testimonianza della progressiva dilatazione delle dimensioni medie delle cooperative, però, resta un fatto incontroveribile. In altri termini, accanto a società di piccole e piccolissime dimensioni, sono presenti sulla scena internazionale cooperative gigantesche, con parecchie migliaia di soci.

Tale fenomeno avviene soprattutto nei paesi tardo-capitalisti, come già si è detto, e costituisce, accanto alla rilevanza economica del settore cooperativo, il presupposto dell'evoluzione tecnoburocratica dell'associazionismo mutualistico. In fatti, l'aumento delle dimensioni comporta, inevitabilmente, un

(9) Cfr. Ilario Bianco, **Il Movimento Cooperativo Italiano**, Milano, 1975.
(10) **Annuario Generale della Cooperazione**, Roma 1965.

aumento della divisione del lavoro all'interno della società a causa della maggiore complessità delle operazioni amministrative e organizzative e delle necessità di una corretta «politica aziendale». In altri termini, la cooperativa è costretta ad *assumere* personale specializzato in grado non solo di «tenere i conti» (e la cosa, a determinati livelli, comporta già una notevole articolazione di ruoli) ma, anche, di eseguire con competenza quelle scelte operative (a breve, medio e lungo termine) necessarie all'esercizio dell'attività mutualistica, e quindi della sopravvivenza dell'associazione. Che tale personale venga veramente assunto *all' esterno* della cooperativa o *cooptato* tra i soci, il risultato non cambia. Si forma una tecnocrazia aziendale, tanto più articolata quanto più la cooperativa è estesa, nelle cui mani risiede il funzionamento della cooperativa e dalla cui efficienza i soci dipendono per il godimento del vantaggio mutualistico. La retribuzione di questa tecnocrazia (ovviamente differenziata gerarchicamente) viene a far parte del «costo di esercizio» dell'attività che costituisce lo scopo dell'associazione e si tramuta quindi, per il socio, in una diminuzione del vantaggio mutualistico, come se anche un altro, che socio non è, godesse di tale vantaggio.

Struttura della cooperativa moderna

A CONFERMA di tutto ciò, è interessante notare che la struttura delle moderne associazioni mutualistiche è ormai assimilabile a quella di una qualsiasi società per azioni. In tutti i paesi dove la cooperazione è diffusa questo è avvenuto non solo sotto la spinta delle necessità interne delle cooperative, ma, anche per effetto di interventi legislativi appropriati, che hanno, di fatto, razionalizzato e reso «obbligatorio» quest'adeguamento. Al vertice di tutta la struttura sta, teoricamente, l'assemblea dei soci, che si differenzia da quella degli azionisti per il fatto che, essendo limitato per legge l'apporto capitalistico, ognuno ha diritto a un voto, indipendentemente dalla quota di capitale sociale che possiede. Questa limitazione, che si trova nella normativa di tutte le legislazioni cooperativistiche, ha lo scopo di garantire la mutualità, cioè l'ottenimento di vantaggi che siano frutto solo dell'esercizio in comune di una certa attività, e non dell'impiego di denaro (11). Comun-

(11) V. nota 3.

que, ciò non impedisce che lo stesso processo di esautoramento dell'assemblea delle società per azioni si verifichi anche per quella delle cooperative.

Teoricamente al di sotto dell'assemblea, infatti, sta il consiglio di amministrazione che detiene in realtà il vero potere decisionale, in quanto l'assemblea non può deliberare sulla gestione dell'impresa. Paritetico, di fatto, al consiglio d'Amministrazione, è il collegio sindacale, organo che dovrebbe controllare, nell'interesse dei soci, l'operato degli amministratori, ma, che praticamente collabora con questi nelle scelte aziendali. Inoltre, al di sotto di questi organismi istituzionali, previsti e resi obbligatori dalle varie legislazioni, le cooperative moderne posseggono una serie nutrita di «comitati tecnici», non elettivi e quindi completamente svincolati dal controllo dei soci, i cui componenti esercitano il controllo *diretto* dell'impresa cooperativa.

Le funzioni che esercitano (direzione tecnica, amministrazione, direzione comerciale, ecc.) sono ad alto contenuto professionale, tanto da porli sullo stesso piano dei sindaci e degli amministratori. Nei fatti, quel complesso assai articolato di operazioni decisionali di cui è composto, oggi, ciò che normalmente si intende per «direzione», è esercitato unitariamente da questi tre gruppi di funzionari, che costituiscono così la vera tecnocrazia cooperativa.

Soci e dipendenti

In questo tipo di struttura, il potere di controllo e di decisioni dei soci è praticamente nullo. Alla complessità delle strutture tecnocratiche, alla loro capacità di efficienza, alla loro adeguatezza alle funzioni che devono esercitare, fa da sintomatico riscontro la povertà e l'insufficienza dell'unica struttura che organizza i soci: l'Assemblea. A tale proposito, è interessante citare le parole di Francesco Galgano (12), acuto osservatore del fenomeno cooperativo: «... Si consideri poi che il bilancio delle cooperative ha, esattamente come il bilancio delle società lucrative, carattere di bilancio consuntivo: i soci vengono chiamati, *una volta l'anno* (il corsivo è nostro), ad termine dell'esercizio sociale...». Della stessa opinione sono

(12) Francesco Galgano, **Le istituzioni dell'economia capitalistica**, Bologna, 1974.

chiamati, invece, a decidere le scelte future dell'impresa mutualistica, che vengono rimesse alla discrezione degli amministratori e delle quali gli amministratori risponderanno solo al termine dell'esercizio sociale...». Della stessa opinione sono oggi anche altri studiosi cooperativisti, come P. Verrucoli, che parla di: «...scissione tra la massa dei soci e le tecnostrutture cha dirigono la società»... e di: «...fenomeni di autocrazia», conseguenti a ciò (13).

Noi vorremmo aggiungere che, anche se, per ipotesi, ai soci venisse chiesta una partecipazione più attiva di quanto non accada normalmente, non sarebbero comunque in grado di fornirla, dal momento che le scelte aziendali sono ormai diventate un fatto troppo complesso per essere affrontate da persone non «addette ai lavori». La stessa interpretazione dei bilanci consuntivi è operazione che richiede una competenza specifica tale da rendere completamente priva di significato, nella maggioranza dei casi, anche la semplice approvazione o disaprovazione dei bilanci stessi.

In tali condizioni il socio della cooperativa moderna è assimilabile, sempre più, all'azionista di una società per azioni, che non ha, in quanto tale, alcuna possibilità di influenzare l'entità dei dividendi che vengono annualmente distribuiti. Il vantaggio mutualistico, infatti, che è l'equivalente del dividendo azionario, dipende dalle scelte aziendali, dalle quali, come si è visto, il socio è tagliato fuori. Il *costo* di tali scelte incide profondamente sulla misura del vantaggio, ed abbiamo già fatto notare che in tale costo è compresa la remunerazione della tecnostruttura; la dilatazione di essa, pertanto, indispensabile conseguenza della dilatazione delle cooperative, conduce paradossalmente ad una riduzione della mutualità.

Questa situazione è particolarmente avvertibile in quelle cooperative dove l'attività sociale consiste nell'esecuzione di lavori manuali, come in certe cooperative del settore agricolo e in moltissime di produzione e lavoro. Qui il socio è contemporaneamente anche *dipendente* dell'impresa, e come tale è remunerato come un vero e proprio salariato, che però non viene commisurato alle sue esigenze, ma alle possibilità contributive della cooperativa. In altri termini, dietro ad un presunto «comune interesse cooperativo» viene fatta passare un'ideologia dell'autosfruttamento e l'accettazione di condizioni di la-

---

(13) Piero Verrucoli, **Per una riforma della società cooperativa,** in **Rivista di diritto commerciale,** 1974.

voro che spesso sarebbero rifiutate in un rapporto contrattuale vero e proprio. Altrove, ad esempio nelle cooperative di consumo e di credito dove lo scopo mutualistico non si manifesta attraverso un'attività lavorativa concreta fornita dai soci, o in quelle edilizie, nelle quali sono essi stessi dei privilegiati (imprenditori), lo sfruttamento non si limita però alla dipendenza dei soci dalla tecnostruttura. L'appropriazione tecnoburocratica dei benefici del mutualismo si realizza attraverso l'impiega massiccio di lavoratori non-soci, cui vengono affidati gli incarichi esecutivi e subordinati necessari al funzionamento dell'azienda. Operai delle cooperative di trasformazione, impiegati di vario livello, commessi, autisti, guardiani, eccetera, non ritraggono alcun beneficio dalla cooperazione, chè anzi questa si razionalizza e si consolida a loro spese. Essi sono sottoposti quindi ad un duplice sfruttamento: quello di origine gerarchica esercitato dalla dirigenza e quello di natura «imprenditoriale» esercitato dai soci.

Cooperative di 2° e di 3° grado

Un aspetto molto importante della tecnoburocratizzazione cooperativa, connesso strettamente con l'espansione del mutualismo, è rappresentato dalla tendenza delle singole imprese a riunirsi in super-associazioni, per motivi di efficienza e di funzionalità. Nella terminologia corrente, vengono definiti «consorzi» le associazioni tra cooperative di importanza ed estensione locale, mentre prendono il nome di «cooperative di 2° grado» quelle risultanti dal collegamento di cooperative (o loro consorzi) a livello provinciale o regionale. La riunione può avvenire sia in senso verticale che orizzontale. Può riguardare cioè organismi caratterizzati tutti dalla medesima ragione sociale, che vedono nell'aumento di dimensioni una fonte di maggiori benefici mutualistici. Oppure può avvenire tra organismi complementari, anche appartenenti a settori diversi, le cui ragioni sociali si integrino reciprocamente. Quest'ultima è certamente la tendenza più diffusa, anche perchè foriera di innegabili vantaggi. Tipica, a tale proposito, l'integrazione tra i settori agricoltura, commercio, consumo, che molto ha contribuito a razionalizzare la produzione e la distribuzione degli alimenti nei paesi del Nord Europa (14).

(14) V. nota 8.

La struttura della cooperative di 2° grado è sostanzialmente simile a quella delle cooperative di 1° grado, con la differenza che il potere della tecnoburocrazia che in quelle viene a formarsi è quantitativamente e qualitativamente assai superiore. Infatti la dirigenza esercita il suo controllo non solo all'interno della struttura di 2° grado, ma, indirettamente, anche sulle strutture affiliate, con una possibilità di intervento e un campo di scelte ben più vasto di quello a disposizione delle tecnocrazie delle singole società. Viceversa, il potere decisionale dei soci di quest'ultime, già scarsissimo, risulta ancora diminuito, nella misura in cui le scelte della propria azienda sono determinate da una «supervisione» da essi anche formalmente non raggiungibile. Alle assemblee delle cooperative di 2° grado, infatti, pertecipano «delegati» di quelle di 1° grado, che vengono invariabilmente scelti tra i rappresentanti delle tecnocrazie aziendali.

In questo modo, tra l'altro, avviene che l'evoluzione tecnoburocratica delle cooperative continua anche se questo processo non è così avanzato all'interno delle singole società, in quelle associazioni, cioè, a numero di soci e volume d'affari limitato. Il risultato è la formazione di una vera e propria classe di «specialisti» che scopre nella cooperazione non solo una «greppia» a cui alimentarsi, ma anche una possibilità di crescita progressiva, di aumento della propria rilevanza sociale. La cosa è tanto più constatabile, osservando come in tutti i paesi a forte sviluppo cooperativo l'integrazione tra i diversi settori conduca alla creazione di associazioni di 3° grado, cioè di organismi dirigenziali che operano a livello nazionale. Il potere che si esercita al loro interno non è più di natura strettamente «tecnica», ma è un vero e proprio potere «politico», riguardando le scelte di fondo di una struttura economica spesso gigantesca e quindi i suoi rapporti con l'intera società circostante.

Origini della cooperazione in Italia

PER AVERE un'idea più concreta di questo processo di tecnoburocratizzazione, prenderemo ora in considerazione, a titolo d'esempio, la situazione italiana. La scelta, oltre che da comodità di documentazione per chi scrive, è motivata anche dal fatto che, cooperativisticamente parlando, l'Italia è un paese «ordinario», cioè senza situazioni veramente particolari

che lo possano far ritenere atipico (15). L'esempio, quindi, presenta una certa significatività.

Le origini del movimento cooperativo italiano risalgono al 1850 circa, ad opera delle società operaie urbane, che agivano principalmente nei settori del consumo e della produzione. Erano esperimenti di modesta portata, che però presero successivamente vigore espandendosi ben presto anche nelle campagne. A ciò contribuì non poco, se pur con diversi intendimenti, l'apporto ideologico e organizzativo di due correnti di pensiero: il socialismo cosiddetto «riformista» e il «cristianesimo sociale», Comunque, al di là delle coloriture politiche, su cui non è qui il caso di dilungarsi, la cooperazione mantenne, grosso modo fino all'avvento del fascismo, un carattere «popolare», rimanendo patrimonio quasi esclusivo dei ceti meno abbienti.

Col fascismo, le cose cambiarono. Il regime, dopo una prima opposizione (spesso violenta) alle associazioni mutualistiche, iniziò un'opera di cooptazione nei loro confronti per trasformarle in uno strumento della sua politica economica. Nel 1926 venne creato l'Ente Nazionale Fascista della Cooperazione, che agiva come mezzo di controllo burocratico. Le cooperative di maggiori dimensioni vennero trasformate in «enti morali» e sottoposte direttamente al poter esecutivo. Le altre persero comunque ogni autonomia, essendo in genere i dirigente designati dall'alto.

Da ciò, il movimento cooperativo ricevette l'avvio verso il processo di tecnoburocratizzazione e, contemporaneamente, un notevole impulso espansionistico. Nel 1938, l'ENFC censiva già 13.899 società (16).

Tale espansione subì una stasi con la seconda guerra mondiale, ma riprese vigorosa fin dall'immediato dopoguerra, inserendosi efficacemente nelle necessità di ricostruzione del

---

(15) Questo per quanto concerne il ruolo economico della cooperazione e la sua rilevanza sociale. Carattere originale, invece, può essere considerata la forte dipendenza del movimento cooperativo dai partiti politici parlamentari (come si vedrà in seguito), soprattutto dalla Democrazia Cristiana e dal Partito Comunista. Quest'ultimo, in particolare, ha costruito attaverso ciò, un vero e proprio impero economico che, oltre ad aumentarne il peso sulla vita del paese, ha contribuito a consentirgli una notevole indipendenza finanziaria, non estranea, certamente, alla sua «indipendenza politica» dall'Unione Sovietica.

(16) Annuario Generale della Cooperazione, loc. cit.

paese. La cooperazione di consumo e di lavoro, soprattuto, si dimostrò utile per far fronte ai problemi della penuria di generi alimentari e di prima necessità e a quelli della disoccupazione.

La situazione attuale

Dal 1951 al 1972 il numero delle cooperative iscrite nei registri prefettizi è passato da 14.331 a 48.573, con un incremento complessivo quindi del 251,21 %, pari ad un tasso annuale medio dell'11,96 %. Già questo dato è sufficiente a dare un'idea della portata del fenomeno. Se poi si tiene conto anche delle società non iscritte, il numero delle cooperative presenti in Italia nel 1972 sale a 64.219 (17).

Tutti i settori tradizionali sono rappresentati in tale cifra, e accanto ad essi molte forme nuove, come le associazioni per l'esercizio di attività professionali (di architetti, ingegneri, registi, operatori cinematografici, per la gestione di servizi sociali, asili, istituti assistenziali), per il turismo, eccetera.

I settori più numerosi sono, comunque, quelli tipici di ogni paese ad economia avanzata: il *consumo*, con 5.267 società, pari all'8,2 % del totale, la *produzione e lavoro*, con 6.428 società (10 %), il *settore agricolo*, con 11.524 organismi (17,9 %) e quello *edilizio* che conta ben 35.737 cooperative, pari al 55,6 % del totale. Gli altri settori (trasporto, pesca, ecc.) hanno ciascuno un'incidenza assai più limitata sul complesso del fenomeno mutualistico italiano.

Considerando l'iscrizione nei registri prefettizi come un sintomo indiretto di evoluzione tecnoburocratica (in genere si iscrivono, per usufruire dei vantaggi fiscali conseguenti, le associazioni a più marcato carattere imprenditoriale) si può notare che nei settori che abbiamo classificato come più numerosi, la percentuale delle *non iscrizioni* è relativamente bassa, e comunque ampiamente al di sotto della media nazionali (che è del 24,36 %), mentre nei settori poco rappresentati tale percentuale viene superata in misura rilevante. Unica eccezione, il settore produzione e lavoro, che è tra i più diffusi ma ha una percentuale di non iscrizioni del 36,61 %. Il che è spiegabile pensando che in esso sono classificate molte piccole società di

(17) Ministero del Lavoro e della Previdenza Sociale, Direzione Generale della Cooperazione, **Statistiche delle Cooperazione**, 1974. La fonte è la medesima per tutti i dati riportati in questo paragrafo.

lavoratori manuali, a scarso contenuto tecnoburocratico perchè basate quasi esclusivamente sull'autosfruttamento dei soci. Negli altri settori a sviluppo rilevante, invece, la bassa percentuale delle non iscrizioni lascia intuire fin d'ora che l'espansione cooperativa sia avvenuta di pari passo all'accentuarsi del carattere di *impresa* delle associazioni e quindi con una dilatazione delle tecnostrutture al loro interno. Tale intuizione troverà conferma, come vedremo, quando le singole situazioni settoriali verranno esaminate più da vicino.

Le «centrali nazionali» della cooperazione

Abbiamo già osservato, in generale, come la tecnoburocratizzazione cooperativa trovi un'occasione di notevole consolidamento nella creazione di super-associazioni di 2° e 3° grado, che servono contemporaneamente a dare più ampia possibilità di intervento alle imprese mutualistiche. Tale processo di integrazione è particolarmente avanzato, in Italia, proprio in quei settori di cui abbiamo testè rilevato l'importanza economica. Attori principali ne sono alcune centrali nazionali (cioè cooperative di 3° grado) delle quali due si impongono alla nostra attenzione, per la consistenza organizzativa praticamente egemonica e perchè espressione diretta delle principali forze politiche parlamentari. Sono la Confederazione delle Cooperative Italiane (CCI), sotto l'influenza della Democrazia Cristiana, che raggruppa 11.305 cooperative «bianche», e la Lega Nazionale delle Cooperative e Mutue (LNCM), sotto l'influenza comunista e (meno) socialista, che raggruppa 8.186 cooperative «rosse» (18).

Accanto ad esse, si può ricordare ancora l'Associazione Generale delle Cooperative Italiane (AGCI), di impostazione socialdemocratica-repubblicana, di peso assai inferiore alle due precedenti, con 2.007 società. Le altre, non «rappresentate» in parlamento, riuniscono, fra tutte, poco più di 3.000 cooperative (i dati sono tutti del 1972) (19).

L'importanza di tutte queste associazioni, comunque, è di

---

(18) e (19) Ilario Bianco, loc. cit.

gran lunga superiore alla loro consistenza quantitativa pura e semplice, confrontata con quella dell'intero movimento cooperativo italiano. Esse infatti, oltre ad essere «forti» soprattutto nei settori più sviluppati, come già si è detto, organizzano sotto di sè praticamente *tutte* le forme integrate di 2° grado esisenti nel paese, e rappresentano quindi (anche se con diversi livelli di potere) l'espressione più avanzata e consapevole della tecnoburocrazia cooperativa. L'esame della struttura organizzativa della CCI e della Lega contribuirà a confermare questa tesi. Tale struttura è significativamente simile in entrambe le centrali e si articola sia verticalmente (per settori di attività) che orizzontalmente (per territorio). Nel primo caso le cooperative di 1° grado di ciascun settore vengono riunite in Associazioni (Lega) o Federazioni (CCI) provinziali o regionali, subordinate direttamente all'istituzione nazionale. Nel secondo caso, la struttura è più complessa, in quanto le cooperative di 1° grado si raggruppano, su base *provinciale*, in Federazioni (Lega) o Unioni (CCI), che sono le già citate cooperative di 2° grado. Queste hanno il compito di coordinare le attività svolte dalle imprese aderenti, integrando fra loro i vari settori e gestendo direttamente quei servizi collettivi (magazzini, ecc.) funzionali a tale integrazione. A loro volta si riuniscono in altre cooperative di 2° grado su base *regionale*, variamente denominate a seconda della loro ragione sociale, ed hanno quindi anche compiti di rappresentanza delle cooperative di 1° grado in seno a tali organismi. Quest'ultimi fanno capo direttamente alla Lega o alla CCI.

In altri termini ogni singola cooperativa di 1° grado (e quindi i soci di essa) si trova collegata alla centrale nazionale tramite due canali. Uno, su base territoriale, di natura per così dire «economica», attraverso il quale i compiti della cooperativa vengono fissati e resi coerenti con le necessità dell'intera organizzazione. L'altro, su base settoriale, di natura più propriamente «gerarchica», con cui si stabiliscono i rapporti di dipendenza necessari a garantire istituzionalmente l'espletamento di quei compiti. Resta evidente, dunque, come le centrali non siano semplici «associazioni di rappresentanza», ma veri e propri centri di potere decisionale in cui si stabilisce la politica generale dell'intera organizzazione. A tale proposito, si ricordi che mentre nelle cooperative di 1° grado i soci sono delle persone fisiche, in quelle di 2° e di 3° grado sono persone giuridiche, cioè entità astratte, che si concretizzano solo attraverso il gruppo dirigente, il quale si trova così libero da ogni dipendenza, anche formale, da qualunque forma di proprietà.

Le centrali nei vari settori della cooperazione (20)

L'ESAME ravvicinati dei principali settori cooperativi permette di acquisire ulteriori elementi al nostro studio.

A) CONSUMO.—E' il settore che presenta il più alto grado di «organizzazione», con quasi il 70 % delle cooperative appartenenti ad esso riunite sotto le due principali centrali nazionali. La percentuale è più alta di quanto possa sembrare a prima vista. Infatti, nelle regioni in cui tale settore è poco sviluppato il grado di organizzazione è in genere scarso, mentre dove la cooperazione di consumo è diffusa (Lombardia, Piemonte, Trentino, Emilia Romagna) la percentuale di società affiliate alla Lega o alla CCI sfiora spesso il 100 %. Per avere un'idea del volume d'affari trattato da queste società, basti pensare che nel 1965 le vendite eseguite in tutta Italia da quelle aderenti alla Lega sono ammontate a più di 122 miliardi di lire, con un numero di *clienti* stimato in 1.631.000. Nel 1973, poi, la sola COOP-ITALIA, gigantesca cooperativa di 2° grado sempre aderente alla Lega, ha fatturato vendite dirette per quasi 120 miliardi di lire e commissionarie per più di 16 (21).

I bilanci di queste imprese mettono in evidenza problemi di gestione praticamente simili a quelli delle grandi società per azioni. Un'indagine del 1972 (22), condotta su 11 grandi cooperative di consumo, ha rilevato, ad esempio, immobilizzazioni tecniche mediamente pari al 50 % di tutti gli impieghi, il che attesta la grande rilevanza che hanno assunto le strutture commerciali, fondiarie, eccetera.

B) PRODUZIONE E LAVORO.—Abbiamo già fatto notare come in questo settore sopravvivono ancora molte cooperative operaie di piccole dimensioni (selciatori, facchini, muratori, ecc.) aventi come scopo solo quello di «autogestire» una certa attività manuale. Esse sono diffuse soprattutto nelle zone a scarso sviluppo industriale, e funzionano come parziale correttivo dei disagi derivanti dalla sotto-occupazione o dall'esercizio di lavori socialmente assai subordinati. Questo spiega come le centrali nazionali non riescano ad organizzare sotto

---

(20) Per la fonte dei dati riportati in questo paragrafo, v. nota 17, salvo dove diversamente specificato.

(21) **Mondo Economico**, maggio 1975.

(22) Ilario Bianco, loc. cit.

di sè nemmeno il 50 % delle cooperative di produzione e lavoro. E' interessante notare, però, che, là dove l'organizzazione è presenta, è in atto una forte tendenza al superamento della «polvorizzazione», con la riunione delle varie società in consorzi reciprocamente integrati, e di conseguenza l'aumento del numero dei soci e del volume d'affari. Il fatturato dell'Associazione Nazionale Cooperative di Produzione e Lavoro (Lega), ad esempio, è stato nel 1973 di 322 miliardi (23). Anche qui, cioè, si assiste all'evoluzione dell'associazionismo verso forme imprenditoriali, in grado di svolgere funzioni assai importanti all'interno del tessuto economico nazionale. Infatti i «clienti» di queste grosse cooperative (che operano in genere nell'edilizia) sono elettivamente lo stato e gli enti pubblici, dai quali ricevono in appalto la costruzione di infrastrutture sociali: case popolari, scuole, eccetera.

Un esempio tipico di questa evoluzione del settore è rappresentato dalla Cooperativa Muratori e Cementisti (CMC) di Ravenna che impiega 1.120 soci-dipendenti e sviluppa un fatturato di quasi 22 miliardi di lire all'anno (24).

C) Un discorso simile può essere fatto per il settore AGRICOLO, in cui le cooperative non aderenti a nessuna delle centrali nazionali sono circa il 50 % del totale, come per il settore produzione e lavoro. Anche qui, tale relativamente bassa percentuale di organizzazione è da attribuirsi al sopravvivere di molte società a scarso contenuto tecnoburocratico, perchè limitate all'ottenimento del puro e semplice vantaggio mutualistico connesso con la ragione sociale. Inoltre, c'è da rilevare che, specie negli ultimi anni, la frequente concessione da parte dello stato di agevolazioni creditizie alle cooperative ha stimolato la crescita di associazioni formate da imprenditori agricoli, il cui mutualismo si esaurisce nell'unico scopo di ottenere i finanziamenti pubblici.

Comunque, laddove sono presenti la CCI o la Lega, le cose stanno diversamente. La cooperazione agricola è fortemente integrata con quella di credito e, soprattutto, con quella di consumo, diventando un pilastro della distribuzione su larga scala dei prodotti alimentari, grezzi o variamente manipolati. L'entità di tale distribuzione è ancora inferiore a quella che si realizza in altri paesi europei, ma il grado di integrazione è

(23) Ilario Bianco, loc. cit.

(24) CMC, **Bozza riassuntiva di proposte relative al bilancio di previsione 1974,** Ravenna 1974.

sufficientemente spinto da generare una tecnostruttura assai articolata e potente. Questo accade principalmente in regioni, come la Lombardia, il Trentino, l'Emilia Romagna, di cui è già stato fatto notare lo sviluppo della cooperazione di consumo.

D) Un discorso a parte merita invece il settore EDILIZIO, che da solo riunisce, come è stato detto in precedenza, più del 50 % di tutte le cooperative esistenti in Italia, ma presenta ugualmente uno scarsissimo livello di organizzazione. Oltre l' 80 % delle cooperative edilizie, infatti, non aderisce a nessuna delle centrali nazionali. Lo sviluppo della tecnostruttura è qui scarso, e praticamente limitato alla sola cooperazione di 1° grado.

A spiegazione di ciò, diremo che la maggioranza delle società di questo settore sono cooperative di abitazione, che nascono o spontaneamente, su iniziativa di gruppi di inquilini decisi a reperire alloggi a minor prezzo, o dietro la spinta di imprese edili, interessate a far ottenere ai propri clienti i mutui necessari all'acquisto degli edifici. Sono dunque società prive di carattere imprenditoriale, la cui funzione termina con l'ottenimento del minor prezzo o del mutuo edilizio. Sotto questo profilo, la riunione in consorzi o in cooperative di 2° grado non offre di per sè nessun particolare vantaggio, come pure l'adesione ad una delle centrali. Per lo stesso motivo, la tecnoburocratizzazione è qui poco avanzata, limitandosi la tecnostruttura alle operazioni, relativamente semplici, di contabilità ed amministrazione.

Un'altre forma di cooperazione edilizia è quella attuata tra imprenditori edili veri e propri, che si riuniscono per appaltare lavori di maggiore entità e per evitare inutili concorrenze. Non sono molto diffuse in Italia, ma hanno ugualmente, per la loro stessa natura, una tecnoburocratizzazione accentuata. Ciononostante, nemmeno queste cooperative hanno interesse ad aderire alle centrali nazionali, dove il loro medesimo «mestiere» (costruire) è concorrenzialmente esercitato dalle associazioni di produzione e lavoro.

Natura della tecnoburocrazia cooperativa in Italia

IL QUADRO generale, emergente dall'analisi fin qui condotta, è, a nostro avviso, quello di una tecnoburocrazia vigorosa, già dotata di notevole potere e capace di ottenerne di più. La

sua rilevanza sociale è dovuta principalmente al fatto di essere presente, ad alti gradi di organizzazione, in settori di importanza decisiva per lo sviluppo e l'equilibrio del paese.

Da un lato, infatti, la capacità di controllo ed integrazione esercitata sull'agricoltura e sul consumo, le permette di offrire notevoli «servigi» ad una nazione che soffre tuttora di una produzione e distribuzione polvorizzata delle proprie risorse alimentari. Dall'altro, il proprio sviluppo nel settore genericamente edilizio, attraverso le cooperative di produzione e lavoro, le concede l'opportunità di interloquire direttamente col potere pubblico, partecipando di fatto alle responsabilità dell'intervento statale in materia di infrastrutture.

A ciò, in particolare, contribuisce in misura rilevante l'estrazione politica delle due massime centrali nazionali, i loro stretti collegamenti con i due protagonisti delle istituzioni italiane: la Democrazia Cristiana ed il Partito Comunista.

In Italia, quindi, la tecnoburocrazia cooperativa si pone a metà strada, grosso modo, tra la tecnoburocrazia dell'impresa pubblica e quella dell'impresa privata. Di questa, ha la capacità di svolgere un ruolo economicamente attivo e quindi socialmente rilevante. Di quella, l'estrazione partitica, il che determina sia la possibilità di usare tale estrazione per acquisire potere, sia l'obbligo di «ricambiarlo» con prestazioni di vario genere a vantaggio del partito ispiratore (propaganda, voti, finanziamenti, ecc.) (25).

Tipica sia della tecnoburocrazia pubblica, sia di quella privata, poi, la tecnoburocrazia cooperativa ha la volontà di crescere, di ampliare il proprio raggio, la tendenza cioè a massimizzare la propria capacità di intervento all'interno del paese. Non sembra fuori di luogo, a tale proposito, citare le parole di Enzo Badioli, neo-presidente della CCI: «(...) Oggi è neces-

---

(25) Può essere interessante notare come le modalità attraverso cui le due centrali si legano al proprio partito siano nettamente differenziate. Per la CCI i rapporti con la DC, ancorchè stretti, non sono istituzionali, ma vengono instaurati per così dire «informalmente», attraverso distrazione di fondi, bilanci fittizi, arricchimento personale dei dirigenti, ecc. Nella Lega, invece, la dipendenza del PCI è istituzionale, provenendo i quadri dell'associazione dai quadri stessi del partito, il cui finanziamento non è lasciato ad iniziative scoordinate e dispersive, ma viene inserito in una «prassi» formalmente prevista e rigidamente applicata. Questo, oltre a permettere ai dirigenti comunisti di presentarsi in pubblico «con le mani pulite» (a differenza di quelli democristiani che sono continuamente implicati in scandali), è certamente un sistema assai più funzionale, e spiega la maggiore efficienza della Lega, sia tecnoburocraticamente sia come struttura di sostegno economico al PCI. (V. anche nota 15.)

sario essere consapevoli che il nostro futuro ce lo giochiamo sulla capacità da parte delle cooperative di diventare a tutti gli effetti imprese di sicura affidabilità economica e sulla frontiera di una Confederazione che da organismo di tutela si tramuti in strumento attivo di intervento, di promozione e di integrazione economica (...)». Ricordiamo ancora che, nel corso della I° Assemblea Nazionale della Lega, tenutasi nel 1973, è stata rivendicata ufficialmente la funzione calmieratrice sui prezzi della cooperazione di consumo e richiesta la presenza dei suoi rappresentanti all'interno del CIP, pariteticamente agli esponenti del potere politico.

La prospettiva sembra dunque quella di ottenere un maggior peso in seno al paese, peso non solo economico, ma anche, per così dire, istituzionale. E' un fatto che molti studiosi moderni della cooperazione indicano in essa uno degli strumenti adatti a rendere più incisiva e «vincolante» l'opera di programmazione economica dello stato, per adesso ancora «indicativa». E' chiaro che questo non potrebbe avvenire che tramite un «accordo» tra il potere pubblico e le tecnocrazie cooperative, di cui verrebbe utilizzato il ruolo dirigenziale per asservire la cooperazione ai bisogni dell'economia pubblica. In tal modo le tecnocrazie cooperative si troverebbero ad essere equiparate a quelle delle grandi imprese di stato.

Se questo è il destino della cooperazione, lo diranno gli anni a venire. Per otra, basterà notare quanto tutto ciò sia ormai irrimediabilmente lontano dagli antichi ideali emancipatori dell'associazionismo mutualista.

Torino, luglio 1975.

Résumé

Le mouvement coopératif, né il y a un siècle environ avec l'ambition de parvenir à éliminer l'exploitation, semble aujourd'hui avoir manqué le but émancipateur qui lui était propre. L'auteur observe la remarquable expansion que les coopératives ont connue dans le monde entier, et constate que la croissance des dimensions et la complication des problèmes de gestion ont provoqué, au sein même des organisations, l'apparition d'une véritable technobureaucratie particulière, laquelle détient entre ses mains tous les pouvoirs de décision, dépossédant en fait les assemblées de sociétaires. Ce phénomène, semblable à celui qui se manifeste dans les sociétés par actions, découle également de l'articulation des coopératives en orga-

nisations de 2e et 3e niveau, en mesure d'assurer des fonctions d'une certaine importance économique, et donc sociale.

L'auteur considère ensuite la situation italienne, où la coopération est en grande partie contrôlée par deux principales associations nationales, la Confédération des Coopératives Italiennes et la Ligue Nationale des Coopératives et Mutuelles, étroitement liées aux deux forts partis parlementaires, la Démocratie Chrétienne et le Parti Communiste. Au sein de ces associations s'est formée une couche technobureaucratique très solide, dont le rôle est particulièrement marquant dans des secteurs vitaux de l'économie du pays. Elle paraît devoir, de cet fait, détenir un pouvoir semblable à celui qu'exerce la technobureaucratie de l'industrie publique, et devenir un des instruments de la planification économique d'Etat.

Resumen

El movimiento cooperativo, nacido hace unos cien años aproximadamente, tenía la ambición de llegar a eliminar la explotación. Hoy día, parece haber errado en su objetivo emancipador propio. El autor observa la notable expansión de las cooperativas en todo el mundo, y nota que las dimensiones crecientes así como la complejidad de los problemas de gestión han provocado, en el interior mismo de las organizaciones, el surgimiento de una auténtica tecnoburocracia, la cual detiene entre sus manos todos los poderes de decisión, eliminando de hecho las asambleas de socios. Este fenómeno, parecido a lo que ocurre en las sociedades por acciones, se encuentra reenforzado por la reunión de las cooperativas en organizaciones de segundo y tercer nivel, capaces de llenar funciones de cierta importancia económica, es decir social.

El autor examina luego la situación italiana, donde la cooperación está en gran parte controlada por las dos principales asociaciones nacionales —la Confederación de las Cooperativas Italianas y la Liga Nacional de las Cooperativas y Mutualidades—, estrechamente ligadas a los dos fuertes partidos parlamentarios, la Democracia Cristiana y el Partido Comunista. En el seno de estas asociaciones se formó una capa tecnoburocrática muy sólida, cuyo papel es importante en sectores vitales de la economía nacional. Esta capa parece, de hecho, disponer de un poder del mismo tipo que el ejercido por la tecnoburocracia del sector público, y por lo tanto representar uno de los instrumentos de la planificación económica del Estado.

Summary

The co-operative movement was born about a century ago with the ambition to succeed in eliminating the sweating of labour but today it seems to have missed the emancipatory aim which was its own. The author points out the extraordinary growth of the co-operatives all over the world and states that the dimensional growth and the management complication have brought about, in the very

bosom of those bodies, the appearance of a real special techno-bureaucracy which, holding all the powers of decision, ousts in fact the members' assemblies. This phenomenon, similar to the one which appears in the joint-stock companies, also issues from the articulation of the co-operatives in bodies of second and third level fit to carry out functions of a certain economic, and consequently social, importance.

The autour then turns to the situation in Italy where co-operation is to a great extent controlled by two main national associations, the Federation of Italian Co-operatives and the National League of Co-operatives and Mutual Benefit Societies, which are in close connection with the two strong parliamentary parties, the Christian Democrats and the Communist Party. In these associations has appeared a very strong technobureaucratic stratum whose part is particularly prominent in vital fields of the country economy. On that account it will probably hold a power similar to that of the State industry technobureaucracy and become one of the instruments of the State economical planning.

In molti paesi, secondo notizie della stampa borghese, i governi adottano determinate misure disciplinari nei confronti delle «loro» multinazionali al fine di trattenerle nell'alveo della politica statale-monopolistica. Al Congresso degli Stati Uniti è stato sottoposto il progetto di legge Burke-Hartke, che comporta una più elevata imposizione fiscale a carico delle multinazionali, il controllo sulle loro esportazioni di capitali e di tecnologia, la fissazione di quote per le importazioni all'interno della corporazione, eccetera.

I. Ivanov
«L'espansione economica delle corporazioni internazionali» in *Kommunist*, organo teorico del Comitato Centrale del PCUS, N.° 12, 1974.

Parallèle entre les systèmes économiques « occidentaux » et « soviétiques »

par M.S. Agoursky

L'auteur, M. S. Agourski, ingénieur cybernéticien, a mis cet essai en circulation à Moscou en décembre 1973. L'étude entre donc dans la catégorie des textes « Samizdat » (textes « autopubliés »).

Nombreux sont ceux qui pensent que le conflit fondamental de notre époque est celui entre le socialisme instauré à l'Est et le capitalisme régnant à l'Ouest.

Les partisans occidentaux du socialisme, dont le nombre ne cesse de croître, sont conscients du fait qu'il existe dans les pays dits « socialistes » de nombreuses lacunes, mais étant persuadés que le but principal du socialisme scientifique : à savoir la collectivisation des moyens de production y est atteint, ils les considèrent comme passagères et facilement amendables; les discriminations nationales, la politique étrangère agressive, tout cela, ils ne les considèrent que comme un phénomène particulier, qu'on pourra facilement écarter au moyen d'une résolution adéquate de quelque Congrès du parti.

Cette position est parfaitement compréhensible et explicable, dans la mesure où il leur faudrait autrement reconnaître comme fausse l'idée même de la justice sociale qui est à la base du socialisme. Tout cela crée un phénomène tout à fait étonnant. Les adeptes occidentaux du socialisme, tout en protestant vivement et avec raison contre les moindres atteintes aux droits de l'homme chez eux, con-

templent avec une étonnante indifférence les atteintes souvent cent et mille fois pires, qui ont lieu dans les pays du bloc « socialiste ».

Une telle attitude ne s'explique nullement par l'aveuglement moral ou l'indifférence obtuse de ces gens, ou tout au moins de leur majorité, envers les souffrances humaines. Le fait est que de nombreux adeptes du socialisme en Occident n'ont pas encore pris conscience à ce jour que le système économique et social du bloc « socialiste » n'est nullement socialiste, mais ne présente qu'une variante du capitalisme monopoliste d'Etat, qui sous certains rapports est bien plus éloigné des idéaux de justice sociale que ne l'est le régime du capitalisme privé qui règne à l'Ouest.

Par ailleurs, le capitalisme monopoliste d'Etat et le capitalisme privé manifestent une affinité certaine et leurs contradictions ne sont dues qu'aux contradictions inhérentes au système capitaliste mondial. Qui plus est, il existe une corrélation étroite entre les deux types de capitalisme, qui se complètent l'un l'autre.

Capitalisme de monopole d'Etat et capitalisme privé

POURQUOI faut-il considérer le système du bloc dit « socialiste » comme une forme du capitalisme monopoliste d'Etat ?

Le fait est que l'existence même de l'industrie lourde confère inévitablement un caractère capitaliste au système social, et sa nationalisation ne rend pas la classe ouvrière maîtresse des moyens de production. Les grandes entreprises actuelles ont de telles dimensions, et un tel degré de division du travail, qu'il n'est pas possible pour les ouvriers, qui ne possèdent pas la compétence nécessaire, de les diriger efficacement. Même les ingénieurs-spécialistes ne peuvent le faire. Indépendamment du type de propriété de l'entreprise — qu'elle soit privée ou nationalisée — elle ne peut être dirigée par une personne incompétente, quel que soit le système de gestion officiellement proclamé.

On peut, bien sûr, pourvoir convenablement aux besoins de tout travailleur d'une telle entreprise, mais cela ne l'en rend pas le maître. Même en instaurant un contrôle ouvrier effectif, il ne pourra jouer son rôle que dans les secteurs secondaires de la production, puisqu'il ne pourra être étendu aux problèmes exigeant une compétence spécialisée, qui sont précisément décisifs pour la gestion de l'entreprise. Incontestablement, la présence d'un contrôle ouvrier peut limiter l'arbitraire administratif dans certains cas, mais il ne pourra jamais peser sur les fonctions-clés de la gestion, telles que le choix de la politique technologique, la destination des investissements, le choix des spécialistes et leur mise en place, etc.

Si le contrôle ouvrier se mettait à intervenir par contre dans la gestion sans en avoir la compétence nécessaire, cela se traduirait immédiatement par la baisse des indices de production, après quoi

il ne lui resterait plus, et dans son propre intérêt, qu'à mettre fin à ses interventions.

Lorsqu'un ouvrier, après avoir acquis la compétence nécessaire quitte le secteur du travail manuel pour passer à celui de la gestion, il cesse de ce fait d'être un ouvrier, qu'il se nomme Ford ou Khrouchtchev.

La nationalisation de la grande industrie ne la soumet pas au contrôle ouvrier. La propriété dite « publique » des moyens de production est une fiction encore plus grande dans la mesure où la gestion de la grande industrie au niveau de l'Etat tout entier exige encore plus de compétence, alors que les moyens de contrôle sur cette gestion par des personnes non spécialisées sont extrêmement réduits.

Par conséquent, le contrôle de la grande industrie par les producteurs eux-mêmes est impossible, ce qui fait que la nationalisation des entreprises les fait passer des mains de propriétaires privés aux mains de l'Etat, qui se transforme en une énorme et toute-puissante corporation monopoliste. Une telle corporation se met à vivre et à travailler selon les lois de toute corporation monopoliste, mais en ne trouvant plus cette fois de résistance à l'intérieur du pays.

Exactement comme les « technostructures » dont parle J. Galbraith, cette corporation d'Etat commence en premier lieu par chercher à assurer sa propre conservation. C'est dans ce but qu'elle engage et choisit son personnel, avec la différence que le critère n'est plus la fortune personnelle, comme dans le système capitaliste privé ; les choix se font selon d'autres critères sociaux tels que par exemple l'aptitude à servir les intérêts de la corporation et la fidélité au principe de la responsabilité solidaire.

Une des conditions indispensables, mais non suffisante, est évidemment l'appartenance au parti.

Nous voyons donc que par sa structure même la grande industrie rend impossible sa gestion par les ouvriers qui y travaillent. Mais ce n'est pas la seule caractéristique de la grande industrie. Une fois mise en place, quelle que soit sa forme de gestion, elle se transforme en une sorte de facteur autonome qui se met à faire activement pression sur l'économie. Tout particulièrement cela concerne les secteurs qui fabriquent en masse tel ou tel produit.

Lorsqu'un secteur industriel tel que, par exemple, l'automobile est créé, en un premier temps il se contente de satisfaire la demande qui existe pour des automobiles. Mais dès que cette demande est satisfaite, le secteur se trouve menacé de régression, ce qui paraît évidemment catastrophique à la direction, qu'elle ressorte du capitalisme privé ou du capitalisme d'Etat.

Par conséquent, pour survivre, l'industrie automobile doit se procurer des commandes. Elle ne peut changer l'objet de sa production pour différentes raisons. Tout d'abord, l'outillage hautement spécialisé dont elle dispose ne peut servir qu'à un éventail très étroit de produits fabriqués et sa transformation serait très coûteuse. Ensuite, le personnel de production n'a d'expérience précise que dans le domaine de l'automobile et serait obligé de se recycler

entièrement, surtout en ce qui concerne les techniciens et les ingénieurs des études.

Il est évident que le passage d'une production à une autre entièrement différente serait impossible dans la pratique, puisqu'il exigerait la mise en œuvre de moyens énormes, ce qui rendrait cette nouvelle production non rentable pour longtemps, tandis que l'entreprise qui y procèderait ne pourrait être compétitive vis-à-vis d'autres entreprises déjà spécialisées dans ce type d'activité.

Par contre, il est évident qu'il serait tout aussi déraisonnable de cesser entièrement la production d'automobiles, parce qu'une certaine demande se maintiendrait malgré tout et elle se renouvellerait de toute façon en nombre suffisant après amortissement des automobiles achetées. Ces considérations amènent les entreprises à resoudre le problème d'une façon entièrement différente, et ce par la stimulation de la demande.

Pour ce faire, on crée à l'aide de l'appareil publicitaire une atmosphère psychologique telle qu'elle contraint l'acheteur à changer de voiture longtemps avant qu'elle ne soit matériellement usée. De nos jours encore, la possession du dernier modèle d'une automobile constitue, aux Etats-Unis et dans les pays capitalistes de l'Ouest, un signe de réussite et de prestige.

L'industrie automobile se développe sur une échelle immense et provoque l'apparition de secteurs industriels qui lui sont liés : métallurgique, chimique, d'accessoires, etc. Dans de telles conditions la stimulation constante de la demande devient non seulement la condition de l'existence de l'industrie automobile mais aussi de toute l'économie nationale, puisque la régression de la première entraînerait une véritable crise économique.

Le marché des automobiles en URSS et dans les pays sous sa dépendance est encore loin d'être saturé, mais la construction de grandes usines achetées à l'étranger permet de prévoir avec certitude que la demande pourra être satisfaite dans un proche avenir.

La survie d'une grande industrie exige l'expansion non seulement sur le marché intérieur, mais aussi sur le marché extérieur, ce qui rend les pays exportateurs extrêmement sensibles à la situation de ce marché.

Dans les pays à monopole capitaliste d'Etat, nous assistons aux mêmes processus de stimulation de la consommation que dans les pays à capitalisme privé, bien que cela se fasse d'une manière beaucoup moins efficace. Par exemple, l'URSS s'engage aujourd'hui avec fureur dans la course à la consommation, avec un éventail de besoins qui s'accroît sans cesse. Nous avons assisté ces dernières années en URSS à une révolution du logement, du mobilier ; nous en sommes à la troisième génération des téléviseurs, etc. Pour satisfaire tous ces besoins, on a créé une industrie immense, y compris une industrie de la construction.

Un facteur qui ne cesse de gagner de l'importance dans l'économie du pays est la mode, devenue le moyen d'assurer un niveau constant de commandes à l'industrie légère. La mode est propagée

par tous les moyens d'information de masse à la disposition de l'Etat, ce qui montre clairement l'intérêt qu'il porte à sa vulgarisation. Cependant, la situation de l'industrie légère dans les pays à capitalisme d'Etat et en URSS en particulier, est rendue très difficile par le fait que les goûts de la population sont depuis longtemps dominés par les modes occidentales. L'influence de celles-ci s'est encore accrue ces derniers temps à cause du flot de touristes étrangers, des voyages plus fréquents des citoyens soviétiques à l'étranger, de la projection de films occidentaux. Mais la rigide industrie soviétique capitaliste d'Etat n'est pas à même de suivre suffisamment rapidement la mode occidentale, car elle n'en est pas l'arbitre. En conséquence, d'énormes stocks d'articles invendus, dont les acheteurs ne veulent plus parce qu'ils sont passés de mode, s'accumulent dans le réseau commercial soviétique.

Différents types de « hobbies » commencent également à jouer un rôle de plus en plus grand dans l'économie des pays à capitalisme d'Etat, stimulant la consommation et exigeant à leur tour une production industrielle suffisamment importante.

Le but de la grande industrie, qu'elle soit capitaliste privée ou capitaliste d'Etat, est la croissance continue du produit national brut allant de pair avec l'accroissement de la consommation par tête d'habitant.

Toute la stabilité économique et sociale d'une telle société dépend de l'approvisionnement constant en commandes de la grande industrie : la stimulation de la demande devient donc la condition de son existence.

La présence d'une grande industrie engendre automatiquement un régime capitaliste, quel que soit le type d'autorité contrôlant l'entreprise : Etat ou compagnie privée.

Néanmoins certains traits différencient les sociétés à capitalisme d'Etat et les sociétés à capitalisme privé.

Tout d'abord, comparé au système du capitalisme privé, le système du capitalisme d'Etat se montre extrêmement inefficient.

Nous en trouvons l'explication dans l'absence d'intéressement direct des membres de l'élite dirigeante dans les résultats de la production. Cette tendance apparaît déjà dans les technostructures de Galbraith, dont le but est simplement la survie. Mais dans les conditions du capitalisme privé cette survie est essentiellement conditionnée par des facteurs économiques. Dans celles du capitalisme monopoliste d'Etat, par contre, la survie, prenons, d'un membre de l'élite dirigeante tel qu'un directeur d'usine, peut être entièrement déterminée par des causes étrangères aux facteurs économiques, puisque sa nomination et son maintien à ce poste dépendent non seulement du succès de l'entreprise, mais surtout des relations de ce directeur avec l'appareil du parti au pouvoir. Sous le régime de la responsabilité solidaire, un directeur d'entreprise incompétent ou inefficace peut conserver son statut, du moment qu'il a, par exemple, rendu

service, y compris des services personnels, à l'appareil supérieur. Tout cela est également favorisé par la structure de caste de ce qu'on appelle les « travailleurs à nomenclature » *(gradés)* dans laquelle même un membre qui a échoué n'est pas exclu de la caste, mais se voit en général transféré à un poste de direction dans une autre entreprise.

C'est l'absence du stimulant nécessaire dans le travail, à tous les échelons du système capitaliste d'Etat, qui provoque les défauts chroniques de son fonctionnement y compris son retard technologique.

On peut se demander comment concilier cette affirmation avec les succès évidents de l'URSS dans le domaine de la technique militaire. Les succès dans ce secteur s'expliquent non pas par des facteurs économiques mais par des facteurs politiques ; avant tout, par les immenses dépenses affectées à la production des équipements militaires et par les normes de réception extrêmement sévères qui sont contrôlées par des représentants de l'armée entièrement indépendants de l'industrie. Si on devait étendre, par exemple, les conditions existantes dans l'industrie de guerre soviétique aux secteurs de la production civile, le budget soviétique s'effondrerait sous le poids des dépenses supplémentaires gigantesques qui seraient exigées. Enfin, l'industrie de guerre se trouve en permanence sous le contrôle très strict de l'Etat.

Une deuxième différence substantielle entre les deux systèmes réside dans le rôle joué par la concurrence. Dans la société capitaliste d'Etat, il n'y a pas de concurrence entre les entreprises, du fait que leurs ventes sont garanties. Mais pourtant la concurrence joue ici aussi un rôle primordial. Premièrement, un facteur de concurrence interne est engendré, sous forme de luttes personnelles entre les membres de la caste dirigeante pour acquérir ou conserver des positions dans la hiérarchie. De telles formes de concurrence sont souvent plus impitoyables parce qu'elles revêtent un caractère purement personnel et qu'elles échappent au contrôle des lois économiques.

Dans la société capitaliste d'Etat le rôle régulateur est joué non par la concurrence interne, mais par la concurrence internationale. Cette concurrence est déterminée par la nécessité de survie et d'expansion, le maintien du prestige aux yeux des autres nations, etc. Sans une telle concurrence, le capitalisme monopoliste d'Etat, en tant que système économique, ne pourrait survivre parce qu'il serait condamné à la stagnation complète.

Il existe une autre différence importante entre les deux systèmes de capitalisme. Si, dans les pays à capitalisme privé, les prix des produits baissent au fur et à mesure de l'accroissement de la demande, par contre, dans une société capitaliste d'Etat, les prix de ces mêmes produits augmentent immédiatement. Cela constitue une loi économique propre à chacune des deux sociétés. L'augmentation des prix dans le second cas s'explique par la monopolisation absolue du commerce, alors que le principe régulateur de la production, à savoir la recherche du profit, est conservé.

Comparant les systèmes des deux types, on peut remarquer encore

que comme la population d'un pays capitaliste monopoliste d'Etat est privée des droits politiques élémentaires, tous les moyens purement formels du contrôle ouvrier se révèlent dans la pratique inopérants. Les syndicats, par exemple, se transforment en un des organes de la sécurité sociale tandis que les grèves sont très sévèrement réprimées comme crimes contre l'Etat, et deviennent donc impossibles.

Mais, par ailleurs, le capitalisme monopoliste d'Etat se distingue encore par le fait que, n'admettant pas le chômage, il garantit pratiquement à tous un minimum vital et dans ce sens il rend les citoyens plus assurés de leur avenir. Mais il est vrai que ce minimum vital est très inférieur à celui existant dans les pays capitalistes les plus avancés.

Malgré toutes leurs différences, les systèmes socio-économiques des deux types sont intimement liés dans le cadre d'une seule et même économie capitaliste mondiale. Ainsi, il est difficile pour les pays capitalistes d'Etat d'être compétitifs sur le marché mondial des produits industriels, à cause de la qualité inférieure de leurs fabrications. Par contre, la présence d'énormes réserves de matières premières en URSS lui a permis de devenir essentiellement un exportateur de matières premières vers les pays du capitalisme privé, lui permettant d'importer en échange des moyens de production, des produits de consommation de masse et même des produits alimentaires.

La concurrence réciproque entre les deux systèmes constitue par elle-même un des plus importants stimulants du développement de la consommation parce que, tout d'abord, la peur des révolutions a obligé les pays à capitalisme privé, en dehors d'autres raisons, à stimuler au maximum la consommation dans leurs populations, et ensuite parce que, dans la course au prestige, qui est une condition de leur survie et de leur expansion, les pays à capitalisme d'Etat cherchent aussi à stimuler chez eux la consommation, pour des raisons politiques également.

On peut donc en déduire que le capitalisme monopoliste d'Etat ne constitue que le stade ultérieur de développement du système capitaliste, se distinguant par une concentration maximum de la production et aboutissant à l'exercice d'un monopole absolu par l'Etat dans tous les secteurs de la vie économique, politique et culturelle.

La prédiction faite par Lénine dans son ouvrage « L'impérialisme en tant que forme finale du capitalisme » s'est vérifiée, et de façon très précise bien que paradoxale, dans le système économique et social qui s'est formé en URSS.

Les deux systèmes que nous venons d'envisager sont profondément viciés à leur base et précipitent tumultueusement l'humanité vers une catastrophe gigantesque, a moins de trouver le moyen de la prévenir.

Avant tout, ils entraînent une exploitation sauvage des ressources

naturelles, aux dépens desquelles l'augmentation de la consommation peut seulement se faire. Ces ressources nous paraissaient, il n'y a guère, inépuisables, mais aujourd'hui, sous l'effet surtout de la crise énergétique engendrée par le chantage arabe dans le secteur pétrolier, ce point de vue naïf s'est modifié. Cependant, même avant ces événements, il était tout à fait évident que les ressources naturelles telles que le sol, l'eau, l'air, les combustibles, etc., son loin d'être illimitées et que le développement sans frein de la consommation mène à leur épuisement inéluctable, bien plus rapidement que les besoins naturels d'une population croissante.

Plus encore, la catastrophe peut être provoquée par le déficit ne fut-ce que d'une seule de nos ressources vitales, même si les autres demeurent en abondance, car ces ressources ne sont pas interchangeables.

On dit fréquemment des pays à capitalisme privé et tout particulièrement des Etats-Unis, qu'ils consomment les ressources naturelles comme « un marin ivre », mais cela s'applique encore plus à l'URSS, où d'énormes ressources sont gaspillées sans raison à cause de l'incurie qui y règne. Nous voyons, par exemple, de grandes quantités de métaux rouillant en plein air près des fonderies, ou employés abusivement dans des constructions plus lourdes que celles exécutées par les entreprises des sociétés à capitalisme privé. Tous les ans de grandes quantités de produits agricoles se gâtent et pourrissent. On brûle sans but des quantités énormes de combustibles. Tous ces faits sont constamment évoqués dans la presse soviétique, le gouvernement ordonne sans cesse l'arrêt des consommations inutiles de ressources mais les gaspillages continuent et même augmentent. Ce gaspillage gigantesque et inutile des ressources naturelles de l'URSS est devenu un des traits habituels de son existence.

Mais les ressources de l'URSS s'épuisent non seulement pour les raisons évoquées ci-dessus, mais aussi parce que notre pays est devenu un important fournisseur de matières premières aux autres pays. C'est précisément parce qu'elle possède d'énormes ressources naturelles que l'URSS peut acquérir en échange les moyens de production lui permettant de se maintenir dans la compétition avec les pays du capitalisme privé et de soutenir l'ensemble de son système économique.

Ce fut la présence de bois, de pétrole, de minerais, de fourrures, etc., qui permit à l'URSS d'accomplir son industrialisation dans les années 20 à 30, puisque ce fut en échange de ces matières premières qu'elle obtint alors des Etats-Unis et de l'Allemagne l'outillage technologique indispensable.

Les ressources naturelles du monde entier sont peut-être suffisantes pour nourrir, dans un avenir prévisible, la population nombreuse et croissante du globe, mais elles ne sont nullement suffisantes pour assurer la course à la consommation. La société capitaliste, sous toutes ses formes, est inévitablement limitée, et si on ne met pas fin à la croissance de la consommation, elle ne tardera pas à se heurter à une pénurie critique de ressources. Les signes de cette

crise sont déjà présents. Et elle ne fera que s'aggraver au fur et à mesure de l'entrée dans la ronde de la consommation des pays de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine.

L'autre vice incurable de la société capitaliste est son manque de stabilité politique croissant, dû à son incapacité à préserver la paix et à s'opposer à l'extension du totalitarisme, qui peut surgir tant dans les pays à capitalisme privé que dans les pays du capitalisme d'Etat, bien que ces derniers engendrent pour ainsi dire inévitablement des régimes totalitaires.

Il n'est pas étonnant dès lors, que les pays capitalistes d'Etat envisagent avec bienveillance l'extension du totalitarisme sous toutes ses formes. Dans le même temps, les pays du capitalisme privé, tout en s'élevant verbalement contre les régimes totalitaires, participent cependant aussi à leur extension et à leur renforcement. La saturation du marché intérieur conduit les pays du capitalisme privé à rechercher de nouveaux marchés pour leurs produits, où qu'ils soient, afin de s'assurer le plein de commandes. Ce faisant, ils deviennent de plus en plus dépendants des sources de matières premières qui se trouvent dans d'autres pays, surtout là où il n'y a pas d'industrie nationale pour les exploiter.

C'est pourquoi, s'il s'instaure un Etat totalitaire qui devient une menace pour la paix et la liberté, les tenants du capitalisme privé, par peur de perdre un marché pour l'écoulement de leurs produits ou une source de matières premières, commencent à exercer des pressions sur leurs gouvernements pour les obliger à adoucir leurs positions vis-à-vis de cet Etat. C'est pour cette raison précisément que les pays du capitalisme privé sont incapables de s'opposer au totalitarisme, malgré leur potentiel énorme.

C'est là que nous devons chercher les racines de l'Accord de Munich, en 1938, quand nous vîmes les leaders myopes de la France et de l'Angleterre ouvrir la voie à l'agression hitlérienne contre le monde entier, sous la pression des milieux du capitalisme privé. Mais même avant, ce furent les milieux industriels occidentaux qui permirent la renaissance de l'industrie allemande, qu'Hitler utilisa uniquement dans des buts de guerre.

Les milieux industriels occidentaux ont mené cette politique suicidaire à cause de leur incapacité organique à percevoir les intérêts nationaux à long terme, et par conséquent à les sacrifier pour les intérêts à court terme de leurs corporations.

Aujourd'hui, la conduite des milieux industriels et financiers est identique. Exerçant une pression sur le parti social-démocrate au pouvoir en Allemagne de l'Ouest, ils sont parvenus à lui faire avaliser juridiquement le statu-quo instauré en Allemagne au prix de concessions maximum à l'égard de l'URSS et de l'Allemagne de l'Est, devenue le foyer du militarisme en Europe. Cette trahison nationale accomplie par les milieux industriels et financiers de l'Allemagne de l'Ouest, sous le couvert des déclarations hypocrites des « sociaux-démocrates » au sujet des intérêts de la paix, finira par coûter cher à l'Allemagne et au monde tout entier. Mais, grâce à

cette trahison, les industriels et les marchands allemands ont obtenu une ouverture sans obstacles sur les marchés est-européens et soviétiques pour l'écoulement de leurs produits, et peuvent être sûrs que la situation de leurs firmes sera tout à fait florissante pour les quelques années à venir.

Mais c'est dans la politique actuelle de la France que nous pouvons voir à quel point les intérêts égoïstes des milieux industriels et financiers peuvent aller à l'encontre des intérêts de leur propre peuple et du monde entier ; ce pays, en effet, nous montre qu'il est prêt à faire des concessions à n'importe quel régime totalitaire, à condition qu'il soit loin, ou tout au moins qu'il ne le menace pas directement dans les 3 ou 4 années à venir.

En ce moment, la France se place au premier rang de la servilité vis-à-vis des pays arabes détenteurs de pétrole, sans se rendre compte de la menace mortelle qu'elle fait peser ainsi sur l'Europe et le monde tout entier, dans la mesure où, dans l'avenir, les pays qui possèdent des ressources stratégiques naturelles pourront exercer toutes les pressions sur les pays consommateurs dè ces ressources.

Mais d'autre part, le système capitaliste d'Etat, poursuivant son expansion, cherche à mettre sous son contrôle les pays fournisseurs de matières premières, afin de pouvoir exercer une pression sur les pays du capitalisme privé. Il ne s'arrête devant rien qui puisse consolider son influence dans ces pays, encourageant les régimes les plus inhumains et provoquant des conflits armés, tels que ceux qui ont enflammé le Proche Orient, l'Inde, etc.

Toute dictature sanglante peut compter sur le soutien de l'URSS, du moment qu'elle se déclare contre les pays de capitalisme privé.

Il est probable que la rivalité des différents systèmes capitalistes autour de leurs zones d'influence provoquera une catastrophe mondiale.

Tentative de créer un système socialiste

A LA LUMIÈRE de ce que nous venons de dire, toutes les tentatives faites pour créer un régime socialiste revêtent un intérêt exceptionnel. La plus importante de ces tentatives fut la Révolution Russe de 1917. On sait que les bolchéviques russes, arrivés au pouvoir, tentèrent de créer un système économique d'un type nouveau, connu aujourd'hui sous le nom erroné de « communisme militaire ». Ce système ne dura que trois ans, mais il constitue la première tentative de refus d'une économie de type capitaliste. Elle se solda par un échec total dont les effets furent de réduire l'énorme pays à la ruine et à la famine.

Le fondement de la politique économique bolchévique des trois premières années consistait dans la nationalisation de toute l'économie du pays, l'instauration d'une répartition naturelle des produits et l'abolition de l'argent. Pour ce faire, il fallut procéder à la confiscation de force des produits agricoles auprès de la population paysan-

ne, étant donné que l'industrie désorganisée par la guerre civile et les nationalisations avait cessé pratiquement de fonctionner. La confiscation forcée des produits agricoles prit le nom de « répartition des produits » *(prodrazverstka).*

« Les produits remis à la répartition étaient payés à un prix fixe, *plusieurs dizaines de fois inférieur aux prix du marché.* Ensuite, on commença à rétribuer le paysan pour la remise de tous les produits agricoles à répartir, au moyen d'une distribution de produits industriels provenant d'un fond de troc des organismes d'approvisionnement, mais ces produits industriels n'étaient pas distribués aux paysans individuellement, mais à des communautés entières, au sein desquelles ils étaient répartis non proportionnellement au blé fourni, mais en fonction de la situation sociale du paysan. » (A. Aïchenwald : « Le communisme militaire » — *Voenniy Kommounizm* — Grande Encyclopédie Soviétique, T. 12, 1928, p. 370.)

En réalité, on ne donnait pour ainsi dire rien en échange de la nourriture réquisitionnée. Le même auteur nous apprend que « les organes de répartition réquisitionnaient le blé et les fourrages chez les paysans à l'intention de l'armée et des villes, mais ils ne fournissaient en échange que très peu ou même pas du tout de produits industriels » (id.). Plus tard, on liquida tout le commerce intérieur. Tout cela fit sortir l'argent de la sphère économique et les opérations monétaires n'eurent plus qu'un caractère purement comptable.

«'Les économistes soviétiques envisageaient déjà l'élimination complète de l'argent, le passage total à une économie naturelle centralisée et planifiée.'» (id. p. 373)

Les organisations gouvernementales dirigeaient le pays vers une économie sans argent et on imprimait les billets jusqu'à la limite des possibilités productives du Gosznak (1). En janvier 1921, les impôts en argent furent entièrement supprimés. Mais une économie naturelle sans monnaie exigeait le travail obligatoire et sa militarisation, étant donné que toute l'ancienne industrie avait été conservée, en particulier celle des armements, et elle avait besoin d'une main d'œuvre qui ne désirait nullement y travailler dans de pareilles conditions.

C'est ce problème qui fut au centre des discussions du IX[e] Congrès du parti, en mars-avril 1920. La grande décision de ce Congrès fut le Décret sur la militarisation du travail. Suite à ce Décret, on organisa les ouvriers et les employés en armées du travail. Ils étaient liés à des entreprises déterminées et on interdit leur libre circulation d'une entreprise à une autre. Les syndicats se voyaient chargés d'un rôle de police : combattre la désertion au travail.

Le rapporteur principal sur cette question, et l'inspirateur réel du projet, était Léon Trotsky. C'est lui qui déclara que l'idée de l'improductivité du travail forcé était « un vieil axiome bourgeois » (IXe Congrès du Parti Communiste Russe (b) ... « Procès-verbaux »,

(1) Gosznak : Hôtel des monnaies.

Moscou 1960, p. 97). Trotsky considérait que dans les conditions du socialisme, le travail forcé devait être plus productif.

« L'affirmation que le travail libre, le travail salarié, est plus productif que le travail forcé, était incontestablement exacte en application au régime féodal, au régime bourgeois ». Cependant, affirmait Trotsky, « il n'est pas vrai que le travail forcé soit improductif dans toutes les circonstances et dans toutes les conditions » (p. 98)...

Le « communisme militaire » n'était pas du tout considéré comme une mesure provisoire découlant de la guerre civile, comme les historiens soviétiques actuels tentent de nous le faire croire. Son appellation est bien plus tardive.

« Tout le schéma de l'économie militaro-communiste était considéré comme la charpente même de l'économie socialiste et tout le problème, semblait-il, consistait seulement, dans le cadre de ce système, à surmonter le désarroi économique et à relever les forces de production matérielles, tombées à une fraction de leur rendement d'avant guerre, à un haut niveau d'industrialisation sur le plan de la technique et de la vie culturelle. » (A. Aïchenwald, id. p. 379.)

Les résultats du communisme militaire furent désastreux. Il ne parvint non seulement pas à arrêter la ruine du pays, mais il l'aggrava encore. Des insurrections de masse en Sibérie, dans le centre et enfin à Kronstadt obligèrent le gouvernement à renoncer à sa politique d'économie non monétaire accompagnée du travail obligatoire militarisé et de la « répartition des produits ».

En mars 1921, la « répartition des produits » était abrogée. Furent rétablis ensuite : la liberté du commerce, la circulation monétaire, les salaires, etc. Le système du travail obligatoire se voyait aussi aboli. En très peu de temps, toute l'économie de l'Union Soviétique se retrouva sur pied et dépassa même rapidement son niveau d'avant-guerre.

La faillite de cet essai d'instauration d'une économie naturelle sans argent eut une telle répercussion sur l'idéologie communiste de l'époque qu'on en trouve même un écho dans le programme du Komintern où on disait qu'une telle politique ne devait pas être considérée par la classe ouvrière comme « le système de la politique économique 'normale' de la dictature du prolétariat. »

Il y eut plusieurs raisons à la faillite du « communisme militaire », mais elles revenaient toutes au fait que le pays avait conservé son ancienne structure économique. Celle-ci n'avait pratiquement pas changé depuis la Révolution, c'est-à-dire que toute la grosse industrie avait été conservée telle quelle, avec sa forte population ouvrière dont les intérêts strictement de consommation étaient indissolublement liés à cette industrie. Cela se rapportait avant tout à la population urbaine, qui devait être approvisionnée en produits alimentaires, alors qu'elle ne produisait rien ou seulement des fournitures militaires. Mais les produits alimentaires ne pouvaient être obtenus des paysans que par la force : ce dont se chargea la « répartition des produits » déjà citée.

Cependant, la grande industrie était absolument indispensable à l'Etat soviétique, surtout compte tenu des besoins de l'économie de guerre.

L'impression se dégage que cette tentative pour éliminer les défauts de l'ancienne société, dans un pays isolé et entouré d'ennemis, relevait ouvertement de l'utopie, dans la mesure où, après avoir transformé le fondement idéologique de la société, sa structure politique, etc., le bolchevisme russe n'en maintenait pas moins la base principale de l'économie capitaliste, à savoir la grande industrie, du fait que la nécessité de survivre, la nécessité de pourvoir aux besoins d'une nombreuse population urbaine, exigeaient non la réduction de la grande industrie, mais au contraire son expansion par tous les moyens et qu'il n'y avait pas d'autre choix économique possible. C'est ce qui devint le Cheval de Troie du capitalisme, et qui détermina le développement économique et social ultérieur de la Russie.

Néanmoins, sept ans après l'abrogation officielle du « communisme militaire », une tentative de le faire revivre eut lieu. bien que sous une forme très atténuée. Après avoir définitivement vaincu son opposition de gauche au XVe Congrès du Parti, en décembre 1927, Staline entreprit littéralement, quinze jours après la fin du Congrès, de réaliser pratiquement le programme politique préconisé par ses rivaux vaincus, allant même plus loin qu'eux dans une série de domaines. Au cours de la réalisation de ce programme, de nombreux traits de l'ancien « communisme militaire » furent rétablis. Mais l'économie étant toujours basée sur la grande industrie, ce programme n'aboutit qu'à une nouvelle militarisation du pays et au rétablissement de nombreuses formes du travail obligatoire, avec cette différence par rapport au programme trotskiste que les victimes des répressions qui commençaient alors vinrent également grossir les rangs des armées du travail.

La « répartition des produits » reparut sous les traits cette fois du kolkhoze (économie collective), conçu au premier temps de son existence comme une commune formée par la collectivisation de toute la propriété privée, ce qui permettait de réquisitionner toute la production des paysans, sans entrer dans des conflits personnels avec eux.

Une telle forme d'organisation facilitait grandement l'appropriation par l'Etat des produits agricoles, alors que les paysans restaient liés à leurs kolkhozes conformément au principe du travail obligatoire décrété par le IXe Congrès du Parti. En 1929 et jusqu'au début de 1930, on tenta d'instaurer, sans succès, dans les campagnes et même dans les villes, une forme d'économie naturelle, sans argent. On ferma tous les marchés d'alimentation libres, on se mit à confisquer sans exception toutes les propriétés individuelles ; on assista dans les villes à des tentatives de créer des communes avec collectivisation du travail ménager. On brandit un moment un slogan sur « la liquidation des cuisines ».

Mais tout ce mouvement prit fin encore plus rapidement que le

« communisme militaire », parce que son développement dans les conditions d'une grande société industrielle risquait d'entraîner des conséquences économiques graves. La résolution du Comité Central du PC du 15 mars 1930 condamna l'organisation des communes et la liquidation des marchés libres.

Cela eut pour résultat le maintien dans les campagnes des lopins individuels. Malgré les surfaces minimes autorisées, ils s'avérèrent exceptionnellement productifs, couvrant par le biais du marché libre un très haut pourcentage des besoins alimentaires de la population urbaine.

Le travail obligatoire fut restauré dans les villes également, mais sous les formes prévues par le IXe Congrès du Parti. On légalisa l'interdiction du libre choix du lieu de travail, et l'idée des armées du travail fut ressuscitée, mais uniquement pour les victimes de la répression, qui se chiffraient d'ailleurs par millions.

Ces mesures créèrent le fondement de l'économie à partir de laquelle débuta l'industrialisation du pays. Elle se déroula à une cadence extrêmement rapide, visant à fonder une industrie de guerre et une industrie des moyens de production. Mais cette industrialisation ne devint matériellement possible que lorsque les pays du capitalisme privé, et en particulier les Etats-Unis et l'Allemagne, consentirent à livrer à l'URSS d'énormes quantités d'équipements techniques, sans lesquels aucune industrialisation n'aurait été possible. En échange, l'URSS se mit à livrer des quantités tout aussi grandes de matières premières, en premier lieu du bois.

Avant guerre, la consommation individuelle en URSS n'a été stimulée que très faiblement, malgré la création d'une industrie légère très productive, mais dont le but n'était que de satisfaire les besoins minima de la population.

Ce fut cette économie qui fut proclamée « socialiste » du haut des tribunes du XVIIe Congrès du Parti, en 1934, alors qu'elle ne l'était évidemment pas du tout. Cependant on ne peut considérer cette déclaration comme l'expression de la mauvaise foi de quiconque : les partisans du pouvoir soviétique étaient persuadés que l'on avait effectivement atteint le but fondamental du socialisme, tant dans l'industrie que dans l'agriculture, à savoir la collectivisation des moyens de production.

Il se produisit alors dans le pays une contradiction essentielle qui existe encore aujourd'hui, entre le véritable caractère des relations sociales et la façon dont elles sont comprises. Une caste dirigeante se forma très rapidement, mais elle ne prit sa forme définitive qu'après les purges gigantesques des années 36-38.

La nouvelle caste elle-même se considéra dans sa majorité, comme l'élément dirigeant d'une société socialiste.

Bien que la guerre contre l'Allemagne nazie et les difficultés économiques de l'après-guerre aient substantiellement restreint le niveau de la consommation individuelle, ce fut précisément dans l'après-guerre que furent établies les bases de la future société de consommation, au moyen d'une nouvelle poussée d'industrialisation.

Bien que l'objectif principal des dirigeants soviétiques demeura comme avant la production d'armements et de moyens de production, avec limitation au minimum de la consommation domestique et de la construction de logements, la consommation généralisée resta aux yeux des dirigeants et de Staline lui-même le but final du développement de la société soviétique.

Peu avant sa mort, Staline proclama comme la loi fondamentale de l'économie socialiste un slogan de pure consommation : « la satisfaction maximale des besoins matériels et culturels sans cesse croissants » (« Problèmes économiques du socialisme », Moscou, 1952). Bien entendu, à cette époque ce slogan était de la pure démagogie, en un temps où le pays manquait même du nécessaire vital, mais il n'en exprimait pas moins l'orientation générale du développement de l'URSS.

Il faut noter toutefois qu'à cette époque on continuait à faire usage dans le pays du travail forcé sur une grande échelle. Des millions de détenus travaillaient sur des chantiers forestiers, à l'extraction de minerais, dans les chantiers de construction. Le passage d'un travail à un autre était toujours interdit et le départ volontaire était puni d'emprisonnement.

La forme définitive de la société soviétique actuelle n'apparut qu'après la mort de Staline, car ce fut à cette époque seulement que l'appareil de production créé par lui commença à porter ses fruits. La nouvelle direction put réellement se mettre à satisfaire les besoins de la population, bien que cela nécessitât évidemment du temps.

Bientôt on liquida les dernières formes de travail obligatoire dans les villes (mais non dans les campagnes), en abrogeant l'interdiction de changer librement de travail. Cela contribua considérablement à l'accroissement des salaires, étant donné que dans les conditions d'une main d'œuvre déficitaire, les entreprises doivent faire appel à différents moyens pour s'attirer les ouvriers, en particulier par des augmentations de salaires.

Des millions de prisonniers furent libérés, ce qui réduisit d'autant le secteur du travail obligatoire.

Nous voyons donc que la tentative bolchévique d'opposer à l'économie capitaliste une économie socialiste se solda par un échec. Elle n'aboutit qu'à faire naître une nouvelle forme de capitalisme : le capitalisme monopoliste d'Etat. Les raisons en étaient, comme nous l'avons vu, la conservation de la grande industrie et son développement ultérieur. Les tentatives de restreindre la croissance de la consommation n'aboutirent qu'à priver la population du minimum vital et la soumettre au travail forcé.

Une autre expérience de société socialiste existe cependant, mais elle aussi peut être considérée comme négative. Il s'agit de la Chine, qui semble opposer actuellement au système capitaliste une société dans laquelle la consommation est volontairement réduite. En même temps la Chine développe une grande industrie à une cadence accélérée, particulièrement l'industrie de guerre, ce qui fait que la Chine contemporaine possède toutes les caractéristiques nécessaires à la

formation d'une société capitaliste. Le gouvernement chinois ne parvient à freiner aussi radicalement la consommation qu'en usant de méthodes coercitives plus sévères même que celles du « communisme militaire » soviétique de l'avant-guerre. On sait à quel point la population chinoise se montre, à travers le monde, industrieuse et dynamique au point de vue économique : en peut dès lors s'imaginer à quelles mesures les autorités chinoises doivent recourir pour la maintenir dans un état d'inactivité économique individuelle, en présence d'un niveau de vie aussi bas.

L'absence d'une consommation développée jointe à l'immensité de sa population donnent cependant à la Chine un potentiel que n'ont pas les autres pays, bien qu'il ne pourra que faire croître les tendances de la Chine à se transformer en une société de type capitaliste monopoliste d'Etat.

Ce potentiel offre notamment la possibilité d'accélérer le progrès technique dans des domaines où les facteurs politiques ont une importance prédominante, tels que les armements ou la conquête de l'espace. Du fait que tous les travailleurs techniques et scientifiques ne reçoivent, quelle que soit la manière de les utiliser, que le minimum vital, leur concentration dans un seul secteur devient du point de vue de l'Etat pour ainsi dire sans frais. C'est la raison pour laquelle la Chine peut se permettre de doubler son effort dans un domaine donné par rapport aux autres pays, et de ce fait, réduire les délais du progrès dans ce secteur.

Cependant, pareille politique technique ne peut être étendue à tous les secteurs, ce qui fait qu'il existe, tant en Chine qu'en URSS, un très grand déséquilibre entre les niveaux techniques des secteurs stratégiques et non stratégiques. Vu l'absence d'automatisation, un dur travail physique est de règle en Chine, et l'industrie chinoise n'est servie au point de vue technologique que par le minimum indispensable.

En gros, l'économie chinoise est tout aussi inefficiente que la soviétique. En Chine aussi, on assiste au pillage sauvage des ressources naturelles, qui sont le moyen principal permettant l'importation de l'outillage nécessaire au développement de son industrie de guerre.

Enfin, la limitation de la consommation en Chine est privée de tout attrait puisqu'elle se ramène à une misère généralisée, à la contrainte militaire et à un isolement strict du reste du monde.

L'économie chinoise actuelle se trouve à un tournant de sa croissance, elle en est précisément au stade de l'industrialisation. L'achèvement de l'industrialisation ou un conflit armé avec un autre pays ne pourront qu'accélérer la transformation de la Chine en un pays de capitalisme d'Etat, indépendamment de l'issue de ce conflit, pour autant, bien entendu, que l'épuisement général des ressources déjà commencé ne mette fin à la course à la consommation dans le monde entier.

Las cien maneras de aderezar el marxismo...

Muchos estados africanos, en vista de la burguesía nacional, se ven obligados a intervenir directamente en la economía si no quieren abandonarla por entero a los extranjeros. Pero esto implica, a menudo, la orientación hacia el capitalismo de Estado. En el Congo, por el contrario, la conciencia política del proletariado ha alcanzado tal nivel que sólo es posible la vía que conduce a la socialización de los medios de producción. La conciencia de su papel por el proletariado congoleño explica que se fundara en 1969 un partido de vanguardia que defiende las posiciones de la clase obrera.

.. ..

Ante el peligro que se cernía sobre el movimiento revolucionario, los sindicatos, los jóvenes, las mujeres y los partidos políticos se percataron de la aguda necesidad de unirse y organizarse en un partido masivo único —el Movimiento Nacional Revolucionario (MNR)—, cuyo congreso constituyente se celebró en Brazzaville el año 1964.

.. ..

Había en él partidarios de todas las corrientes: desde la socialista hasta la capitalista. El partido se mostró incapaz de dirigir y comenzó a publicar medidas para liquidar a las fuerzas progresistas con el fin de castrar el movimiento revolucionario y restablecer el régimen neocolonial. Las fuerzas revolucionarias opusieron resistencia, lanzándose a la insurrección del 31 de julio de 1968. Fue una insurrección de los elementos progresistas del ejército, la juventud, los sindicatos, la población entera, que lucharon para salvar la revolución.

Así, toda la historia de la actividad del partido en nuestro país nos condujo a cobrar conciencia de la necesidad de que hubiera un solo partido unido de clase, un partido de vanguardia, marxista-leninista.

.. ..

La contradicción esencial, en nuestro país, enfrenta, como se dice en el Programa del Partido Congoleño del Trabajo «a las fuerzas revolucionarias, integradas por la clase obrera que, aunque numéricamente débil e ideológicamente poco formada, es el sostén de la revolución; su aliado, el campesinado, numeroso, pero todavía sin organizar; las capas intermedias vacilantes (pequeña burguesía, juventud y estudiantes, etc...), con las fuerzas reaccionarias que incluyen el imperialismo internacional, en especial el francés, y sus aliados locales —burguesía burocrática y entreguista—, así como los círculos feudales».

.. ..

A nuestro entender, el Estado es, ante todo, un instrumento de dictadura. No es un «padre de familia», ya que las relaciones entre las clases antagónicas no se basan en el cariño y en el afecto, sino en la violencia. Está bien claro que, en los países que se hallan bajo la influencia del neocolonialismo, el aparato estatal le sirve de instrumento de represión y dictadura. Nosotros debemos destruir ese aparato y crear en su lugar otro nuevo, entera y plenamente al

servicio de las masas de africanos, controlado por ellas en interés de la lucha antiimperialista. Con estos fines, el PCT, en unión de todos los trabajadores (obreros y campesinos), los jóvenes, los intelectuales, los soldados y los oficiales emprendió el combate por la democratización de la vida empezando por reestructurar el aparato represivo, el ejército y la administración de la justicia.

.. ..

Desgraciadamente, por existir entonces en el seno del PCT adictos de la línea izquierdizante y aventurera cuyas tendencias anarquistas salieron a la luz el 22 de febrero de 1972 con una tentativa de *putsch,* no fue posible definir netamente las peculiaridades de la etapa actual de la revolución. Sólo después de esos lamentables sucesos adoptó el Congreso extraordinario del Partido convocado en diciembre del mismo año 1972 una importante decisión precisando que el Congo se encontraba en la etapa de la revolución nacional, democrática y popular.

.. ..

Los obreros, aliados con el campesinado y los intelectuales revolucionarios, forman parte del frente unido, ya que la revolución debe garantizar los intereses de las clases explotadas.

.. ..

En definitiva, sabiendo que para construir el socialismo hace falta un aparato estatal que corresponda a los intereses del pueblo, el PCT está elaborando ahora las condiciones para formar ese aparato. Con esos fines hemos lanzado, en particular, la consigna de que, «sin un ejército del pueblo, el pueblo no tiene nada». Después de haber proclamado el Ejército popular nacional como su brazo principal, el PCT ha vuelto a precisar y a afirmar la orientación fundamental de la labor política, económica y militar en el ejército.

Marien N'Gouabi, Presidente de la República Popular del Congo (Brazzaville): «El socialismo científico en Africa», in *Revista Internacional,* Mayo 1975, Praga.

El frente ancho...

En esta conferencia *(Belgrado, agosto 1974),* que a nuestro parecer tuvo una gran importancia, las ideas malthusianas contenidas en el informe inicial preparado por la ONU fueron criticadas con dureza y finalmente rechazadas gracias a los esfuerzos conjuntos de los representantes de los países socialistas y en desarrollo y de eclesiásticos progresistas.

Guy Pelachaud, Comité Central del PC francés. — *El crecimiento cero: Ideología Política* in «Revista Internacional», Junio 1975. — Praga

Una producción para ricos?

La situación de la desigualdad nacional se puede mostrar para Chile, Colombia y Perú, que juntos representan dos tercios de la población total del Grupo Andino. Los niveles de ingreso y los grados de igualdad son, para estos países, más bajos que los promedios de nuestra muestra latinoamericana. Por otra parte, el 10 por ciento más alto percibe el 50 por ciento del ingreso en el Perú, 44 por ciento en Colombia y 40 por ciento en Chile. Ponderando por la población, el promedio para este trío es que el 10 por ciento más alto recibe 45 por ciento del ingreso nacional. Luego, la magnitud del mercado de estos países depende principalmente del 10 por ciento más alto. En términos de poder adquisitivo, éste es el grupo del cual vendrá la demanda que soporte la integración económica.

Dada la ya simétrica distribución en cada país, la extensión del mercado puede resultar insuficiente para sostener muchas empresas eficientes que producen bienes durables y otros bienes de consumo conspicuo. Puede ser que las *técnicas de producción* para estos artículos, que se desarrollan en otros países, requieran un mercado más amplio que el que pueda ser garantizado por las clases altas de cualquier país individual.

Con el fin de superar estas deficiencias y ampliar el mercado de productos industriales, se dispone de dos alternativas. La primera consiste en generar más ingreso para las clases altas comprimiendo a los grupos bajos, concentrando aún más la ya muy desigual distribución... Segundo, los mercados nacionales pueden ampliarse combinando los grupos más altos de seis economías nacionales, permitiéndoles beneficiarse de los efectos de escala de la integración. Así, la creación del Grupo Andino puede reducir el costo de los artículos que componen la canasta de la clase alta y facilitar al 10 por ciento más alto a proseguir el consumo emulador sin trabas por la producción ineficiente. En el mejor de los casos, algunos beneficios de la producción de gran escala pueden alcanzar sólo indirectamente, es decir «filtrarse», a los grupos más pobres.

Adolfo Figueroa - Richard Weisskoff: «Visión de las pirámides sociales. - Distribución del ingreso en América latina». *Ensayos Eciel.* Río de Janeiro/Washington, 1974.

Los financieros democráticos

El hecho de que el Club de París, por decisión de la mayoría de los países acreedores, haya dejado sin efecto su reunión prevista para el mes de marzo en que iba a considerar la petición de la Junta de renegociación de la deuda externa, dice a las claras que el repudio a la Junta trasciende a los círculos gobernantes y financieros de la mayoría de los países de Europa Occidental y es un síntoma inequívoco de que la Junta fascista no es aceptable para la comunidad internacional.

Del comunicado conjunto de los Partidos socialista y comunista de Chile.
Berlín - RDA. — 2 de abril 75

Lógica económica . . .

El aumento del precio de las materias primas ocurrido en los últimos años y su relativa escasez en relación con la creciente demanda de los centros industriales, a que me he referido anteriormente, hace pensar a mucha gente que la economía mundial ha entrado en una nueva etapa que se caracteriza por una mayor valoración de los productos primarios frente a las manufacturas.

Esta línea de pensamiento que probablemente tiene validez en el más largo plazo, no es necesariamente sustentada por la tendencia de los precios en el corto plazo. En efecto, a partir del tercer trimestre de 1974 se inició una declinación de los precios de la mayor parte de los productos básicos y es probable que ella continúe en los próximos meses, como consecuencia de la disminución de la demanda resultante de la recesión económica de los centros industriales.

Se repite así un fenómeno que hemos presenciado en el pasado. En los años 50, por ejemplo, la Guerra de Corea creó una demanda que hizo subir los precios de muchos productos básicos, para volver a caer hacia fines de la década de los 50, nivel que con oscilaciones mantuvo durante un largo período. Es así como hasta hace sólo dos años, el rubro de productos básicos fue el sector menos dinámico del comercio mundial, y su índice de precios creció con un ritmo equivalente a la mitad del de las manufacturas.

He querido dar especial énfasis a este asunto para destacar la vulnerabilidad de nuestras economías a la fluctuación de los precios de los productos básicos de exportación, que en el caso de varios de nuestros países constituyen la fuente principal de divisas. Como es obvio, esta situación conspira contra la planificación del desarrollo y a veces es causa de graves disrupciones en este proceso.

Estas consideraciones me llevan a señalar otros aspectos de la crisis actual que afectan negativamente la balanza de pagos de nuestros países. El drástico aumento en los precios de los combustibles y alimentos y de la mayoría de los productos manufacturados como consecuencia de la inflación mundial, determinó un alarmante crecimiento de las importaciones de América Latina. Esta situación, agravada por fuertes disminuciones en los ingresos de exportación de algunos productos básicos, determinó que el déficit de la balanza comercial de la región, excluidos los países exportadores de petróleo, aumentara de 640 millones de dólares en 1973, a 8.700 millones en 1974.

Antonio Ortiz Mena
Presidente del Banco Interamericano
de Desarrollo. — Mayo 1975

¿Qué dice de esto la desvergonzada OEA, la desprestigiada OEA, la prostituida OEA? Puede alguien imaginar que quede siquiera un átomo de pudor o autoridad moral o razón de existir a esa ridícula y desventurada institución?

Del discurso pronunciado por el Secretario del Comité Central del Partido Comunista de Cuba, Comandante en Jefe Fidel Castro, el 28 de septiembre de 1974, La Habana
(*Granma*, 30-IX-1974)

Poesía de los Ejecutivos

Los líderes del futuro serán arquitectos de sistemas, dotados de la capacidad de propiciar un balance óptimo entre las especializaciones desde su visión de conjunto. Seguirán siendo estrategas y planificadores, por mucho tiempo continuarán tomando decisiones y resolviendo problemas de operación, pero su gran aporte va a consistir en la facilitación, en la gradual soltura de los controles restringentes, y sobre todo en el diagnóstico, diseño y conceptualización de sistemas capaces de diagnosticarse a sí mismos, de solucionar sus propios problemas y generar, en suma, su propio progreso.

Ivan Lansberg Henrıquez
empresario venezolano
Administración y Desarrollo
Monte Avila E. — Caracas 1974

La réalité *du marxisme est d'abord, à un degré écrasant et qui prime tout le reste, qu'il est l'idéologie dont se réclament des régimes d'exploitation et d'oppression totalitaire qui exercent leur pouvoir sur un milliard d'hommes et de femmes. Et c'est aussi qu'il est l'idéologie de partis bureaucratiques d'autres pays, dont on sait qu'ils visent à installer des régimes identiques aux précédents, et dont la pratique quotidienne est une suite d'infâmies. Ça ne dure pas depuis deux mille ans, mais ça pèse deux milliards de tonnes.*

Entretien avec Cornélius Castoriadis
Librairie des Deux Mondes. — Paris 1975

Patriotismo de los comunistas españoles

«Cuando ante vosotros surjan dificultades que parezcan invencibles; cuando la represión desencadene sobre vosotros sus violentas y sangrientas tempestades; cuando todo parezca que se hunde a vuestro alrededor en un infierno de sangre y fuego, no os dejéis abatir, camaradas; no inclinéis la cabeza; volved vuestra mirada hacia la Unión Soviética. Ello os dará ánimos; ello os dará fuerzas par acontinuar la lucha por grandes que sean los obstáculos que se levanten en vuestro camino, porque la Unión Soviética es como el arco iris que anuncia a los oprimidos de la tierra que las tormentas pasan y que también para ellos llegará la bonanza.»

Dolores Ibarruri (la Pasionaria), en el V Congreso del P.C. celebrado en noviembre de 1954 en Praga. *(Informe ante el Comité Central presentado por la camarada Dolores Ibarruri*, Imprimerie de La Victoire, Nice, 195, pág. 116.)

Livres à lire / Books to read
Libri da leggere / Libros aconsejados

Portugal

O Sindicalismo em Portugal
Manuel Joaquim de Sousa
(Movimento Operario Portuguès. Ed. Afrontamento - Porto 1974)

A Evoluçao Anarquista em Portugal
J. M. Gonçalves Viana. Prefacio de Carlos da Fonseca
(Seara Nova - Lisboa 1975)

A origem da Ia Internacional em Lisboa
Carlos da Fonseca
(Ed. Estampa - Lisboa 1973)

Portugal — L'autre combat — Classes et conflits dans la société
Avila, Ferreira, Lory, Orsoni, Reeve
(Spartacus - Paris 1975)

Clefs pour l'Autogestion
Alain Guillerm et Yvon Bourdet
(Seghers - Paris 1975)

Plusieurs travaux parus dans les précédents numéros sont en cours de traduction et seront publiés soit en français, soit en espagnol, soit en italien, par les soins de groupes de Paris, Bordeaux et Alessandria.

Publicado.—Ignacio Iglesias: La Fase final de la Guerra Civil (Cuadernos de **Frente Libertario.** A. Alvarez, 87 rue de Patay, Paris 75013).

Paru.—Amedeo Bertolo: Compromis historique et danger fasciste en Italie (Claude, Boîte Postale 38. — Bordeaux 33036 - Cedex).

Commission paritaire N° 56737

Imprimé en France
Imp. La Ruche Ouvrière
10, rue de Montmorency, 75003 Paris

Prix : 10 francs

Directeur - Gérant : Georges Yvernel